



Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz
Rue de l'Industrie 26-38
1040 Bruxelles
Tél.: 02/289.76.11
Fax: 02/289.76.09

COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ

DECISION

(B) 031211-CDC-238

relative

'aux conditions générales des contrats de responsable d'accès proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau '

prise en application de l'article 6 de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport et l'accès à celui-ci

11 décembre 2003

DECISION

En application de l'article 6 de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci (ci-après le « règlement technique »), la COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (ci-après la « CREG ») examine dans ce qui suit les conditions générales des contrats de responsable d'accès que le gestionnaire du réseau, Elia System Operator SA (ci-après « Elia »), propose aux utilisateurs du réseau.

Le 1^{er} octobre 2003, Elia a, en application de l'article 6 du règlement technique, notifié à la CREG, en néerlandais, les conditions générales des contrats d'accès et des contrats de responsable d'accès qu'elle propose aux utilisateurs du réseau. Elia y a joint une série de documents venant justifier les dispositions desdits contrats. Ensuite, le 2 octobre 2003, Elia a fait parvenir quelques pièces à la CREG afin de compléter le dossier introduit le 1^{er} octobre 2003.

Le 15 octobre 2003, la CREG a transmis à Elia la proposition de décision relative aux conditions générales des contrats de responsable d'accès portées à sa connaissance le 1^{er} octobre 2003 et lui a offert la possibilité de réagir par écrit jusqu'au 22 octobre 2003. Elia a fait usage de cette possibilité et a transmis ses remarques écrites à la CREG par lettre du 22 octobre 2003, de même qu'une nouvelle version adaptée des conditions générales des contrats d'accès et des contrats de responsable d'accès. Par la suite, Elia a transmis à la CREG un dossier complété contenant encore quelques documents et corrections supplémentaires. Dans sa lettre du 23 octobre, Elia demande à la CREG de tenir compte du dossier introduit le 23 octobre uniquement et non de la version transmise le 22 octobre 2003. Faisant suite à cette demande, la CREG ne tient dès lors pas compte des textes reçus d'Elia le 22 octobre 2003.

Les conditions générales du contrat de responsable d'accès portées à la connaissance de la CREG par Elia le 1^{er} octobre 2003 font l'objet de la décision (B)031028-CDC-230, transmise à Elia le 31 octobre 2003.

Le 5 novembre 2003, la CREG a transmis à Elia la proposition de décision relative à la version adaptée des conditions générales des contrats de responsable d'accès telle que portée à sa connaissance le 23 octobre 2003, et a offert à Elia la possibilité de lui communiquer ses remarques éventuelles pour le 12 novembre 2003 au plus tard. C'est ainsi

qu'Elia a, par lettre du 12 novembre fait suite à la proposition de décision de la CREG et lui a transmis ses remarques écrites accompagnées d'une version de conditions générales des contrats d'accès et des contrats de responsable d'accès nouvellement adaptée.

Les conditions générales du contrat de responsable d'accès portées à la connaissance de la CREG par Elia le 23 octobre 2003 font l'objet de la décision (B) 031120-CDC-228/1 transmise à Elia le 24 novembre 2003.

Ce même 24 novembre 2003, la CREG a transmis à Elia la proposition de décision ayant servi de base à l'adoption de la présente décision, relative à la version nouvellement adaptée des conditions générales des contrats de responsable d'accès, qu'Elia a portée à sa connaissance le 12 novembre 2003, et a offert à Elia la possibilité de lui transmettre ses remarques éventuelles pour le 1^{er} décembre 2003 au plus tard. C'est à cette même date qu'Elia a ainsi transmis ses remarques écrites à la CREG, de même qu'une version des conditions générales des contrats de responsable d'accès à nouveau adaptée.

La présente décision examine uniquement la version des conditions générales du contrat de responsable d'accès portée à la connaissance de la CREG par Elia le 12 novembre 2003. Une copie de ce contrat est jointe en annexe de la présente décision.

La nouvelle version adaptée des conditions générales du contrat de responsable d'accès transmise à la CREG le 1^{er} décembre 2003 sera examinée dans une décision distincte.

Lors de sa réunion du 11 décembre 2003, le Comité de direction de la CREG a donc adopté la décision suivante.

◆◆◆◆

REMARQUES PREALABLES

Décisions de la CREG des 20 mars 2003, 20 août 2003 et 18 septembre 2003

1. Le 20 mars 2003, la CREG a pris une décision (portant la référence (B) 030320-CDC-121) relative aux conditions générales des contrats de responsable d'accès proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau, qu'Elia avait notifiées à la CREG par lettre recommandée du 27 janvier 2003 (ci-après : la décision du 20 mars 2003). Par cette décision, la CREG a refusé d'approuver l'ensemble desdites conditions générales, qui sont en vigueur jusqu'au 31 décembre 2003, et a demandé à Elia d'y apporter une série de modifications importantes. Par ailleurs, le 20 mars 2003 toujours, la CREG a pris une décision négative concernant les conditions générales des contrats d'accès proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau (portant la référence (B) 030320-CDC-131), ainsi qu'au sujet des conditions générales de la convention provisoire pour l'utilisation non exclusive du réseau Elia par des utilisateurs éligibles raccordés aux réseaux de distribution établis en région wallonne ou en région bruxelloise (portant la référence (B) 030320-CDC-130), qui ont été notifiées à la CREG par Elia à la même date.

Par lettre du 18 juillet 2003, Elia a ensuite porté à la connaissance de la CREG plusieurs modifications apportées aux annexes 1A et 1B du contrat de responsable d'accès ainsi qu'aux articles 5.1, 5.2.2 et 5.5 et à l'annexe 2 du contrat d'accès. Par deux décisions distinctes prises le 20 août 2003 (portant respectivement les références (B) 030820-CDC-206/1 et (B) 030820-CDC-207/1), la CREG a décidé de maintenir son refus d'approuver toute condition générale du contrat de responsable d'accès et du contrat d'accès.

Le 18 septembre 2003, la CREG a pris une décision similaire concernant les modifications apportées aux articles 1, 5, 6, 9 et aux annexes 4 et 5 des contrats de responsable d'accès, qui avaient été portées à sa connaissance par Elia par lettre du 22 août 2003 (portant la référence (B) 030918-CDC-216/2).

Consultation des utilisateurs du réseau et discussions informelles

2. Au sujet de ces décisions du 20 mars 2003, toute une série de réunions de travail informelles ont été organisées entre la CREG et Elia d'avril 2003 à septembre 2003. Ces discussions informelles avaient pour but commun d'informer Elia en temps utile des remarques formulées par la CREG à l'égard du contrat d'accès et du contrat de responsable

d'accès ainsi que de l'interprétation de la CREG de l'application de la réglementation sectorielle à ces contrats, de sorte qu'Elia puisse proposer à ses utilisateurs du réseau des conditions générales qui seront appliquées à partir du 1^{er} janvier 2004 (les conditions générales non approuvées ont été contractées jusqu'au 31 décembre 2003) et qui portent l'approbation de la CREG.

En outre, la CREG a également consulté les utilisateurs du réseau au sujet du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès afin de leur permettre de formuler leurs remarques éventuelles en la matière. Ainsi, un premier groupe de travail réunissant les utilisateurs du réseau concernés s'est penché, le 7 mai 2003, sur le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès en vigueur en 2003. Ensuite, le 19 août 2003, un second groupe de travail a été organisé, avec la participation aussi bien d'Elia que des utilisateurs du réseau concernés, en vue d'informer Elia des critiques et des besoins des utilisateurs du réseau. Dans le cadre de ce second groupe de travail, les projets (versions de travail) du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès élaborés par Elia pour 2004 ont été discutés.

PRINCIPES DE BASE

Droit d'accès au réseau de transport

3. La CREG estime que le droit d'accès au réseau de transport, visé à l'article 15 de la loi électricité, est d'ordre public.

Le droit d'accès au réseau de transport constitue en effet l'un des piliers de base essentiels de la libéralisation du marché de l'électricité¹. Afin que la concurrence s'installe sur le marché de l'électricité et que les clients finals puissent effectivement choisir leur fournisseur d'électricité, il est primordial que les clients finals, leurs fournisseurs et les producteurs d'électricité aient la garantie d'avoir accès au réseau de transport et qu'ils puissent jouir de ce droit sans discrimination. C'est en effet par le réseau de transport que transitent presque tous les électrons produits et consommés, même pour les clients finals raccordés à un réseau de distribution. Un fournisseur n'est en mesure de fournir effectivement l'électricité qu'il vend à son client que si lui-même, son client et éventuellement le producteur de ce courant (s'il ne produit pas lui-même l'électricité vendue) ont chacun accès au réseau de transport.

A cela vient s'ajouter le fait que le réseau de transport est un monopole naturel, étant donné le fait que les investissements qui y sont réalisés sont des coûts échoués élevés : les investissements représentent des montants importants et ne peuvent être affectés à une autre utilisation que celle du transport d'électricité. En outre, la construction de l'infrastructure de transport (surtout les câbles à haute tension) se heurte à une forte opposition de la population, ce qui exclut donc *de facto* la possibilité d'obtenir les permis de bâtir et autres autorisations nécessaires pour l'aménagement d'un second réseau de transport à côté du réseau existant. Dès lors, il n'est pas réaliste de supposer qu'un voire plusieurs nouveaux réseaux de transport seront construits parallèlement au réseau de transport existant. Ceci explique donc pourquoi l'article 8 de la loi électricité a opté pour un seul gestionnaire de l'unique réseau de transport existant en Belgique.

¹ Voir aussi considérant 7 de la Directive 2003/54/CE du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE, *J.O.*, L 176/37, du 15 juillet 2003, où il est également expressément indiqué que l'accès non discriminatoire au réseau de transport revêt une importance primordiale pour l'achèvement du marché intérieur de l'électricité.

Que le droit d'accès au réseau de transport constitue un pilier de base essentiel de la libéralisation du marché de l'électricité ressort également de l'analyse de la situation juridique prévalant avant l'entrée en vigueur de la loi électricité. Au niveau du transport d'électricité, il n'existait en effet aucune législation accordant un quelconque monopole au producteur d'électricité historique. Pourtant, ce producteur d'électricité était le seul, dans les faits, en tant qu'unique fournisseur, à avoir accès au réseau de transport. Si des tiers n'avaient pas accès au réseau de transport, cela s'expliquait tout simplement par le fait que le producteur d'électricité historique était le propriétaire de la quasi-totalité de l'infrastructure de transport d'électricité en Belgique. C'est précisément en raison de ce droit de propriété du producteur d'électricité historique que les tiers, à l'exception des clients finals approvisionnés par le producteur d'électricité historique, n'avaient pas accès au réseau de transport. La loi électricité n'a pas exigé la modification de cette situation au niveau du droit de propriété : le droit de propriété de l'infrastructure de transport peut encore appartenir à un seul producteur d'électricité, donc également au producteur d'électricité historique en Belgique. Afin d'introduire la concurrence dans le marché de l'électricité, la loi électricité a choisi d'accorder un droit d'accès au réseau de transport à tout client éligible ainsi qu'aux producteurs et aux fournisseurs d'électricité, pour autant que ces derniers approvisionnent des clients éligibles.

Il est donc clair qu'une méconnaissance de ce droit essentiel d'accès au réseau de transport remet en question la libéralisation du marché de l'électricité.

4. Il ressort de l'article 15 de la loi électricité que la garantie effective du droit d'accès au réseau de transport est indissociablement liée au règlement technique et à la régulation des tarifs de transport visés respectivement aux articles 11 et 12 de la loi électricité. Le règlement technique et la régulation des tarifs de transport tendent à concrétiser dans les faits le droit d'accès au réseau de transport.

Conformément à l'article 11 de la loi électricité, le règlement technique règle la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci. La gestion du réseau de transport est une matière technique complexe et très spécialisée que les utilisateurs du réseau eux-mêmes ne maîtrisent pas. Le simple fait que le législateur ait créé un régulateur spécialisé pour le marché de l'électricité, à savoir la CREG, en apporte déjà la preuve. Sur la base de ses connaissances spécialisées, le CREG est en effet à même de contrôler le respect de la législation sectorielle, dont le règlement technique fait partie.

En faisant établir un règlement technique, le législateur entend éviter l'apparition d'une quelconque discrimination entre des utilisateurs du réseau sur la base de divers motifs techniques et non pertinents, qui sont difficiles voire impossibles à réfuter par les utilisateurs du réseau, étant donné qu'ils ne disposent pas des connaissances spécialisées nécessaires concernant la gestion du réseau de transport. Avec ce règlement, le législateur vise également à ce que soit trouvé le bon équilibre entre les utilisateurs du réseau, d'une part, et le gestionnaire du réseau, d'autre part. En effet, les intérêts des utilisateurs du réseau et du gestionnaire du réseau ne sont pas toujours parallèles. Le risque existe donc que le gestionnaire du réseau refuse l'accès à son réseau pour des motifs techniques non pertinents. Contrairement à une entreprise privée ordinaire, le gestionnaire du réseau ne doit pas chercher à obtenir un maximum de clients pour couvrir ses frais et réaliser un bénéfice le plus élevé possible. La régulation des tarifs d'accès au réseau de transport et d'utilisation de celui-ci et des tarifs des services auxiliaires prévue à l'article 12 de la loi électricité implique en effet que les tarifs couvrent précisément l'ensemble de ses frais raisonnables et réels ainsi qu'une marge bénéficiaire équitable arrêtée par la CREG, quelle que soit l'intensité d'utilisation du réseau de transport. En raison de cette garantie que tous ses coûts, ainsi qu'une marge bénéficiaire équitable, seront couverts, il se peut que le gestionnaire du réseau tente de refuser l'accès à des utilisateurs du réseau vis-à-vis desquels la prestation de services est plus compliquée ou qui présentent plus de risques techniques ou financiers et tente de motiver son refus par des arguments complexes mais non pertinents. Étant donné que le règlement technique précise les obligations du gestionnaire du réseau et des utilisateurs du réseau, il est donc la traduction technique du droit d'accès au réseau de transport. Il en constitue une traduction essentielle en raison de la complexité technique de la matière et il est par conséquent d'ordre public.

5. La complexité de la gestion du réseau de transport a également une incidence sur la tarification de la prestation de services fournie par le gestionnaire du réseau. Un utilisateur du réseau est dans l'impossibilité de déterminer si les prix que le gestionnaire du réseau pourrait fixer en toute autonomie seraient effectivement des prix corrects. Il ne peut le déterminer car il ne dispose pas lui-même des connaissances techniques requises ni des informations nécessaires. En outre, il ne peut comparer les prix du gestionnaire du réseau avec ceux d'autres gestionnaires du réseau puisque le gestionnaire du réseau jouit d'un monopole légal et naturel et que les divers réseaux de transport nationaux diffèrent fort entre eux. C'est la raison pour laquelle l'article 12 de la loi électricité garantit des tarifs non discriminatoires et transparents. L'article 12 de la loi électricité garantit également que les tarifs de transport ne couvrent pas plus que les coûts raisonnables réels, majorés d'une

marge bénéficiaire équitable. En effet, sans cette régulation des tarifs de transport, le droit d'accès au réseau de transport ne serait pas réellement assuré. Des tarifs discriminatoires mais également des tarifs trop élevés limitent l'accès au réseau de transport. En outre, des tarifs trop élevés peuvent faire naître une discrimination entre le producteur d'électricité historique, d'une part, et les autres utilisateurs du réseau, d'autre part. Il faut savoir que le producteur d'électricité historique possède 70 % des actions du gestionnaire du réseau. Le bénéfice généré par des tarifs trop élevés, c'est-à-dire la part du bénéfice dépassant la marge bénéficiaire équitable, profite en effet pour 70 % au producteur d'électricité historique. Il va donc pouvoir récupérer une partie des tarifs trop élevés. Les autres utilisateurs du réseau ne peuvent le faire puisqu'ils ne sont pas actionnaires du gestionnaire du réseau et, en attendant l'entrée en bourse du gestionnaire du réseau, ils ne peuvent le devenir que si les actionnaires actuels y consentent. Il va de soi que des tarifs de transport discriminatoires ou trop élevés portent *de facto* atteinte au droit d'accès au réseau de transport. La régulation des tarifs de transport est donc d'ordre public.

Article 6 du règlement technique

6. En vertu de l'article 6 du règlement technique, le gestionnaire du réseau doit notifier à la CREG les conditions générales du contrat de responsable d'accès, ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées, afin qu'elle puisse approuver lesdites conditions générales.

Dans le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès qu'Elia a transmis à la CREG le 1^{er} octobre 2003, en application de l'article 6 du règlement technique, Elia fait une distinction entre les prétendues « conditions particulières » et les « conditions générales » desdits contrats. Dans son courrier Elia indique expressément qu'elle adresse uniquement à la CREG une demande d'approbation des conditions générales du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès (et que la demande d'approbation ne vise pas les autres dispositions desdits contrats, parmi lesquelles les conditions particulières).

Comme expliqué ci-après, la CREG considère toutefois l'ensemble des dispositions des textes et annexes du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès qui lui ont été transmises le 1^{er} octobre 2003 comme étant respectivement les conditions générales du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès. Par conséquent, l'ensemble de ces dispositions sont soumises à l'approbation de la CREG conformément à l'article 6, §1, du règlement technique. Dès lors, la CREG considère la lettre du 1^{er} octobre 2003 comme une

notification de toutes ces dispositions au sens de l'article 6, §2, du règlement technique (voir paragraphe 8 de la présente décision).

7. ELIA présente les contrats de responsable d'accès qu'elle propose aux utilisateurs du réseau comme des contrats standard (ou « contrats types »). Ce sont des contrats dont toutes les clauses ont été fixées au préalable et unilatéralement par Elia et que les utilisateurs du réseau ne peuvent négocier. D'un point de vue juridique, ces contrats doivent donc être qualifiés de contrats d'adhésion. En outre, toutes les dispositions de tous les contrats de responsable d'accès sont identiques. En effet, l'examen du contrat de responsable d'accès standard qu'Elia a transmis à la CREG indique que l'ensemble des dispositions du contrat et des annexes sont « standard » et que seules certaines données individuelles doivent encore être complétées par contrat, à savoir : l'identité et les coordonnées personnelles du contractant, les signatures, la date d'entrée en vigueur du contrat, les données spécifiques relatives à la garantie bancaire, les coordonnées des personnes de contact des deux parties, les données relatives au contrat de pooling, ainsi que des données techniques particulières.

En droit des contrats, les « conditions générales » sont des clauses qui appartiennent au contenu d'un contrat mais qui ne sont pas négociées en tant que telles et individuellement avec le cocontractant et qui sont établies pour un grand nombre de contrats. Toutes les clauses renfermées dans le contrat de responsable d'accès transmis à la CREG ainsi que ses annexes sont donc des conditions générales soumises à l'approbation de la CREG.

Le fait qu'Elia fasse une distinction entre conditions générales et particulières dans le contrat de responsable d'accès présenté ne peut y porter atteinte.

Contrairement à ce qu'Elia prétend dans son argumentation, cette analyse est conforme à la loi électricité et au règlement technique.

L'article 151 du règlement technique stipule que :

« Le contrat de responsable d'accès contient au moins les éléments suivants :

1° les conditions générales relatives à :

- a) la preuve de la solvabilité financière du cocontractant du gestionnaire du réseau
- b) les modalités pour le recouvrement par ou pour le gestionnaire du réseau des impayés éventuels du cocontractant du gestionnaire du réseau
- c) les modalités de paiement, termes et délais concernant les factures adressées au cocontractant du gestionnaire du réseau ;

- d) les dispositions relatives à la confidentialité des informations commerciales relatives au cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- e) le règlement des litiges, y compris le cas échéant, les clauses de conciliation et d'arbitrage ;
- f) les dispositions générales à prendre en cas de situation d'urgence par le cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- g) les modalités et les conditions de résiliation et de suspension du contrat de responsable d'accès conformément au présent arrêté ;
- h) les conditions générales liées à l'équilibre du responsable d'accès.

2° les conditions particulières notamment relatives à :

- a) l'identité et les coordonnées des parties ainsi que celles de leurs représentants respectifs ;
- b) la durée du contrat de responsable d'accès ;
- c) les garanties financières à fournir par le cocontractant du gestionnaire du réseau.»

Contrairement à ce qu'Elia avance dans son argumentation, les conditions générales que doit contenir le contrat de responsable d'accès ne sont pas énumérées de manière limitative à l'article 151, 1°, du règlement technique. En effet, cet article définit uniquement les conditions générales que le contrat de responsable d'accès doit « au moins » contenir. En d'autres termes, l'article 151, 1°, du règlement technique mentionne les conditions générales que le contrat de responsable d'accès doit obligatoirement contenir, dans tous les cas, ce qui ne signifie pas que ledit contrat ne peut pas contenir d'autres conditions générales.

Par ailleurs, il convient de souligner que l'article 6, §1, du règlement technique ne fait aucune référence à l'article 151 du règlement technique et que la compétence d'approbation de la CREG n'est dès lors aucunement limitée à ces conditions générales énumérées (de manière non limitative) à l'article 151, 1°, du règlement technique.

En outre, l'analyse précitée de la compétence d'approbation de la CREG est totalement conforme aux dispositions de la loi électricité. En effet, l'article 23, §1, 9°, de la loi électricité investit expressément la CREG d'une mission générale de contrôle de l'application du règlement technique. La compétence d'approbation des conditions générales du contrat d'accès, du contrat de responsable d'accès et du contrat de raccordement que l'article 6 du règlement technique accorde à la CREG est une mesure d'exécution (concrète) de cette mission générale de contrôle contenue à l'article 23, §1, 9°, de la loi électricité, c'est-à-dire le contrôle de l'application du règlement technique. Le contrat de responsable d'accès qu'Elia propose aux utilisateurs du réseau est précisément une « application » concrète du règlement technique à l'égard duquel la CREG doit remplir une mission générale de contrôle. Par conséquent, l'affirmation d'Elia selon laquelle la CREG s'accorderait, par son interprétation de l'article 6 (et de l'article 151) du règlement technique, une compétence d'approbation trop vaste et non conforme à la loi électricité n'est pas fondée. Au contraire, la

CREG serait fortement limitée dans l'exercice de sa mission de contrôle de l'application du règlement technique si sa compétence d'approbation (concernant les contrats conclus en application du règlement technique) venait à être limitée à seulement un nombre particulièrement restreint de dispositions desdits contrats, à savoir uniquement les dispositions énumérées à l'article 151, 1°, du règlement technique, en tant que conditions générales que le contrat de responsable d'accès doit au moins contenir. La CREG n'a pas par là prétendu disposer d'une quelconque compétence d'approbation à l'égard d'autres conditions du contrat d'accès que ses conditions générales.

L'interprétation ci-dessus de l'article 6 du règlement technique et du concept de « conditions générales » est dès lors totalement conforme aux dispositions légales en la matière et à la mission légale de la CREG. En outre, cette interprétation est conforme à l'interprétation que la doctrine et la jurisprudence donnent au concept de « conditions générales ». Par conséquent, la CREG ne voit pas pourquoi le législateur aurait voulu lui donner une autre signification dans le règlement technique.

Par ailleurs, Elia affirme dans son argumentation que la CREG, par son interprétation du concept de conditions générales, méconnaîtrait la distinction établie par l'article 11, 7°, de la loi électricité entre « conditions générales » et « contrats types ».

Or, par son interprétation du concept de conditions générales, la CREG ne méconnaît aucunement la distinction entre les concepts de « conditions générales » et de « contrats types ». Tout contrat type ou standard se compose systématiquement de conditions générales et de conditions particulières. Les conditions générales sont des dispositions qui sont identiques dans tous les contrats similaires (en l'occurrence, par exemple, la formule pour le calcul du montant de la garantie à constituer) et qui ne peuvent être négociées individuellement en tant que telles avec le cocontractant, tandis que les conditions particulières sont des dispositions qui sont différentes d'un contrat type à l'autre en fonction des caractéristiques spécifiques du cocontractant concerné (telles que le nom, l'adresse, la date de signature, le montant de la garantie bancaire à constituer, les données techniques spécifiques, d'éventuelles conditions différentes, etc.).

Le contrat de responsable d'accès qu'Elia propose aux utilisateurs du réseau est un contrat standard qui se compose essentiellement de dispositions parfaitement identiques déterminées au préalable par Elia et non négociables, à savoir des conditions générales (soumises à l'approbation de la CREG). Pour le reste, ce contrat standard contient quelques dispositions particulières qui doivent être complétées lors de la signature du contrat et qui

sont indiquées par des blancs (et qui ne sont logiquement pas soumises à l'approbation de la CREG). L'énumération (non limitative) à l'article 151, 2°, des conditions particulières que le contrat de responsable d'accès doit au moins contenir, confirme d'ailleurs ce point de vue puisqu'il énumère uniquement des données spécifique/purement personnelles au cocontractant, à savoir : l'identité et les coordonnées personnelles (des contractants et de leurs représentants), la durée spécifique du contrat (si elle devait différer d'un contrat à l'autre, comme par exemple la date d'entrée en vigueur), et la garantie financière à fournir (mais pas la formule pour le calcul du montant de la garantie à constituer).

Les dispositions reprises dans le contrat de responsable d'accès en tant que « conditions particulières » sont donc en réalité des conditions générales.

Parallèlement, les remarques suivantes peuvent également être formulées :

- dans le contrat de responsable d'accès présenté à la CREG, Elia fait maintenant (contrairement au contrat de responsable d'accès actuel) une subdivision en conditions générales et particulières. Dans son argumentation, elle justifie ce choix par le respect de la subdivision et de la structure de l'article 151 du règlement technique. Toutefois, il convient de constater que ce choix débouche sur une structure très illogique du contrat qui élimine l'ordre logique et la cohésion des articles du contrat. Ce constat indique que la division faite par Elia, en conditions générales et particulières, est une division artificielle qui ne favorise aucunement la lisibilité et la clarté du contrat ;

- par ailleurs, il est tout aussi étrange et illogique de prétendre que les dispositions relatives à la suspension et/ou à la résiliation du contrat ne seraient pas, selon Elia, en ce qui concerne le contrat d'accès, des conditions générales alors que lesdites dispositions sont qualifiées de conditions générales dans le contrat de responsable d'accès, conformément à l'article 151, 1°, du règlement technique. Cette contradiction démontre une nouvelle fois que l'énumération des conditions générales (minimales) aux articles 172 et 151 du règlement technique ne peut être limitative.

8. La compétence de déterminer quelles dispositions du contrat de responsable d'accès sont des conditions générales appartient en premier lieu à la CREG (et en dernier lieu aux juridictions compétentes si Elia ou tout autre intéressé devait ne pas partager le point de vue de la CREG et dès lors attaquer sur ce point la décision de celle-ci devant l'une des juridictions compétentes). Pour pouvoir exercer pleinement sa compétence, il est nécessaire que la CREG puisse prendre connaissance de la totalité du contrat de responsable d'accès.

Elia doit dès lors transmettre le contrat de responsable d'accès en entier à la CREG. La transmission par Elia de toutes les dispositions du contrat de responsable d'accès que la CREG considère comme des conditions générales équivaudra à une notification de celles-ci au sens de l'article 6 du règlement technique. Contrairement à ce qu'Elia affirme dans ses lettres des 23 octobre et 12 novembre 2003, ce n'est pas à elle de qualifier ou non la transmission des dispositions du contrat de responsable d'accès de notification au sens de l'article 6 du règlement technique. Le contraire viderait de toute substance la compétence d'approbation de la CREG ou, si la CREG et Elia devaient ne pas s'accorder au sujet de l'interprétation du concept de "conditions générales" contenues à l'article 6 du règlement technique, conduirait à la mise en oeuvre de la procédure visée à l'article 31 de la loi électricité. La CREG est d'avis qu'il est souhaitable d'éviter, si possible, ce type de procédure.

9. L'article 6, § 1^{er}, du règlement technique dispose que, dans son examen visant à prendre une décision concernant les contrats de responsable d'accès du gestionnaire du réseau, la CREG doit vérifier si les conditions générales de ces contrats :

- (a) n'entravent pas l'accès au réseau ;
- (b) ne mettent pas en péril la sécurité, fiabilité et efficacité du réseau ;
- (c) sont conformes à l'intérêt général.

La CREG constate que le législateur ne définit pas plus précisément ces trois critères. Par conséquent, c'est à la CREG de donner un contenu concret à ces trois critères, étant donné que le législateur a chargé la CREG de veiller à ce que les conditions générales des contrats visés à l'article 6 du règlement technique répondent à ces trois critères.

10. Avant d'approfondir ces trois critères d'évaluation, la CREG souligne qu'il faut toujours chercher à obtenir un équilibre entre ces principes et les missions et obligations d'Elia en sa qualité de gestionnaire du réseau. Elia est tenue de remplir ses missions et obligations de gestionnaire du réseau comme fixé à l'article 8 de la loi électricité, ce qui implique entre autres, parallèlement à l'exploitation du réseau de transport, d'assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport ainsi que son développement optimal. A cet égard, Elia doit toujours veiller à ne pas entraver l'accès au réseau de transport et à agir conformément à l'intérêt général.

Dans ce cadre, il convient de tenir compte de la position inégale des parties contractantes. En tant que gestionnaire exclusif du réseau de transport, Elia jouit en effet d'un monopole légal. Pour les utilisateurs du réseau, le réseau de transport est une infrastructure essentielle à laquelle il n'existe aucune alternative ; pour exercer leurs activités, ils sont forcés de conclure des contrats avec Elia afin de pouvoir accéder au réseau de transport et l'utiliser. C'est pourquoi l'article 15 de la loi électricité confère un droit d'accès explicite aux clients éligibles.²

Outre les règles générales du droit des obligations et en particulier le principe de la lésion qualifiée, la CREG s'est donc appuyée sur le droit de la concurrence lors de l'examen de ces conditions générales. En effet, aux entreprises jouissant d'une position dominante ou d'une position de monopole incombe une « responsabilité particulière » à l'égard du mécanisme de concurrence sur le marché et leurs comportements doivent à cet égard être raisonnables et proportionnels.

La CREG s'est notamment basée sur la règle contenue dans l'article 3a de la loi du 1^{er} juillet 1999 sur la protection de la concurrence économique et dans l'article 82a du Traité instituant la Communauté européenne, laquelle dispose que l'imposition, par des entreprises jouissant d'une position dominante, de conditions contractuelles ou de prix non équitables peut constituer un abus de position dominante prohibé. Des conditions contractuelles non équitables sont des conditions que les parties contractantes concernées n'accepteraient pas dans des conditions de concurrence normales.

La situation de monopole légal dont bénéficie Elia en conséquence des missions à lui confiées par le gouvernement fédéral dans l'intérêt général, de même que la responsabilité spéciale reposant, conformément au droit de la concurrence, sur chaque entreprise en situation dominante ou de monopole, limitent, contrairement à ce qu'Elia affirme dans sa lettre du 18 mars 2003, la liberté du commerce et de l'industrie d'Elia. C'est d'autant plus le cas lorsque l'on prend également en compte, dans ce cadre, l'article 15 de la loi électricité et l'article 6 du règlement technique.

² Pour être complet, il faut signaler à ce sujet que dans le système de l'accès régulé, tel que prévu dans la loi électricité, les utilisateurs du réseau ont un droit d'accès au réseau électrique sans devoir s'appuyer sur la théorie des "essential facilities".

Absence d'entrave à l'accès au réseau de transport

11. En vertu de l'article 15, § 1^{er}, premier alinéa, de la loi électricité, les clients éligibles, producteurs et intermédiaires ont un droit d'accès au réseau de transport aux tarifs fixés conformément à l'article 12, qui sont les tarifs régulés.

Le paragraphe 3 de la présente décision explique que le libre accès au réseau de transport est essentiel à la libéralisation du marché de l'électricité. Le droit d'accès au réseau de transport est donc un principe de base et un droit de principe³ qui ne peut être interprété de manière restrictive. Par conséquent, toute exception à ce droit ou limitation de celui-ci doit être expressément prévue et faire l'objet d'une interprétation restrictive. Ainsi, l'article 15, §1, deuxième alinéa dispose que le gestionnaire du réseau ne peut refuser l'accès au réseau de transport que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique. Le refus doit en outre être motivé.

12. La CREG estime que, dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité, le seuil d'accès au marché de l'électricité doit être le plus bas possible afin de garantir le droit d'accès au réseau de transport et de n'entraver en aucune façon le (libre) accès au réseau de transport et ce, pour autant bien entendu que la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport ne soient pas mises en péril et qu'il ne soit pas fait obstacle au développement du réseau de transport.

La CREG pense donc qu'il ne peut être admis que le gestionnaire du réseau rende plus difficile, limite ou entrave de quelque façon que ce soit le droit d'accès au réseau de transport en imposant des conditions contractuelles inéquitables, déséquilibrées, déraisonnables ou disproportionnées⁴.

13. La CREG souligne également que le gestionnaire du réseau doit non seulement assurer la gestion du réseau d'une manière impartiale, indépendante et non discriminatoire⁵

³ Voir entre autres l'avis du Conseil d'Etat du 29 décembre 1998 concernant l'avant-projet de loi relative à l'organisation du marché de l'électricité, *Doc. Parl.*, Chambre, 1998-99, n°1933/1, p.50.

⁴ Voir l'article 23.4 de la Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE, *J.O.*, L 176/37, du 15 juillet 2003.

⁵ Voir notamment l'article 9, § 2, de la loi électricité et l'article 8 du règlement technique.

mais qu'il doit également faire preuve de la plus grande transparence possible. Ces mesures sont nécessaires au bon fonctionnement du marché de l'électricité et à un bon fonctionnement de la concurrence sur ce marché⁶.

Par ailleurs, la CREG estime que, dans l'exécution de ses missions légales, le gestionnaire du réseau doit veiller à fournir aux utilisateurs du réseau des informations en temps opportun qui soient les plus claires, exactes et complètes possibles. Ceci s'applique à la phase précontractuelle, au contrat proprement dit et à l'application du contrat. C'est notamment nécessaire si l'on veut assurer une gestion transparente, et ainsi garantir un accès optimal au réseau de transport, sans entrave aucune.

Une telle fourniture d'informations complètes, exactes et en temps opportun implique que, lorsqu'en exécution de ses missions légales, le gestionnaire du réseau prend une décision qui affecte (directement ou indirectement) le droit d'accès d'un utilisateur du réseau, il doit communiquer cette décision en temps voulu et de façon claire à l'utilisateur du réseau et toujours bien en préciser les motifs. Le cas échéant, l'utilisateur du réseau peut ainsi prendre lui-même des mesures pour sauvegarder son accès au réseau ou en réduire les coûts.

14. Comme déjà indiqué le gestionnaire de réseau peut, conformément à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, *uniquement* refuser l'accès au réseau de transport s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le client éligible ne satisfait pas aux prescriptions techniques définies dans le règlement technique. Par conséquent, le gestionnaire de réseau peut exclusivement refuser l'accès au transport dans ces deux cas, énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité, et non si le client éligible ne satisfait pas à d'autres « prescriptions » ou obligations (contractuelles).

L'article 155 du règlement technique dispose que "la suspension ou la résiliation du contrat de responsable d'accès entraîne le refus d'accès au réseau".

La CREG estime qu'il en découle que le gestionnaire de réseau peut exclusivement suspendre ou terminer de lui-même (c'est-à-dire unilatéralement, sans autorisation judiciaire préalable) le contrat de responsable d'accès, dans les deux cas énumérés de manière

⁶ Voir notamment *Doc. Parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1308/4, page 6, Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, considérant 25.

limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité puisque cela entraîne et reviendrait de fait à un refus (temporaire ou non) d'accès au réseau de transport par le gestionnaire de réseau.

15. Les modalités applicables à la deuxième exception au droit d'accès prévues à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, à savoir le non-respect des prescriptions techniques définies dans le règlement technique, sont détaillées dans le règlement technique.

L'article 154, §1, du règlement technique stipule que, en cas de manquement grave aux obligations imposées par le règlement technique et/ou le contrat de responsable d'accès par le responsable d'accès, le gestionnaire du réseau peut, après mise en demeure et lorsque la sécurité du réseau est en cause, suspendre, par décision motivée, l'exécution du contrat de responsable d'accès, sans préjudice de sa résiliation conformément au droit commun ou aux sanctions prévues par le règlement technique.

La disposition prévue à l'article 154, §1, du règlement technique, qui autorise le gestionnaire du réseau à suspendre le contrat de responsable d'accès (et, par conséquent, à refuser l'accès au réseau de transport) en cas de manquement grave du responsable d'accès aux obligations visées dans ledit contrat, semble de prime abord contraire à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité qui stipule que le gestionnaire du réseau ne peut refuser l'accès au réseau de transport que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique, et non en cas de non-respect d'autres obligations contractuelles.

Les règles générales d'interprétation exigent que, lorsqu'une disposition d'arrêté royal semble contraire aux dispositions légales supérieures, elle doit toujours être interprétée de manière à concorder avec ces règles de droit supérieures. Il faut par conséquent interpréter la disposition de l'article 154, §1, du règlement technique de façon à ce que « les obligations visées au contrat de responsable d'accès » concernent exclusivement les obligations qui constituent la conséquence de l'exécution contractuelle des prescriptions techniques prévues dans le règlement technique. Seule cette interprétation assure la conformité de l'article 154, §1, du règlement technique avec la deuxième exception définie dans l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité.

En outre, il convient de souligner que le gestionnaire du réseau ne peut suspendre le contrat de responsable d'accès, en application de l'article 154, §1, du règlement technique, que si

toutes les conditions mentionnées à l'article 154, §1, du règlement technique sont réunies (un manquement grave qui met en cause la sécurité du réseau), puisqu'il en résulte un refus d'accès au réseau. Par ailleurs, une telle suspension en vertu de l'article 154, §1, du règlement technique doit se dérouler selon les modalités prévues dans ce même article, c'est-à-dire par une décision motivée et après une mise en demeure.

En ce qui concerne la résolution d'un contrat conformément au droit commun, il convient de remarquer que la résolution d'un contrat pour inexécution grave doit en principe être demandée devant le juge en vertu de l'article 1184 du Code civil. Dès lors, la CREG estime que le gestionnaire de réseau, lorsqu'il juge dans une situation concrète qu'il doit être mis fin au contrat de responsable d'accès pour des raisons autres qu'un manque de capacité ou le non-respect des prescriptions techniques définies dans le règlement technique, doit obtenir une autorisation judiciaire préalable pour mettre fin au contrat. Il incombe alors au juge de décider concrètement et contradictoirement si les raisons invoquées par le gestionnaire de réseau sont suffisamment graves pour justifier la résolution du contrat de responsable d'accès. En effet, comme nous l'avons déjà indiqué, le gestionnaire de réseau peut uniquement mettre fin à (ou suspendre) de lui-même (c'est-à-dire unilatéralement, sans contrôle ni autorisation judiciaire préalable) un contrat de responsable d'accès dans les deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité.

Dans la mesure où Elia avance dans sa motivation que l'article 15, §1, de la loi électricité ne porte pas préjudice aux règles de droit commun relatives aux modes de dissolution de contrats, il convient de souligner que la règle de droit commun selon laquelle les contrats à durée indéterminée peuvent toujours être résiliés unilatéralement moyennant le respect d'un préavis/d'une indemnité raisonnable, est annulée par la règle *lex specialis* d'ordre public contenue à l'article 15, §1, de la loi électricité. En effet, il ne peut suffire d'accorder un préavis/une indemnité raisonnable pour refuser le droit d'accès à un utilisateur du réseau.

Dans ses lettres des 23 octobre et 12 novembre 2003, Elia attribue une volonté restrictive au législateur ; selon elle l'article 15 de la loi électricité peut uniquement signifier qu'Elia ne peut refuser de conclure un contrat relatif à l'accès au réseau (excepté dans les deux cas énumérés à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité) mais cet article ne concernerait pas la dissolution d'un tel contrat. Une telle interprétation est toutefois en contradiction avec la disposition expresse contenue à l'article 155 du règlement technique selon laquelle « la suspension ou la résiliation du contrat de responsable d'accès entraîne le refus d'accès au réseau » et est également contraire à la lettre même de l'article 15 de la loi

électricité. La disposition contenue à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité concerne en effet le refus d'accès au réseau, ce qui peut aussi bien être la conséquence du refus de conclure un contrat relatif à l'accès au réseau, que de la dissolution (ou suspension) d'un tel contrat. Prétendre le contraire reviendrait à vider de toute substance le contenu de l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité puisque cela aurait pour conséquence l'application de conditions différentes à deux situations aboutissant à un même résultat, à savoir le refus d'accès au réseau, ce qui ne peut en aucun cas être considéré comme étant la volonté du législateur.

Sécurité, fiabilité et efficacité du réseau de transport

16. L'une des missions du gestionnaire du réseau consiste à assurer l'efficacité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport et, dans ce contexte, à veiller à la disponibilité des services auxiliaires indispensables et notamment des services de secours en cas de défaillance d'unités de production (article 8, 4°, de la loi électricité). L'examen des conditions générales s'attache donc également à vérifier si ces conditions sont remplies.

Conformité à l'intérêt général

17. La société qui gère le réseau de transport doit le faire dans l'intérêt général, au bénéfice de tous les clients et de tous les fournisseurs⁷. L'article 6, § 1^{er}, du règlement technique traduit cette idée de base dans le critère de la conformité des contrats de raccordement, d'accès et de responsable d'accès à l'intérêt général.

18. L'intérêt général est une notion étendue que l'article 6 du règlement technique ne définit pas. Pour l'application de l'article 6 du règlement technique, la CREG interprète cette notion comme faisant référence au moins à toutes les règles de droit qui sont d'ordre public, parmi lesquelles figurent en tout cas la législation propre au secteur, le droit de la concurrence, les règles générales du droit des obligations et la législation sur l'emploi des langues. Il y a lieu de faire remarquer à cet égard qu'en pratique, certaines de ces règles de droit posent de mêmes exigences vis-à-vis des contrats, comme par exemple l'exigence de dispositions contractuelles raisonnables, équitables, équilibrées et proportionnelles.

⁷ Cf. notamment *Doc. Parl. Sénat 1998-99, n° 1308/4, page 22.*

La législation sectorielle

19. La législation sectorielle que la CREG comprend sous la notion d'« intérêt général » visée à l'article 6, § 1^{er}, du règlement technique concerne toutes les règles d'ordre public qui ne relèvent pas des deux autres critères renfermés à l'article 6, § 1^{er}, de la loi électricité, à savoir celui de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport et celui de la garantie de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau de transport.

Par conséquent, cela vise la régulation des tarifs relatifs au réseau de transport et les règles du règlement technique, pour autant que celles-ci ne relèvent pas des deux critères précités. Comme le démontrent les paragraphes 6 et 7 de la présente décision, cette régulation des tarifs du réseau de transport et ces règles du règlement technique sont d'ordre public.

20. Sans préjudice du caractère d'ordre public de la régulation des tarifs du réseau de transport et du règlement technique, il convient également de souligner que la mission générale de la CREG consiste à surveiller et à contrôler l'application des lois et règlements qui concernent la réglementation sectorielle en matière d'électricité (article 23, § 2, de la loi électricité). La seule sanction que la CREG peut éventuellement imposer dans le cadre de cette mission de contrôle consiste à infliger des amendes administratives après avoir constaté une infraction aux règles de droit propres au secteur (article 31 de la loi électricité). Grâce à l'article 6 du règlement technique, la CREG ne doit pas immédiatement appliquer l'article 31 de la loi électricité mais elle peut, si cela s'avère nécessaire, d'abord rejeter les conditions générales illégales des contrats et inviter le gestionnaire du réseau à y apporter les adaptations nécessaires.

Le droit de la concurrence

21. Dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité, la poursuite de l'intérêt général implique notamment la création d'une libre concurrence effective et la sauvegarde du bon fonctionnement du marché (et ce, dans l'intérêt final du consommateur particulier et des divers concurrents présents sur le marché). A cet égard, il convient de veiller à ce qu'une entreprise occupant une position dominante au plan économique ne porte pas atteinte à l'intérêt général en imposant à ses cocontractants des conditions déraisonnables, inéquitables, déséquilibrées ou disproportionnées qui entravent ou limitent le fonctionnement normal de la concurrence.

La création et la sauvegarde d'une libre concurrence effective dans l'intérêt général impliquent bien plus que la simple garantie du libre accès au réseau. Le libre accès au réseau est certes une condition essentielle mais elle est insuffisante en soi pour assurer une concurrence effective sur le marché de l'électricité. Il faut donc également veiller à ce qu'aucune des conditions imposées par le gestionnaire du réseau à ses cocontractants n'entrave ou ne limite le fonctionnement normal de la concurrence.

En outre, il convient de souligner que la réalisation d'une telle concurrence effective ne se limite pas au marché de la fourniture d'électricité aux clients mais concerne tous les marchés du secteur de l'électricité auxquels aucun monopole légal n'a été accordé (comme par exemple le marché du trading de l'électricité et le marché de la production d'électricité). Dès lors, il ne peut davantage être admis que le gestionnaire du réseau impose, dans un contrat portant sur des activités exercées sur un marché bien défini, des conditions déraisonnables, inéquitables ou disproportionnées qui entraveraient ou limiteraient le fonctionnement normal de la concurrence sur un marché lié ou voisin.

L'examen qui suit analyse donc si les conditions générales imposées par Elia à ses cocontractants sont raisonnables, équitables, équilibrées et proportionnelles et donc conformes à l'intérêt général.

22. Dans la mesure où les critères auxquels doivent être confrontées les conditions générales des contrats de raccordement, d'accès et de responsable d'accès conformément à l'article 6, §1, du règlement technique, renvoient au droit de la concurrence, et où les contrats concernés ne seraient pas conformes à ces critères et ainsi au droit de la concurrence, ces contrats devraient également être immédiatement adaptés. Il est en effet généralement admis que le droit de la concurrence est d'ordre public.

23. La CREG signale, pour autant que cela soit nécessaire, qu'elle s'inspire uniquement du droit de la concurrence pour donner un contenu au vaste critère de vérification qu'est l'intérêt général. Dans cette optique, les conditions générales du contrat sont confrontées aux règles générales du droit de la concurrence qui constituent le fondement de la libéralisation du marché de l'électricité. En confrontant préalablement aux règles du droit de la concurrence en question, on évite également que la CREG ne doive saisir ultérieurement l'autorité de la concurrence pour faire constater les infractions à ces règles du droit de la concurrence. Grâce à l'article 6 du règlement technique, la CREG peut, si nécessaire,

d'abord rejeter les conditions générales des contrats contraires aux critères contenus à l'article 6, §1er, du règlement technique et inviter le gestionnaire du réseau à faire les adaptations nécessaires. Par le biais d'une décision d'approbation préalable la CREG peut agir de manière préventive et on peut éviter de la sorte que les conditions générales des contrats déjà conclus ne doivent être modifiés ultérieurement. Dans la mesure où 'Elia avance que la CREG ne démontre pas le caractère abusif –au sens du droit de la concurrence- des conditions mises en cause, il faut signaler que la mission de la CREG consiste, en l'espèce, à agir de manière préventive, en d'autres termes à éviter les abus, et qu'elle ne vise pas à apporter la preuve d'un abus de position dominante dans un cas concret. Etant donné qu'il s'agit, en l'espèce, de projets de contrats qu'Elia souhaite proposer aux utilisateurs du réseau, il est, en effet, impossible qu'un abus concret se soit déjà produit étant donné que ces contrats n'ont pas encore été conclus.

Les règles générales du droit des obligations

24. La même remarque que celle contenue au paragraphe 18 vaut à l'égard des règles générales du droit des obligations, comme la lésion qualifiée, la détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties, le caractère licite de l'objet et de la cause, et la prévention des problèmes d'interprétation ou la nécessité de dispositions contractuelles claires et transparentes. Ici également le caractère d'ordre public de ces principes de base est généralement admis.

La lésion qualifiée

25. Les conditions cumulatives de la lésion qualifiée sont les suivantes :

- il existe un déséquilibre important (manifeste) entre les prestations réciproques ;
- la première partie abuse des circonstances concrètes dans lesquelles le cocontractant se trouve vis-à-vis d'elle pour s'approprier un avantage disproportionné lors de la conclusion du contrat. Cela peut notamment être le cas lorsqu'il est question de supériorité économique de la partie commettant un abus, par exemple en raison d'une position de monopole ;
- le contrat ou une ou plusieurs clauses du contrat n'aurai(en)t pas été conclu(es) ou aurai(en)t été conclu(es) à des conditions moins défavorables pour la partie la plus faible s'il n'avait pas été question d'abus.

26. Etant donné que le gestionnaire du réseau jouit d'une position de monopole qui lui est accordée par la loi, une évaluation s'impose dès lors par rapport au principe de la lésion qualifiée.

La détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties

27. Conformément à l'article 1129 du Code civil, une convention doit notamment avoir un objet déterminé ou au moins déterminable pour être valable. En imposant que les conventions ou mieux encore les engagements contractuels doivent avoir un objet déterminable, le législateur a voulu ne conférer aux contrats d'effets juridiques que dans des limites bien définies. L'accord des volontés ne suffit pas car un certain contrôle social doit encore être exercé sur le contenu du contrat.

Le principe de la détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties exige que le contrat contienne au minimum les données objectives nécessaires pour pouvoir en déterminer l'objet, sans qu'une nouvelle manifestation de volonté de la part de l'une des parties soit encore nécessaire. Le contenu des droits et obligations découlant d'un contrat ne peut être laissé à une décision totalement arbitraire d'une des parties contractantes.

Le caractère licite de l'objet et de la cause

28. Par la méconnaissance de la règle générale du droit des obligations relative au caractère licite de l'objet et de la cause, la CREG entend aussi la méconnaissance d'une règle de droit d'ordre public. Par conséquent, à chaque fois que la CREG estime que l'une des conditions générales du contrat de responsable d'accès porte atteinte à l'intérêt général, le principe du caractère licite de l'objet et de la cause des contrats est lui aussi violé.

La prévention des problèmes d'interprétation

29. Des clauses contractuelles imprécises entraînent des problèmes d'interprétation, et doivent dès lors être évitées. Dans la mesure où elles ne violent pas la règle générale du droit des obligations relative à la détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties, l'on pourrait soutenir que de telles clauses ne violent aucune règle de droit d'ordre public. Toutefois, il convient de souligner l'exigence de la plus grande transparence possible, laquelle est nécessaire pour garantir le libre accès au réseau de transport et relève du critère de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport et qui, par ce simple fait, est d'ordre public.

Dans la mesure où des clauses contractuelles imprécises ne seraient contraires à aucune règle d'ordre public – ce qui, selon la CREG, est impossible vu le critère de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport –, elles empêchent en tout cas la CREG d'exercer dûment sa tâche et, dans ce cas, le gestionnaire du réseau est au minimum tenu de fournir les renseignements complémentaires nécessaires.

EXAMEN DES CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE RESPONSABLE D'ACCES

30. Dans l'examen qui suit, les conditions générales du contrat de responsable d'accès sont examinées au regard des trois critères renfermés à l'article 6, § 1^{er}, du règlement technique, comme décrits aux paragraphes 9 à 29 de la présente décision.

L'approbation par la CREG des conditions générales ou de certaines conditions générales du contrat de responsable d'accès n'enlève bien évidemment rien au fait, qu'indépendamment de celle-ci, Elia doit toujours satisfaire à ses obligations légales en matière de gestion du réseau de transport.

Préambule

31. Le premier point du préambule du contrat de responsable d'accès stipule qu'Elia dispose d'un droit de propriété, ou au moins d'un droit d'utilisation ou d'exploitation, sur la plus grande partie du réseau belge d'électricité.

A cet égard, la CREG signale qu'Elia, en vertu de l'article 9, §1, de la loi électricité, ne peut gérer d'infrastructure dont le niveau de tension est inférieur à 30 kV (cf. paragraphe 31 de la décision du 20 mars 2003). Cette disposition doit donc être interprétée en ce sens qu'elle concerne uniquement la gestion de réseaux d'une tension au moins égale à 30 kV.

Article 1

32. L'article 1 du contrat de responsable d'accès définit les concepts utilisés dans le contrat.

Dans son argumentation, Elia souligne que les dispositions relatives aux définitions ne sont pas qualifiées de conditions générales dans le règlement technique et que cette catégorie de dispositions n'est pas définie par le règlement technique. Elia estime dès lors que les dispositions relatives aux définitions doivent « logiquement » être des conditions particulières.

Or, la CREG estime que les dispositions de l'article 1, à savoir les définitions des concepts utilisés dans le contrat de responsable d'accès, identiques dans tous les contrats de responsable d'accès et non négociables individuellement en tant que telles avec le cocontractant, font également partie des conditions générales du contrat de responsable d'accès (cf. paragraphe 7 de la présente décision). En outre, les concepts définis à l'article 1 sont utilisés dans les conditions générales du contrat de responsable d'accès et déterminent par conséquent le contenu et la signification desdites conditions générales. Par conséquent, les définitions contenues à l'article 1 font partie intégrante des conditions générales du contrat de responsable d'accès (qui sont soumises à l'approbation de la CREG).

Article 3

33. En ce qui concerne les dispositions contenues à l'article 3, deuxième et troisième alinéas, du contrat de responsable d'accès la CREG souligne qu'Elia, en tant que gestionnaire de réseau, est responsable de la coordination des différents contrats que les différents utilisateurs de réseau doivent conclure avec elle. On ne voit pas comment le responsable d'accès pourrait être à même de veiller à l'existence et à la bonne exécution de contrats auxquels il n'est pas partie (le cas échéant des contrats de raccordement et d'accès).

Par souci de clarté, la CREG souligne que les dispositions contenues à l'article 3, deuxième et troisième alinéas, du contrat de responsable d'accès ne peuvent dès lors signifier que le responsable d'accès est coresponsable de l'existence et de la bonne exécution de contrats de raccordement et de contrats d'accès, auxquels il n'est pas partie.

Article 6

34. A la demande de la CREG, Elia a transmis, le 23 octobre 2003, des informations relatives à la manière dont la confidentialité des informations était garantie dans le cas où elles étaient communiquées aux sous-traitants d'Elia. Vu le court laps de temps imparti à la CREG de par le délai prévu à l'article 6, § 2, du règlement technique, celle-ci ne peut plus se prononcer avant l'expiration de ce délai sur le fait que la confidentialité est suffisamment garantie ou non. Afin de répondre aux arguments avancés par Elia dans son courrier du 12 novembre 2003 concernant cette dernière réserve, la CREG tient à préciser qu'elle a entamé un tout autre examen, en dehors de celui prévu à l'article 6 du règlement technique, relatif

aux contrats conclus entre Elia et ses fournisseurs ou sous-traitants, et que c'est dans le cadre de cet examen qu'elle prendra position sur la question. Une fois que ces nouvelles informations récemment transmises auront alors été examinées, rien n'empêche la CREG de demander d'apporter, le cas échéant, les modifications nécessaires au contrat de responsable d'accès. En attendant leur modification éventuelle, les dispositions existantes restent bien entendu d'application.

Article 9

35. En ce qui concerne les possibilités de suspension et de dissolution pour Elia contenues à l'article 9 du contrat de responsable d'accès, la CREG remarque en général que, si une suspension ou une dissolution par Elia s'avère injustifiée par la suite, le responsable d'accès a droit à une indemnisation.

Pour le reste, il va sans dire que les parties devront exercer leurs droits découlant de ces articles d'une manière prudente et raisonnable.

Article 9.3

36. La CREG se doit d'attirer l'attention sur le fait que le gestionnaire de réseau est tenu de respecter en tout temps le droit d'accès au réseau renfermé à l'article 15, §1, de la loi électricité. En vertu de l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, le gestionnaire du réseau ne peut refuser l'accès au réseau de transport que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le client éligible ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique et pas en cas de non-respect d'autres obligations contractuelles (cf. paragraphes 14 et 15 de la présente décision).

Comme déjà indiqué, le gestionnaire de réseau peut uniquement de son propre chef mettre fin à (ou suspendre) un contrat de responsable d'accès, sans contrôle ni autorisation judiciaire préalable, dans deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité. Dans les autres cas, il doit y avoir un contrôle et une autorisation judiciaire préalables.

La CREG signale qu'elle comprend la crainte d'Elia de rencontrer des problèmes au niveau du non-paiement des factures par les utilisateurs du réseau, mais elle est d'avis que ces

problèmes peuvent être résolus en grande partie par le fait qu'Elia peut avoir recours, en cas de non-paiement d'une facture, à la garantie bancaire fournie par l'utilisateur du réseau, conformément à l'article 5.3. du contrat de responsable d'accès. Si Elia a fait appel à la garantie bancaire, celle-ci doit immédiatement être apurée jusqu'au niveau requis par le contrat et, à défaut, Elia peut toujours suspendre le contrat de l'utilisateur du réseau concerné. La CREG est d'avis que ce mécanisme résout en grande partie les problèmes liés au non-paiement des factures suscitant la crainte d'Elia.

Dans sa lettre du 12 novembre 2003, Elia précise qu'elle ne pourra être tenue responsable des conséquences ni des frais et coûts supplémentaires engendrés par l'obligation de ne pouvoir légitimement mettre fin à une relation contractuelle. La CREG tient en premier lieu à remarquer qu'il n'est pas interdit à Elia de mettre fin à une relation contractuelle. En dehors des cas mentionnés à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, il lui est uniquement interdit de le faire de façon unilatérale, ce qui signifie qu'elle doit alors obtenir l'autorisation préalable du juge compétent. En second lieu, il est évident que les coûts engendrés par le recours nécessaire au juge préalablement à la décision de mettre fin à une relation contractuelle sont des coûts raisonnables qui doivent être repris dans les tarifs visés à l'article 12 de la loi électricité. Il s'agit alors des frais de justice, des honoraires des conseillers d'Elia, ainsi que des frais et revenus moindres d'Elia résultant de la défaillance du responsable d'accès. Ceci vaut pour autant qu'Elia se soit comportée comme un bon père de famille (par exemple qu'Elia suive de très près le paiement de ses factures par les responsables d'accès, entreprenne en cas de non paiement les démarches nécessaires et raisonnables dans un délai court mais certes raisonnable afin d'obtenir le paiement de celles-ci).

Article 10

37. L'article 10, deuxième alinéa, du contrat de responsable d'accès stipule que le responsable d'accès doit apporter la preuve suffisante que « *de middelen heeft voorzien om in staat te zijn de evenwichtsverplichting na te leven* ».

Pour être complet, la CREG souligne que cette exigence peut uniquement porter sur la fourniture de la preuve que le responsable d'accès a prévu tous les moyens raisonnables à cette fin. Comme également indiqué à l'article 10, premier alinéa, du contrat de responsable d'accès, le responsable d'accès n'a en effet, conformément à l'article 157, §1, du règlement technique, aucune obligation de résultat mais bien une obligation de moyen pour « prévoir et

mettre en oeuvre tous les moyens raisonnables afin de maintenir l'équilibre sur une base quart-horaire. »

38. En ce qui concerne l'article 10, troisième alinéa, première phrase, du contrat de responsable d'accès la CREG constate que la mention explicite selon laquelle le responsable d'accès doit également payer le tarif pour le déséquilibre en cas de force majeure et de situations d'urgence, telle que stipulée dans le contrat de responsable d'accès porté à la connaissance de la CREG le 1^{er} octobre 2003, a été supprimée, suite à sa remarque formulée dans la proposition de décision du 15 octobre 2003. La suppression de cette mention explicite n'enlève toutefois rien au fait que le responsable d'accès, en raison de cette disposition contractuelle, est toujours tenu de payer le tarif pour le déséquilibre complet en cas de force majeure et de situations d'urgence ; en effet, l'obligation de payer le tarif pour le déséquilibre est formulée de manière générale, sans fixer une exception pour les cas de force majeure ou de situations d'urgence.

Dans le même sens, l'article 10, alinéa 4, du contrat de responsable d'accès oblige le responsable d'accès à payer le tarif de déséquilibre dans le cas où celui-ci est causé par la faute d'Elia, quitte ensuite à demander réparation à Elia pour le dommage subi.

Contrairement à ce qu'affirme Elia dans sa lettre du 12 novembre 2003, la CREG a bien tenu compte de la modification de l'article 10, alinéa 3, du contrat de responsable d'accès, tout comme d'ailleurs de toutes les autres modifications proposées par Elia depuis le 1^{er} octobre 2003. Dans sa lettre du 1^{er} décembre 2003, Elia rappelle une fois de plus que la CREG néglige la suppression de la mention expresse des situations de force majeure et d'urgence et affirme que la CREG aurait perdu de vue que, en l'absence d'une clause contraire expresse, les principes de droit commun relatifs à la force majeure restent d'application (en tant que droit supplétif auquel il n'est pas dérogé). La CREG n'a pas perdu cela de vue. Toutefois, un problème réside dans le fait que l'article 10, troisième alinéa, du contrat de responsable d'accès stipule que le responsable d'accès, lorsqu'il se trouve en situation de déséquilibre, doit payer le tarif de déséquilibre conformément à l'article 16 de ce contrat et que cet article 16 ne détermine pas plus avant le champ d'application du tarif de déséquilibre. Ceci signifie que le tarif de déséquilibre est toujours d'application lorsqu'un responsable d'accès se trouve en situation de déséquilibre, peu importe la raison de son déséquilibre. En obligeant le responsable d'accès à payer le tarif de déséquilibre (peu importe que celui-ci comporte ou non une pénalité/un stimulant), on déroge au droit commun. Déroger au droit commun, pour autant que celui-ci soit de nature supplétive, ne

pose, bien entendu, pas de problème en soi. Ce qui pose toutefois problème à la CREG, c'est que les conditions générales en question du contrat de responsable d'accès imposent au responsable d'accès l'obligation contractuelle de payer une pénalité/un stimulant pour les cas de déséquilibre que le responsable d'accès n'a pas pu empêcher (force majeure, situation d'urgence, faute d'Elia). La CREG ne voit pas en quoi la pénalité/le stimulant contenu(e) dans le tarif de déséquilibre pourrait inciter le responsable d'accès à empêcher des situations de ce type, qui échappent entièrement à son contrôle. La consultation des utilisateurs du réseau (cf. paragraphe 2 de la présente décision) a révélé que ces derniers n'accepteraient pas ce type de disposition si Elia ne se trouvait pas en situation de monopole. Cette disposition est dès lors contraire au droit de la concurrence ainsi qu'à l'intérêt général visé à l'article 6, §1^{er}, du règlement technique, et constitue également une entrave à l'accès au réseau de transport. Le simple fait de déroger au droit commun supplétif ne pose donc pas de problème en soi. Ce qui pose problème, c'est que les contreparties d'Elia n'accepteraient pas, si elles en avaient la possibilité (c'est-à-dire si Elia ne disposait pas d'une position dominante), de déroger au droit commun supplétif selon lequel ils devraient payer une pénalité/un stimulant pour les cas de déséquilibre qu'ils ne peuvent empêcher. Une telle dérogation au droit commun (en principe, il est vrai, supplétif) par les conditions générales du contrat de responsable d'accès sur le plan de la pénalité/du stimulant, n'est dès lors pas possible pour des raisons relevant du droit de la concurrence, et est par conséquent, contraire à l'intérêt général, visé à l'article 6, §1^{er}, du règlement technique.

Dans ses lettres des 23 octobre et 12 novembre 2003, Elia signale à juste titre que le tarif de déséquilibre est un tarif régulé, conformément à l'arrêté royal du 4 avril 2001 relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de tarifs et de comptabilité du gestionnaire du réseau national de transport d'électricité (ci-après : arrêté royal du 4 avril 2001). Il serait faux d'en déduire que le tarif de déséquilibre ne contient pas de pénalité/stimulant. Le tarif de déséquilibre, d'application au moment où la présente décision a été prise et initialement proposé par Elia dans sa proposition tarifaire accompagnée du budget pour l'exercice 2004, contient bien ce type de pénalité/stimulant. En effet, rien n'empêche un tarif de contenir une pénalité/un stimulant, pas même l'article 12, §2, 2°, de la loi électricité, selon lequel les tarifs du réseau de transport doivent être déterminés en fonction des coûts et doivent être déterminés afin de permettre au gestionnaire du réseau de transport de couvrir l'ensemble des coûts réels qu'il supporte dans le cadre de l'exercice de sa mission de gestionnaire du réseau de transport. Cet article stipule donc seulement que l'ensemble des tarifs doit couvrir l'ensemble des coûts en matière de transport. Il se peut donc qu'un tarif soit supérieur aux coûts inhérents au service concerné, à condition toutefois que les revenus supplémentaires qui en découlent soient

compensés par des revenus moindres découlant du fait qu'un ou plusieurs autres tarifs sont inférieurs aux coûts inhérents, de sorte que les revenus totaux issus de tous les tarifs pris ensemble équivalent aux coûts totaux découlant de la gestion du réseau.

Dans sa lettre du 12 novembre 2003, Elia admet la possibilité de compenser les revenus moindres provenant d'un ou de plusieurs tarifs par les revenus supplémentaires provenant d'autres tarifs et elle rappelle qu'elle propose, dans sa proposition tarifaire du 30 septembre 2003 pour l'exercice 2004, de socialiser les revenus supplémentaires issus du tarif de déséquilibre. La CREG signale premièrement qu'il ne s'agit pas là d'une possibilité, mais d'une obligation pour les tarifs à propos desquels on sait à l'avance qu'ils généreront des revenus supplémentaires ; c'est le cas du tarif de déséquilibre qui comporte une pénalité/un stimulant. Deuxièmement, une proposition tarifaire reste une simple proposition tant que la CREG n'a pas approuvé les tarifs contenus dans celle-ci conformément à l'article 12, §1^{er}, de la loi électricité. En outre, dans sa décision (B) 031106-CDC-190/5 du 6 novembre 2003 relative à la demande d'approbation de la proposition tarifaire accompagnée du budget de la S.A. Elia System Operator pour l'exercice 2004, la CREG adopte (bien entendu) le même point de vue en ce qui concerne le tarif de déséquilibre que celui adopté ici ainsi que dans sa décision (B)031028-CDC-230 du 28 octobre 2003 relatif aux conditions générales des contrats de responsable d'accès proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau. Troisièmement, la CREG doit rappeler que les tarifs doivent veiller à ce que les coûts soient alloués, autant que possible, à celui qui a occasionné les coûts. Un tarif n'est acceptable que lorsqu'il existe une bonne raison pour laquelle celui-ci pourrait générer plus de revenus que les coûts échoués. C'est le cas d'un tarif de déséquilibre qui comporte une pénalité/un stimulant et qui est applicable à des responsables d'accès qui sont eux-mêmes responsables du déséquilibre dans lequel ils se trouvent. Cette pénalité/ce stimulant les incite en effet à avoir des déséquilibres aussi peu fréquents et petits que possible. Plus encore, la CREG est d'avis, pour cette raison, que le tarif de déséquilibre applicable lorsque le responsable d'accès est responsable lui-même de son déséquilibre, doit comporter une pénalité/un stimulant suffisant(e).

Elia déclare également, dans ses lettres des 23 octobre et 12 novembre 2003, que l'arrêté royal du 4 avril 2001 connaît un seul tarif de déséquilibre et que, par conséquent, il ne fait pas de distinction entre les déséquilibres occasionnés par la force majeure, par une situation d'urgence, par Elia ou par quelque chose ou quelqu'un d'autre. Une interprétation littérale de l'arrêté royal du 4 avril 2001 pourrait mener à cette conclusion. Ce type d'interprétation littérale est toutefois erronée en raison du fait qu'elle est contraire au droit commun (tel que figurant dans le code civil – à savoir les règles de droit commun en matière de responsabilité

telles que contenues aux articles 1382 et 1383 du code civil - hiérarchiquement supérieur à tout arrêté royal) combiné au droit de la concurrence et à l'intérêt général (voir plus haut dans ce paragraphe) en vertu duquel personne ne peut être déclaré responsable pour les événements ou les actes sur lesquels il n'a pas de contrôle, tels que la force majeure, une situation d'urgence ou des actes posés par un tiers sur lesquels il ne peut exercer aucun contrôle à moins qu'il n'y consente de son plein gré – ce qui en l'espèce n'est pas le cas (voir plus haut dans ce paragraphe). Il n'est dès lors pas possible qu'un tarif de déséquilibre comportant une pénalité/un stimulant soit appliqué à un responsable d'accès dont le déséquilibre découle d'un cas de force majeure, d'une situation d'urgence ou d'actes posés par Elia. Le fait que le tarif de déséquilibre consiste en une expression mathématique n'y change rien : plusieurs formules mathématiques sont possibles, ou encore il se peut que pour une même formule mathématique la valeur des coefficients et des paramètres diffèrent en fonction de la situation à laquelle la formule s'applique (par exemple en cas de force majeure). L'arrêté royal du 4 avril 2001 ne peut dès lors pas non plus être interprété (littéralement) comme s'il ne pouvait exister qu'un seul tarif de déséquilibre applicable à chaque situation de déséquilibre. Afin d'appliquer l'arrêté royal du 4 avril 2001 d'une manière compatible avec le Code civil combiné au droit de la concurrence et à l'intérêt général, la solution pourrait consister en l'introduction de deux tarifs de déséquilibre, à savoir un tarif de déséquilibre ne comportant pas de pénalité/stimulant pour les cas de déséquilibre occasionnés par la force majeure, par une situation d'urgence ou par des actes posés par Elia et un tarif de déséquilibre équivalant à la somme du premier tarif de déséquilibre et d'une pénalité/un stimulant et qui s'applique aux autres cas, à savoir les cas dans lesquels le responsable d'accès est à l'origine du déséquilibre. Dans la mesure où les situations visées sont imprévisibles, et où les coûts qui en résultent ne peuvent par conséquent être pris en compte préalablement dans la proposition tarifaire accompagnée du budget, ces coûts peuvent être activés et repris dans la proposition tarifaire suivante. L'allocation de ces coûts suit ensuite les règles applicables aux autres coûts.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, les conditions générales du contrat de responsable d'accès doivent être adaptées à une situation dans laquelle coexistent deux tarifs de déséquilibre, à savoir un tarif qui ne comporte pas de pénalité/de stimulant et un autre qui comporte une pénalité/un stimulant. Les conditions générales du contrat de responsable d'accès doivent déterminer le champ d'application de chacun des deux tarifs de déséquilibre de manière claire et expresse. La CREG est d'avis, en particulier, que le tarif de déséquilibre hors pénalité/stimulant doit s'appliquer dans les cas de déséquilibres causés par la force majeure, une situation d'urgence ou une faute d'Elia.

Dans sa lettre du 12 novembre 2003, Elia demande à la CREG de dire qui déterminera les responsables des différents déséquilibres. La réponse à cette question est très simple : les parties au contrat, lorsqu'elles sont toutes deux d'accord, et, dans le cas contraire, le juge compétent. Pour ne pas se voir facturer un tarif de déséquilibre comprenant une pénalité/un stimulant, le responsable d'accès devra pouvoir prouver que le déséquilibre est bel et bien la conséquence d'un cas de force majeure, d'une situation d'urgence, ou d'actes posés par Elia et qu'il a effectivement utilisé tous les moyens raisonnables à sa disposition pour atteindre l'équilibre. Si la preuve apportée par le responsable d'accès ne convainc pas Elia, Elia pourra facturer le tarif de déséquilibre, comprenant une pénalité/un stimulant. La CREG prie toutefois Elia d'examiner systématiquement et de manière approfondie les preuves invoquées par le responsable d'accès et de les accepter chaque fois qu'Elia sait que le juge compétent les acceptera également. Cette attitude permettra d'ores et déjà à Elia d'éviter bon nombre de procès, qu'elle redoute visiblement. Certains procès ne peuvent toutefois pas être évités, que l'on travaille ou non avec un ou plusieurs tarifs de déséquilibre.

Dans sa lettre du 1^{er} décembre 2003, Elia ajoute toutefois qu'elle peut toujours sanctionner le non-paiement de ce type de facture en ayant recours à la garantie bancaire constituée par le responsable d'accès. La CREG doit signaler, à ce sujet, que cette possibilité est effectivement offerte à Elia, mais qu'Elia doit toutefois faire preuve de prudence en utilisant cette possibilité lorsque le responsable d'accès conteste la (les) facture(s) en question devant le tribunal. Une prudence extrême est en effet de mise lorsque le responsable d'accès fait preuve de bonne volonté et qu'il a bel et bien payé la (les) facture(s) en question, à l'exception de la pénalité/du stimulant contesté(e). La CREG apprécierait dès lors fortement qu'Elia, lorsqu'elle est assignée devant le tribunal par un responsable d'accès dans le cadre d'une contestation sur la question de savoir s'il y a ou non un cas de force majeure ou une situation d'urgence, invite d'abord le responsable d'accès concerné à payer la (les) facture(s) concernée(s) sans la pénalité/le stimulant avant d'envisager un recours à la garantie bancaire. Si le responsable d'accès honore spontanément, ou à la demande d'Elia la (les) facture(s) concernée(s) sans la pénalité/le stimulant, les coûts encourus par Elia à la suite du déséquilibre lui sont remboursés et la CREG ne voit plus de raison pour laquelle Elia devrait contraindre le responsable d'accès à payer immédiatement la pénalité/le stimulant par le biais d'une contrainte unilatérale (c'est-à-dire en ayant recours à la garantie bancaire). La CREG est d'avis qu'il serait souhaitable, dans ce cas, qu'Elia attende la décision du juge en dernier recours et, si nécessaire, ne procède à la perception forcée de la pénalité/du stimulant (donc en ayant recours à la garantie bancaire) que si le juge a décidé en dernière recours que le responsable d'accès est redevable de la pénalité/du stimulant.

Dans sa lettre du 12 novembre 2003, Elia demande également jusqu'où va sa responsabilité vis-à-vis d'un déséquilibre de la zone engendré par le déséquilibre d'un ou plusieurs responsables d'accès en situation de force majeure. Il semble pourtant évident à la CREG qu' Elia ne peut être tenue responsable en cas de force majeure, et que dans pareil cas elle est tenue de réparer le déséquilibre et d'en répercuter ensuite les coûts sur certains responsables d'accès, conformément à ce qui est expliqué ci-dessus.

Contrairement à ce qu'Elia affirme dans sa lettre du 12 novembre 2003, la CREG ne voit pas en quoi le fait de donner suite à la demande de la CREG de ne pas facturer le stimulant/la pénalité contenu(e) dans le tarif de déséquilibre en cas de déséquilibre d'un responsable d'accès à la suite d'un cas de force majeure, d'une situation d'urgence ou d'une faute d'Elia pourrait être à l'origine de « grands dangers » (qui, aux dires d'Elia, mettraient la sécurité du réseau en danger, limiteraient la concurrence effective et entraîneraient une hausse des tarifs). La CREG ne voit pas en quoi le fait de ne pas facturer de pénalité/de stimulant pour les déséquilibres que le responsable d'accès n'est pas à même d'empêcher lui-même pourrait faire augmenter les déséquilibres, tant en nombre qu'en volume, précisément en raison du fait qu'il s'agit de cas de déséquilibres échappant totalement au contrôle du responsable d'accès.

Article 13.3.

39. L'article 13.3., deuxième alinéa, oblige le responsable d'accès, après avoir utilisé tous les moyens raisonnables qu'il a à sa disposition pour atteindre l'équilibre, à payer le tarif de déséquilibre pour un déséquilibre qui résulte d'une modification imposée par Elia. Toutefois, la CREG estime qu'en cas de suspension totale ou partielle des nominations du responsable d'accès par Elia ("*curtailment*") occasionnant un déséquilibre dans le chef de ce responsable d'accès, auquel il n'a pas pu raisonnablement remédier, qu'Elia ne peut facturer le tarif de déséquilibre comprenant une pénalité/un stimulant au responsable d'accès concerné (par analogie avec les situations de force majeure, d'urgence, ou de faute d'Elia (voir paragraphe 38 ci-dessus)). Il s'agit dès lors d'une disposition contractuelle inéquitable qui entrave l'accès au réseau de transport et dont on peut supposer qu'elle serait rejetée par les responsables d'accès si Elia ne détenait pas une position dominante. Par conséquent, cette disposition est contraire au droit de la concurrence et partant, à l'intérêt général visé à l'article 6, §1, du règlement technique.

La CREG tient à remarquer que la suppression, dans la version du 12 novembre 2003 des conditions générales du contrat de responsable d'accès, de la référence expresse aux obligations d'équilibre du responsable d'accès qui figurait à l'article 13.3., deuxième alinéa du contrat, ne change rien au fait que le responsable d'accès est toujours tenu de payer le tarif de déséquilibre comprenant une pénalité/un stimulant en cas de déséquilibre résultant de *curtailment* par Elia. En effet, cette même disposition dispose toujours que le comportement d'Elia « *brengt geen wijzigingen aan de verplichtingen van [ARP] inzake dit contract* », sans qu'une exception ne soit expressément prévue quant au paiement du tarif de déséquilibre (et plus précisément de la pénalité/du stimulant qu'il contient) dans un tel cas.

Dans une telle situation (un déséquilibre dû à une modification imposée par Elia), pour ne pas se voir facturer un tarif de déséquilibre comprenant une pénalité/un stimulant, le responsable d'accès devra pouvoir prouver que le déséquilibre est bel et bien la conséquence d'une modification imposée par Elia et qu'il a effectivement utilisé tous les moyens raisonnables à sa disposition pour atteindre l'équilibre. Si le responsable d'accès et Elia ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la question, il appartiendra au juge compétent de trancher (cf. paragraphe 38 de la présente décision).

Article 17

40. Dans sa décision du 20 mars 2003, la CREG a notamment jugé que les dispositions du contrat de responsable d'accès, tel qu'il a été soumis à la CREG le 27 janvier 2003, concernant les garanties financières requises, ne pouvaient être approuvées.

Puisque, suite aux remarques formulées par la CREG dans la décision du 20 mars 2003, les dispositions du contrat de responsable d'accès relatives aux garanties financières devant être remises par le responsable d'accès ont été modifiées,, la CREG estime que les dispositions relatives aux garanties financières contenues à l'article 17 et à l'annexe 4 de la version du contrat de responsable d'accès ci-joint peuvent être approuvées. Les dispositions relatives aux garanties financières ont été adaptées comme suit :

- le rating officiel minimal requis de la banque qui émet la garantie bancaire a été substantiellement revu à la baisse (de A à BBB selon le bureau de *credit rating* Standard & Poors ou son équivalent au bureau Moody's Investor Services) ;
- le mode de calcul de la garantie bancaire a été amélioré ;

- une clause a été ajoutée sur la base de laquelle le responsable d'accès peut réclamer une réduction de sa garantie bancaire en fonction de ses positions modifiées (cf. annexe 4, dernier alinéa du contrat de responsable d'accès).

Article 18

41. Pour être complet, la CREG souligne que pour la simple transmission de données (de mesure) dont Elia dispose dans le cadre de sa mission de gestion du réseau, aucune somme supplémentaire ne peut être facturée en dehors des tarifs régulés. En effet, les frais liés à l'obtention, au rassemblement et au traitement des données de mesure et de comptage par Elia sont déjà inclus dans les tarifs régulés pour l'utilisation du réseau de transport. Par ailleurs, la CREG ne voit pas en quoi la simple transmission aux responsables d'accès des données (de mesure) qu'Elia possède déjà dans le cadre de l'exécution de sa mission de gestion du réseau, pourrait générer des coûts supplémentaires substantiels pour Elia. Selon elle, il ne pourrait s'agir que de coûts supplémentaires très limités. La CREG se réjouit, en outre, qu'Elia se charge actuellement d'informatiser la mise à disposition de ces informations aux utilisateurs du réseau afin de réduire, de la sorte, le coût (déjà très limité) de celle-ci.

Article 21.1.

42. Au sujet de cet article, la CREG répète, comme indiqué aux paragraphes 6 et 7 de la présente décision, qu'elle estime que l'ensemble des dispositions du contrat de responsable d'accès constituent des conditions générales soumises à l'approbation de la CREG conformément à l'article 6, §1, du règlement technique, tout comme chaque modification apportée à ces conditions générales est soumise à l'approbation de la CREG.

Annexe 1

43. La CREG souligne que la présente décision n'influence pas l'approbation ou le rejet des mécanismes d'allocation aux interconnexions, conformément à l'article 183, §2, du règlement technique. En effet, la CREG ne souhaite pas présupposer des résultats de son examen, conformément à l'article 183, §2, du règlement technique, des méthodes pour l'allocation aux responsables d'accès de la capacité disponible pour les échanges d'énergie

avec les réseaux étrangers, qu'Elia a soumises à l'approbation de la CREG par sa lettre du 16 avril 2003.

Dans l'attente de ces résultats, la CREG ne se prononce pas sur les dispositions contenues à l'annexe 1 dans la mesure où elles traduisent en dispositions contractuelles les méthodes visées à cet effet. Il est évident que, si l'application de l'article 183, §2, du règlement technique ne résulte pas en l'approbation de ces méthodes existantes, non seulement les méthodes même mais aussi les dispositions du contrat de responsable d'accès devront être adaptées en fonction des modifications qui devront le cas échéant être apportées à ces méthodes pour obtenir l'approbation de la CREG en application de l'article 183, §2, du règlement technique.

Suppression de la mesure transitoire

44. Dans sa décision du 20 mars 2003, la CREG s'est vu contrainte d'imposer une mesure transitoire concernant l'application des conditions générales du contrat de responsable d'accès stipulant que, dans l'attente de l'approbation par la CREG de nouvelles conditions générales pour le contrat de responsable d'accès, les conditions générales du contrat de responsable d'accès telles que portées à la connaissance de la CREG par Elia le 27 janvier 2003 pouvaient rester provisoirement d'application.

Puisque cette décision a été communiquée à Elia dès le 24 mars 2003, Elia a disposé d'un délai plus que raisonnable pour adapter les conditions générales non approuvées du contrat de responsable d'accès. Dès lors, par la présente décision, la CREG supprime la mesure transitoire précitée à compter du 1^{er} janvier 2004.

A cet égard, la CREG signale que l'absence éventuelle de conditions générales approuvées (au 1^{er} janvier 2004 et par la suite) ne peut aucunement justifier un refus d'accès au réseau à tout utilisateur du réseau. En pareil cas, la réglementation sectorielle sera d'application et pour le reste, le droit commun, comme de coutume dans les relations relatives à des contrats non écrits.

La CREG rappelle enfin que le contrat de responsable l'accès doit, bien entendu, respecter intégralement sa décision (B) 031211-CDC-190/6, relative à la demande d'approbation de la proposition tarifaire accompagnée du budget de la S.A. Elia System Operator pour l'exercice

2004 y compris les conditions générales non approuvées et les clauses contractuelles particulières.

CONCLUSION

Eu égard aux motifs exposés précédemment, la CREG décide, en application de l'article 6 du règlement technique, d'approuver les conditions générales du contrat de responsable d'accès jointes à la présente décision et soumises par Elia le 12 novembre 2003, à l'exception des conditions générales suivantes :

- article 10 (cf. paragraphe 38 de la présente décision) ;
- article 13.3 (cf. paragraphe 39 de la présente décision).

La CREG demande qu'après modification des conditions générales du contrat de responsable d'accès énumérées ci-dessus, Elia lui notifie les conditions générales modifiées en vue de leur approbation conformément à l'article 6 du règlement technique.

Afin de veiller à ce que l'ensemble des conditions générales du contrat de responsable d'accès puissent être approuvées par la CREG le plus rapidement possible, la CREG invite Elia à lui transmettre les conditions générales adaptées pour le 5 janvier 2004 au plus tard conformément à l'article 6 du règlement technique.

En outre, la CREG décide de supprimer, à compter du 1^{er} janvier 2004, la mesure transitoire prévue dans la décision du 20 mars 2003, qui stipule que dans l'attente de l'approbation par la CREG des conditions générales du contrat de responsable d'accès, le contrat de responsable d'accès communiqué à la CREG par Elia le 27 janvier 2003 pouvait rester provisoirement d'application.

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :

Guido CAMPS
Directeur

Thomas LEKANE
Directeur

Christine VANDERVEEREN
Président du Comité de direction

Contract van Toegangsverantwoordelijke ARP-contract

Contractreferentie: «NARP»

Ontwerp 2004_CREG

tussen:

ELIA SYSTEM OPERATOR NV, een vennootschap naar Belgisch recht met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Keizerslaan 20, met het ondernemingsnummer 476.388.378, rechtsgeldig vertegenwoordigd door «ELIASign1» en «ELIASign2»;

hierna "ELIA" genoemd,

en

«ARP_Name», een vennootschap naar «Applicable_law» recht met maatschappelijke zetel te «ARPStreet», «ARPPersonContactPlace» «ARPPersonContactCity», met het ondernemingsnummer ***, rechtsgeldig vertegenwoordigd door «ARPresp1» en «ARPresp2»,

hierna "ARP" genoemd.

ELIA en [ARP] kunnen ook elk aangeduid worden als "Partij" of gezamenlijk als "Partijen".

Aangezien:

- ELIA heeft het eigendomsrecht, of ten minste het gebruiks- of exploitatierecht, voor het grootste gedeelte van het Belgische elektriciteitsnet,
- ELIA werd officieel aangeduid als netbeheerder,
- [ARP] heeft verklaard toegangsverantwoordelijke te willen worden overeenkomstig de bepalingen en voorwaarden vermeld in dit Contract,
- [ARP] begrijpt het belang voor de veiligheid en de betrouwbaarheid van het ELIA-net van het naleven van al zijn evenwichtsverantwoordelijkheden, die verder in dit Contract worden gedefinieerd, op ieder ogenblik tijdens de uitvoering van dit Contract,
- de Partijen begrijpen dat dit Contract geen contract is dat [ARP] toegang geeft tot het ELIA-net.

Wordt overeengekomen wat volgt:

INHOUD

DEEL I: Definities en voorwerp van het Contract

1	Definities	5
2	Aanvullende interpretatieregels	7
3	Voorwerp van het contract	8

DEEL II: Algemene voorwaarden

4	Bewijs van de financiële solvabiliteit van [ARP]	9
5	Facturatie- en betalingsvoorwaarden	9
5.1	Facturen	9
5.2	Bezwaar	9
5.3	Modaliteiten voor het invorderen van eventueel onbetaalde sommen	9
6	Mededeling aan derden van vertrouwelijke of commercieel gevoelige informatie	10
7	Geschillenbeslechting	11
8	Maatregelen in geval van een noodsituatie of overmacht	11
8.1	Definities en gevolgen van overmacht en noodsituatie	11
8.2	Maatregelen	12
9	Beëindiging of schorsing van dit Contract	13
9.1	Beëindiging van dit Contract door [ARP]	13
9.2	Schorsing en beëindiging van dit Contract door ELIA	13
9.3	Beëindiging van dit Contract door beide Partijen	14
9.4	Bijkomende gevolgen	14
10	Evenwichtsverplichtingen van [ARP]	15
11	Toewijzing aan de Evenwichtspereimeter	15
11.1	Injectie en/of Afnamepunten	15
11.2	Distributie Afname-positie(s) op een ander distributienet dan het ELIA-net	16
11.3	Verliezen	16
11.4	Import en Export	16
11.5	Interne energieoverdrachten	16
12	Nominaties	17
12.1	Indiening en voorwaarden voor de indiening van Nominaties	17
12.1.1	Wat de Nominaties voor Injectie- en Afnamepunten en voor Distributie Afname-posities betreft	17
12.1.2	Wat de Nominaties voor Import en/of Export en de Interne energieoverdrachten betreft	17
12.2	Evaluatie van de ingediende Nominaties	17
12.2.1	Nominaties met betrekking tot een Afname op een Afnamepunt.	17
12.2.2	Nominaties met betrekking tot een Injectie op een Injectiepunt	18
12.2.3	Nominaties met betrekking tot internationale uitwisselingen op Noordgrens en/of Zuidgrens	18
12.2.4	Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten Day-ahead	20
12.2.5	Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten Intra-day	20
12.3	Bevestiging of verwerping van Nominaties	<u>21</u> 22
13	Volledige of gedeeltelijke schorsing van Nominaties op Dag D	<u>21</u> 22
13.1	Principe	<u>21</u> 22
13.2	Kennisgevingsprocedure	<u>21</u> 22
13.3	Procedure inzake de amendementen voorgesteld door [ARP]	<u>22</u> 23

DEEL III: Bijzondere voorwaarden

14	Opschortende voorwaarden voor de uitvoering van dit Contract	<u>23</u> 26
----	--	-------------------------

15	Duur van dit Contract	<u>2326</u>
16	Tarieven voor Onevenwicht en externe inconsistenties	<u>2326</u>
17	Betalingswaarborg	<u>2427</u>
17.1.1	Algemeen	<u>2427</u>
17.1.2	Aanpassing/ hernieuwing / wijziging van de waarborg	<u>2427</u>
17.1.3	Teruggave van de bankwaarborg	<u>2528</u>
18	Meetgegevens	<u>2528</u>
19	Pooling-overeenkomst (art. 160)	<u>2528</u>
20	Aansprakelijkheid	<u>2629</u>
21	Diverse bepalingen	<u>2629</u>
21.1	Wijziging van de algemene voorwaarden van dit Contract	<u>2629</u>
21.2	Kennisgeving	<u>2730</u>
21.3	Informatie en opname	<u>2730</u>
21.4	Niet-overdraagbaarheid van rechten	<u>2730</u>
21.5	Voorrang op alle vorige Overeenkomsten	<u>2831</u>
21.6	Geen afstand	<u>2831</u>
21.7	Nietigheid van een clause	<u>2831</u>
21.8	Licenties	<u>2831</u>
21.9	Toepasselijk recht	<u>2831</u>
	Bijlage 1 Toegangsrechten voor Import en Export op de Zuidgrens	<u>3033</u>
	Bijlage 2 Toegangsrechten op de Noordgrens	<u>4144</u>
	Bijlage 3 Onevenwicht	<u>4245</u>
	Bijlage 4 Bankwaarborg	<u>4346</u>
	Bijlage 5 Procedure voor Nominaties	<u>4649</u>
	Bijlage 6 Contactinformatie	<u>4952</u>
	Bijlage 7 Pooling-overeenkomst	<u>5255</u>

DEEL I: Definities en voorwerp van het Contract

1 Definities

Behoudens een verdere specificatie met oog op toepassing voor doeleinden van het Contract, zonder daarbij evenwel de bepalingen van openbare orde te miskennen, worden de begrippen gedefinieerd in de Elektriciteitswet, de Elektriciteitsdecreten en/of –ordonnanties in verband met de organisatie van de elektriciteitsmarkt en/of de verschillende toepasselijke Technische Reglementen (zoals hieronder gedefinieerd) ook voor doeleinden van het Contract begrepen in de zin van deze wettelijke of reglementaire definities.

Bijgevolg gelden volgende definities voor doeleinden van het Contract:

“Aangesloten buitenlands transmissienet”: ofwel het Franse transmissienet (beheerd door RTE) of het Nederlandse transmissienet (beheerd door TenneT) naar gelang het geval;

“Actief vermogen”: het elektrisch vermogen dat kan worden omgezet naar andere vormen van vermogen, zoals mechanisch, thermisch of akoestisch. De waarde is gelijk aan $3 U I \cos \varphi$, waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de spanning (tussen een fase en de aarde) en de stroom (in die fase) en waarbij φ het faseverschil voorstelt tussen de fundamentele componenten van de spanning en de stroom;

“Afname”: de afname van Actief vermogen:

- op een Afnamepunt aangesloten aan het ELIA-net, of
- de Distributie afname-positie, als het een netto-afname betreft, of
- door een Export, of
- door een Interne energieoverdracht (“verkoop” – “verkoper”);

“Afnamepunt”: de fysieke plaats en het spanningsniveau van een punt waar het vermogen vanuit het ELIA-net wordt afgenomen;

“Bankwerkdagen”: de werkdagen in de banksector in België;

“Bloklevering”: het Actief Vermogen per kwartier voor een Afnamepunt dat genomineerd wordt door een Toegangsverantwoordelijke en dat bevestigd wordt door de betreffende Netgebruiker. De Evenwichtsperimeter van [ARP] wordt aangepast voor alle relevante Blokleveringen. De specificaties voor Blokleveringen worden beschreven in het standaard toegangscontract;

“Contract”: dit contract inzake evenwichtsverantwoordelijkheid afgesloten tussen ELIA en [ARP];

“CREG”: Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas;

“Dag D”: om het even welke kalenderdag waarop de uitvoering van een Nominatie gepland wordt;

“Dag D-1”: de kalenderdag voor Dag D;

“Dag D+1”: de kalenderdag volgend op Dag D;

“Distributie afname-positie”: de energie op kwartierbasis toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van een Toegangsverantwoordelijke door een andere distributienetbeheerder dan Elia, behorende tot de Belgische regelzone;

“Elektriciteitsdecreten en/of -ordonnantie”: het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 juli 2000 houdende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, het Decreet van het Waalse Gewest van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en de Brusselse ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals aangepast van tijd tot tijd;

“Elektriciteitswet”: de Wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 11 mei 1999, zoals aangepast van tijd tot tijd;

“ELIA-net”: het elektriciteitsnet waarop ELIA het eigendomsrecht of tenminste het gebruiks- of exploitatierecht heeft, en waarvoor ELIA is aangeduid als netbeheerder;

“Evenwichtspemeter”: elke Afname en Injectie toegekend aan [ARP] zoals bepaald in artikel 11 van dit Contract;

“Export”: een internationale uitwisseling van Actief vermogen op de Noordgrens van het ELIA-net naar het Nederlandse transmissienet, of een internationale uitwisseling van energie op de Zuidgrens van het ELIA-net naar het Franse transmissienet, naar gelang van het geval;

“Gedeelde injectie”: het Actief vermogen op kwartierbasis voor een Injectiepunt dat door een toegangsverantwoordelijke genomineerd werd, maar dat op procentbasis zal toegekend worden aan de Evenwichtspemeters van meer dan één Toegangsverantwoordelijke; de specificaties voor Gedeelde injecties worden beschreven in het standaard toegangscontract;

“Geschillenkamer”: de geschillenkamer opgericht door artikel 29, § 2 van de Elektriciteitswet;

“Import”: een internationale uitwisseling van Actief vermogen op de Noordgrens van het Nederlandse transmissienet naar het ELIA-net, of een internationale uitwisseling van energie op de Zuidgrens van het Franse transmissienet naar het ELIA-net, naar gelang van het geval;

“Injectie”: de injectie van Actief vermogen:

- op een Injectiepunt aangesloten op het ELIA-net, of
- de Distributie afname-positie, als het een netto-injectie betreft, of
- door een Import, of
- door een Interne energieoverdracht (“koop” – “koper”);

“Injectiepunt”: de fysieke plaats en het spanningsniveau van een punt waar het vermogen in het ELIA-net wordt geïnjecteerd;

“Interne energieoverdracht”: een energie-uitwisseling binnen de regelzone van ELIA tussen [ARP] en een andere Toegangsverantwoordelijke die van ELIA de toestemming verkregen heeft om op bilaterale basis energie uit te wisselen, waarvoor door de genoemde Toegangsverantwoordelijken overeenkomstig dit Contract een Nominatie moet voorgelegd worden aan ELIA. Elke referentie naar een Interne energieoverdracht in dit Contract omvat zowel de Interne energieoverdracht Day-Ahead als de Interne energieoverdracht Intra-day;

“Interne energieoverdracht Day-Ahead”: een interne energie-uitwisseling waarvoor de Nominatie ten laatste op Dag D-1 ingediend wordt bij ELIA, overeenkomstig de bepalingen in dit Contract;

“Interne energieoverdracht Intra-day”: een Interne energieoverdracht waarvoor de Nominatie ten laatste op Dag D+1 door de Toegangsverantwoordelijken ingediend wordt bij ELIA, overeenkomstig de bepalingen in dit Contract;

“Netgebruiker”: elke natuurlijke of rechtspersoon die als leverancier of afnemer op het transmissienet is aangesloten;

“Nominatie”: een tabel die een aantal gegevens bevat zoals de kenmerken van een toegang tot het ELIA-net op een bepaalde Dag D, met inbegrip van de hoeveelheid Actief vermogen per tijdseenheid die door de partij verbonden aan de genoemde Nominatie moet geïnjecteerd of afgenomen worden;

“Noordgrens”: alle interconnectiepunten tussen het ELIA-net en het Nederlandse transmissienet;

“Onevenwicht”: het verschil per kwartier tussen de totale Injectie in het ELIA-net behorende tot de Evenwichtspereimeter van [ARP] en de totale Afname van het ELIA-net behorende tot de Evenwichtspereimeter van [ARP] zoals beschreven in Bijlage 3;

“Register van de Toegangsverantwoordelijken”: het register dat door ELIA wordt bijgehouden en waarin alle Toegangsverantwoordelijken opgenomen werden die een geldig en afdwingbaar contract van Toegangsverantwoordelijke afgesloten hebben met ELIA;

“Technisch Reglement Transmissie”: het Koninklijk besluit houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe van 19 december 2002 zoals aangepast van tijd tot tijd;

“Technische Reglementen”: het Technisch Reglement Transmissie en de Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie.

“Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie”: de technische reglementen distributie, lokale of gewestelijke transmissie van elektriciteit die van toepassing zijn of zullen worden in Vlaanderen, Brussel en Wallonië, en zoals aangepast van tijd tot tijd.

“Toegangspunt”: een Injectiepunt en/of Afnamepunt;

“Toegangsverantwoordelijke”: ARP; elke natuurlijke of rechtspersoon ingeschreven in het register van Toegangsverantwoordelijken overeenkomstig het Technisch Reglement Transmissie; in de Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie ook nog aangeduid met de term evenwichtsverantwoordelijke;

“UCTE”: de Unie voor de Coördinatie en het Transport van Elektriciteit;

“Uren”: de normale uren van een dag, uitgedrukt in Belgische tijd;

“Wet van 2 augustus 2002”: de Wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties zoals aangepast van tijd tot tijd;

“Zuidgrens”: alle interconnectiepunten tussen het ELIA-net en het Franse transmissienet;

2 Aanvullende interpretatieregels

De titels en hoofdingen van artikelen en/of bijlagen in het Contract worden enkel opgenomen voor de eenvoud van verwijzing en drukken op geen enkele wijze de bedoeling van Partijen uit. Zij zullen niet in overweging worden genomen bij de interpretatie van de bepalingen van het Contract.

De Bijlagen van dit Contract maken integraal deel uit van het Contract. Elke verwijzing naar het Contract omvat de Bijlagen, en vice versa. Indien er een interpretatieconflict is tussen een Bijlage van dit Contract en één of meerdere bepalingen van dit Contract, zullen de bepalingen van dit Contract voorrang hebben. Indien [ARP] praktische vragen heeft betreffende de interpretatie van een procedure vermeld in dit contract of in de Bijlage daarbij, zal hij deze vraag voorleggen aan ELIA.

De concretisering in het Contract van een specifieke verplichting of bepaling opgenomen in de Technische Reglementen, zal op geen enkele wijze worden geacht afbreuk te doen aan de verplichtingen of bepalingen die, krachtens de Technische Reglementen toepassing dienen te vinden in de relevante situatie.

3 Voorwerp van het contract

Dit Contract en haar Bijlagen bepalen:

- * de bepalingen en voorwaarden, met inbegrip van de technische en operationele vereisten die [ARP] dient na te leven om de status van Toegangsverantwoordelijke te verkrijgen en deze status gedurende de looptijd van dit Contract te behouden. [ARP] begrijpt en aanvaardt dat de uitvoering van alle of een deel van de bepalingen van dit Contract, inclusief alle of een deel van de rechten die hem hierin worden verleend, kunnen onderworpen zijn aan andere contractuele, wettelijke, administratieve of reglementaire bepalingen; en
- * de contractuele verplichtingen van de Partijen om het tarief van het Onevenwicht dat van toepassing is ten gevolge van een Onevenwicht zoals bepaald in dit Contract te betalen of te crediteren, naar gelang het geval; en
- * alle andere rechten en plichten van de Partijen in dit verband, met inbegrip van de gevolgen van (een) mogelijk(e) Onevenwicht(en) zoals hierin bepaald.

Elke Partij is zich bewust van de onderlinge samenhang die bestaat tussen het aansluitingscontract, het contract van Toegangsverantwoordelijke en het toegangscontract die elk ten aanzien van elkaar een noodzakelijk accessorium zijn voor de veiligheid, betrouwbaarheid en de efficiëntie van het ELIA-net en die derhalve onmisbaar zijn voor de uitvoering van de contractuele relatie.

De Partijen zorgen ervoor dat hun contractuele relaties ten aanzien van elkaar steeds steunen op het bestaan en de goede uitvoering van de nodige contractuele afspraken met de relevante derde partijen die een aansluitingscontract en/of toegangscontract hebben afgesloten met ELIA of een andere netbeheerder binnen de Belgische regelzone.

DEEL II: Algemene voorwaarden

4 Bewijs van de financiële solvabiliteit van [ARP]

Het sluiten van het Contract veronderstelt dat [ARP] het bewijs levert van zijn financiële solvabiliteit.

Het bewijs van de financiële solvabiliteit van [ARP] bij het sluiten van het Contract veronderstelt dat [ARP] voldoet aan de bijzondere bepalingen inzake financiële waarborgen zoals overeengekomen in het Contract.

Tijdens de gehele duur van het Contract moet [ARP], op gemotiveerd verzoek van ELIA, het bewijs leveren aan ELIA van zijn financiële solvabiliteit.

De financiële solvabiliteit van [ARP] tijdens de uitvoering van het Contract is een essentieel bestanddeel van het met ELIA afgesloten Contract en van de door ELIA aangegane verbintenissen.

5 Facturatie- en betalingsvoorwaarden

5.1 Facturen

ELIA zal, afhankelijk van het geval, facturen of creditnota's opsturen naar [ARP]. Het facturatieadres is vermeld in **Bijlage 6** van dit Contract.

Facturen of creditnota's zijn betaalbaar/worden gecrediteerd door de Partijen binnen de 15 (vijftien) dagen na ontvangstdatum van de factuur. De ontvangst van de factuur door [ARP] wordt verondersteld te hebben plaatsgehad drie (3) dagen na verzendingsdatum van de factuur.

In het geval de Partijen verzuimen een deel van of al de genoemde facturen of creditnota's binnen de hierboven vermelde termijn van 18 dagen te betalen of te crediteren, is een intrest voor laattijdige betaling verschuldigd aan een intrestvoet bepaald overeenkomstig artikel 5 van de Wet van 2 augustus 2002 en is deze intrest verschuldigd vanaf de vervaldatum van de factuur of de creditnota tot de betaling of de creditering volledig werd uitgevoerd.

Bovendien hebben Partijen dan, onverminderd hun recht op vergoeding van de gerechtskosten overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek, recht op de schadeloosstelling voorzien in artikel 6 van de Wet van 2 augustus 2002. De hierboven opgenomen bepalingen doen geen afbreuk aan de overige rechten van Partijen overeenkomstig toepasselijke wetten en reglementen en de bepalingen van het Contract.

5.2 Bezwaar

Elk bezwaar betreffende een factuur of creditnota moet, om ontvankelijk te zijn, vóór de vervaldatum van de geprotesteerde factuur of creditnota worden geformuleerd per aangetekend schrijven met omstandige en gedetailleerde vermelding van de redenen van het bezwaar.

Een bezwaar heft geenszins de verplichting op om de factuur te betalen volgens de bepalingen van artikel 5.1 van het Contract, behoudens in geval het bezwaar van [ARP] manifest gegrond is.

5.3 Modaliteiten voor het invorderen van eventueel onbetaalde sommen

Bij gebreke van betaling van de factuur binnen de zeven (7) dagen na de ontvangst door ARP van een ingebrekestelling per aangetekend schrijven vanwege ELIA, die geacht wordt plaats te vinden binnen de drie (3) dagen na de verzending ervan, zal ELIA, onverminderd de toepassing van de

vooraangaande bepalingen, het recht hebben om beroep te doen op de financiële waarborg zoals gepreciseerd in artikel 17 van het Contract. De maatregelen voor het invorderen van onbetaalde sommen zullen door ELIA worden toegepast op niet-discriminerende en redelijke wijze.

6 Mededeling aan derden van vertrouwelijke of commercieel gevoelige informatie

Partijen verbinden zich er toe om de informatie die zij, in het kader van en naar aanleiding van dit Contract met elkaar uitwisselen en van elkaar bekomen en die de mededelende Partij als vertrouwelijk bestempelt en/of die dient te worden beschouwd als vertrouwelijk overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen, vertrouwelijk te behandelen. De Partijen verbinden zich ertoe bovenvermelde vertrouwelijke informatie niet mee te delen aan derden behoudens wanneer aan minstens één van de volgende voorwaarden voldaan is:

1° indien ELIA en/of [ARP] werd(en) opgeroepen om in rechte te getuigen of in hun verhouding met de controle-autoriteiten voor de elektriciteitsmarkt of andere administratieve overheden;

2° in het geval van een voorafgaand schriftelijk akkoord van de Partij van wie de vertrouwelijke informatie uitgaat;

3° wat betreft ELIA, in overleg met beheerders van andere netten of in het kader van contracten en/of regels met de buitenlandse netbeheerders en voor zover de bestemming van deze informatie er zich toe verbindt aan deze informatie dezelfde graad van vertrouwelijkheid te geven als deze gegeven door ELIA;

4° indien deze informatie gemakkelijk en gewoon toegankelijk is of voor het publiek beschikbaar is;

5° wanneer de mededeling door ELIA en/of [ARP] onmisbaar is voor technische of veiligheidsredenen, onder meer aan de (onder)aannemers en/of hun werknemers en/of hun vertegenwoordigers, voor zover deze bestemming(en) gebonden zijn door regels van vertrouwelijkheid die op gepaste wijze de bescherming van de vertrouwelijkheid van de informatie waarborgen;

6° indien de mededeling door ELIA noodzakelijk is voor de continuïteit van de evenwichtsverantwoordelijkheid voor Toegangspunten en Distributie afname-positie(s) toegekend aan de perimeter van [ARP] zoals bepaald in artikel 9.4 van dit Contract.

Partijen aanvaarden dat de vertrouwelijkheid van gegevens niet tussen hen kan worden ingeroepen, noch ten aanzien van andere personen, ondermeer de Netgebruiker, betrokken bij de uitvoering van het Contract.

Onverminderd de toepasselijke wetten en reglementen blijft deze bepaling in ieder geval geldig tot 5 jaar na de beëindiging van het Contract.

Niettegenstaande de vooraangaande vertrouwelijkheidsclausule, in de toegangsovereenkomst of in eender welke andere overeenkomst of eender welk ander document tussen [ARP] en ELIA, mag ELIA de naam van de Toegangsverantwoordelijke en zijn status als een Partij op haar website bekendmaken. Alle Bijlagen of delen ervan, die niet specifiek zijn voor het Contract, mogen ook door ELIA op haar website worden bekendgemaakt.

7 Geschillenbeslechting

Conform het Koninklijk Besluit van 3 mei 1999 betreffende het beheer van het nationaal transmissienet voor elektriciteit, en meer bepaald artikel 14, verklaart [ARP] hierbij dat hij door ELIA, voorafgaand aan het ondertekenen van het Contract, op de hoogte werd gebracht van zijn rechten conform dit artikel 14 en onder meer dat de geschillen betreffende de toegang tot het ELIA-net, de toepassing van het Technisch Reglement Transmissie of de tarieven bedoeld in artikel 12 van de Elektriciteitswet mogen worden voorgelegd, naargelang zijn keuze, aan bemiddeling of arbitrage overeenkomstig het reglement bedoeld in artikel 28 van de Elektriciteitswet.

Elk geschil met betrekking tot het afsluiten, de geldigheid, de interpretatie of de uitvoering van het Contract of van latere contracten of operaties die er zouden kunnen uit voortvloeien, alsook elk ander geschil betreffende of verband houdend met het Contract zal naar keuze van de meest gereede partij:

- tot de bevoegdheid behoren van de Rechtbank van koophandel te Brussel; of
- worden voorgelegd aan de door de bevoegde reguleringsinstantie georganiseerde bemiddelings- of arbitrage dienst overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen; of
- worden voorgelegd aan een ad hoc arbitrage overeenkomstig de bepalingen van het Belgisch Gerechtelijk Wetboek.

Gelet op de complexe verhoudingen, aanvaardden Partijen bij deze, teneinde de toepassing van de regels inzake samenhang of tussenkost mogelijk te maken, hetzij om in geval van samenhangende geschillen afstand te doen van elk arbitragebeding teneinde in een andere gerechtelijke procedure tussen te komen, hetzij, omgekeerd, om afstand te doen van een gerechtelijke procedure teneinde deel te nemen aan een meerpartijen arbitrage. In geval van verdeeldheid wordt de voorkeur gegeven aan de eerste ingeleide procedure.

Deze bepaling doet geen afbreuk aan het recht van een Partij om een geschil met betrekking tot de toegang tot het transmissienet voor te leggen aan de Geschillenkamer, en dit voor geschillen waarvoor deze laatste bevoegd is.

8 Maatregelen in geval van een noodsituatie of overmacht

8.1 Definities en gevolgen van overmacht en noodsituatie

De uitvoering van de verplichtingen voorwerp van het Contract, waarvoor overmacht en/of een noodsituatie zoals gedefinieerd in de Technische Reglementen wordt ingeroepen, wordt tijdelijk opgeschort voor de duur van de gebeurtenis die aanleiding geeft tot overmacht en/of noodsituatie.

Onder overmacht dient te worden begrepen alle redelijkerwijs niet te voorzienbare voorvallen, voorgekomen na de afsluiting van het Contract en niet te wijten aan een fout van één van de Partijen, die de uitvoering van het Contract tijdelijk, of definitief, onmogelijk maken. Situaties van overmacht zijn onder meer:

- 1° natuurrampen, voortvloeiende uit aardbevingen, overstromingen, stormen, cyclonen of andere klimatologisch uitzonderlijke situaties;
- 2° een nucleaire of chemische explosie en zijn gevolgen;
- 3° een computervirus, een computercrash om redenen andere dan ouderdom of gebrek aan onderhoud van dit informatica-systeem;

- 4° de tijdelijke of voortdurende technische onmogelijkheid voor het ELIA-net om elektriciteit uit te wisselen omwille van storingen binnen de regelzone veroorzaakt door elektriciteitsstromen die het resultaat zijn van energie-uitwisselingen binnen een andere regelzone of tussen twee of meerdere andere regelzones en waarvan de identiteit van de marktdeelnemers betrokken bij deze energieuitwisselingen niet gekend is en redelijkerwijze niet gekend kan zijn door ELIA;
- 5° de onmogelijkheid het ELIA-net te gebruiken omwille van een collectief geschil dat aanleiding geeft tot een eenzijdige maatregel van de werknemers (of groepen van werknemers) of elk ander arbeidsgeschil;
- 6° brand, explosie, sabotage, terroristische daden, daden van vandalisme, schade veroorzaakt door criminele daden, criminele dwang en bedreigingen van dezelfde aard;
- 7° al dan niet verklaarde staat van oorlog, een oorlogsdreiging, een invasie, een gewapend conflict, blokkade, revolutie of opstand;
- 8° een maatregel van hogerhand.

De Partij die een situatie van overmacht en/of een noodsituatie inroept, zal zo snel mogelijk de andere Partij op de hoogte brengen per telefoon en/of e-mail en/of fax, van de reden waarom zij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk niet kan uitvoeren en welke de redelijkerwijze voorzienbare termijn van de niet-uitvoering zal zijn.

De Partij die een situatie van overmacht en/of noodsituatie inroept, stelt niettemin alles in het werk om de gevolgen van de niet-uitvoering van zijn verplichtingen voor de andere Partij, het ELIA-net of derden te beperken en zijn verplichtingen opnieuw te vervullen.

Indien de periode van overmacht en/of noodsituatie een duur heeft van 30 opeenvolgende dagen of meer en dat een Partij, als gevolg van de situatie van overmacht en/of noodsituatie, niet in staat is om de essentiële verplichtingen van het Contract na te komen, mag een Partij het Contract opzeggen met onmiddellijke ingang via een gemotiveerd aangetekend schrijven.

8.2 Maatregelen

Ingeval zich een noodsituatie of een meervoudige incidentsituatie, zoals gedefinieerd in de Technische Reglementen of in de regionale technisch reglementen voordoet of ingeval ELIA meent dat een noodsituatie zich redelijkerwijze zou kunnen voordoen, kan ELIA de nodige maatregelen, eventueel preventief, treffen die beschreven staan in de Technische Reglementen, waaronder het hanteren van de reddingscode en de heropbouwcode.

De reddingscode bepaalt de operationele procedures in het kader van een noodsituatie en omvat ook het afschakelplan, dat onder meer de procedures en prioriteiten inzake afschakelen van netgebruikers bepaalt.

De heropbouwcode bevat de operationele procedures voor de heropbouw van het elektrisch systeem.

De reddingscode en de heropbouwcode kunnen geconsulteerd worden op vraag van [ARP]. Deze codes kunnen op elk moment door ELIA worden gewijzigd volgens de wettelijke en reglementaire bepalingen.

De toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de reddingscode en de heropbouwcode en de eventuele latere wijzigingen zijn van toepassing op de Partijen.

[ARP] verbindt zich ertoe onverwijld alle maatregelen overeenkomstig de voorafgaande bepalingen na te leven die hem door ELIA per telefoon en/of e-mail en/of fax worden meegedeeld teneinde noodsituaties te voorkomen en/of te verhelpen.

9 Beëindiging of schorsing van dit Contract

9.1 Beëindiging van dit Contract door [ARP]

[ARP] kan dit Contract beëindigen ten vroegste 3 maanden na kennisgeving van de beëindiging aan ELIA via aangetekend schrijven en op voorwaarde dat ten hoogste op het einde van de drie opzegmaanden:

- i) hij dit ter kennis heeft gebracht aan de toegangshouder(s) die hem hebben aangeduid; en
- ii) alle Injectiepunten en Afnamepunten in de Evenwichtsperimeter van [ARP] op geldige wijze werden toegekend aan één of meerdere andere Toegangsverantwoordelijken en dat de Distributie afname-positie(s) van [ARP] geen enkele waarde bevat(ten); en

Ingeval [ARP] aan het einde van de drie opzegmaanden nog niet al zijn contractuele verbintenissen is nagekomen, zal het Contract voor de uitvoering van deze verbintenissen blijven verder bestaan tot op het ogenblik dat alle contractuele verplichtingen van [ARP] overeenkomstig het Contract geldig zijn nagekomen.

9.2 Schorsing en beëindiging van dit Contract door ELIA

Onverminderd haar andere rechten of vorderingen in rechte mag ELIA, zonder dat enige voorafgaande rechterlijke machtiging vereist is, dit Contract eenzijdig schorsen per gemotiveerd aangetekend schrijven indien:

- a) [ARP] een grove inbreuk pleegt op de technische bepalingen aangegeven in het Technisch Reglement Transmissie, zoals onder meer beschreven in artikelen 10 en 12 van dit Contract, en hierdoor de veiligheid van het ELIA-net acuut in gevaar brengt; in dit geval zal de schorsing met onmiddellijke ingang van kracht worden; of
- b) [ARP] een grove inbreuk pleegt op de technische bepalingen aangegeven in het Technisch Reglement Transmissie, zoals onder meer beschreven in artikelen 10 en 12 van dit Contract, en hierdoor de veiligheid van het ELIA-net in gevaar brengt; in zoverre [ARP] deze inbreuk niet binnen de 10 kalenderdagen na verzending van het aangetekend schrijven heeft hersteld; in dit geval treedt de schorsing in vanaf de datum bepaald in het aangetekend schrijven waarbij de schorsing wordt meegedeeld; of
- c) [ARP] de artikelen 14 of 17 van dit Contract niet naleeft, in dit geval zal de schorsing met onmiddellijke ingang van kracht worden.

Onverminderd haar andere rechten of vorderingen in rechte mag ELIA, zonder dat enige voorafgaande rechterlijke machtiging vereist is, dit Contract eenzijdig per gemotiveerd aangetekend schrijven beëindigen, indien [ARP] de inbreuk niet heeft hersteld binnen tien (10) kalenderdagen na de datum van bedoeld aangetekend schrijven, indien:

- 1) er herhaalde inbreuken worden vastgesteld van a), b) of c) hierboven na de bovenvermelde schorsing; of

- 2) de aanduiding als federaal transmissienetbeheerder wordt ingetrokken, gewijzigd of niet verlengd.

9.3 Beëindiging van dit Contract door beide Partijen

Onverminderd de overige gevallen van schorsing en/of beëindiging overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen en/of het Contract mag elke Partij dit Contract beëindigen mits voorafgaande rechterlijke machtiging :

- in het geval een Partij een inbreuk pleegt op haar contractuele verplichtingen;
- in geval een belangrijke en nadelige wijziging plaatsvindt in het juridisch statuut, de juridische structuur, de activiteiten, het bestuur of de financiële toestand van de andere Partij, die redelijkerwijze tot de conclusie voert dat de bepalingen en voorwaarden van het Contract door deze Partij niet zullen kunnen worden nageleefd.

Deze bepaling doet geen afbreuk aan het recht voor de [ARP] om opnieuw toegang te bekomen tot het ELIA-net overeenkomstig artikel 15 van de Elektriciteitswet, zodra al de verbintenissen van de [ARP] zijn nageleefd en hij opnieuw in staat is de verbintenissen van een ARP na te komen.

9.4 Bijkomende gevolgen

In alle gevallen van schorsing of beëindiging van dit Contract, zullen Nominaties voor Dag D, voorgelegd in uitvoering van dit Contract, maar waarvoor de relevante Dag D valt na de datum van de effectieve beëindiging of schorsing, automatisch vervallen.

In alle gevallen van schorsing of beëindiging van dit Contract, zijn de Partijen ertoe gehouden al hun betalingsverplichtingen, voortvloeiende uit de uitvoering van dit Contract of als gevolg van de schorsing of de beëindiging ervan, te voldoen. In de gevallen bedoeld in artikelen 9.2 en 9.3 zullen de genoemde betalingsverplichtingen onmiddellijk opeisbaar zijn.

In alle gevallen van schorsing en/of beëindiging van het Contract door ELIA, zal ELIA de betreffende toegangshouders van de Toegangspunten toegewezen aan de Perimeter van [ARP] en/of de distributienetbeheerders van de Distributie afname-positie(s) van [ARP] en de CREG op de hoogte brengen van de schorsing en/of de beëindiging van het Contract.

In alle gevallen van schorsing of beëindiging van dit Contract, zal de registratie in het Register van toegangsverantwoordelijken tijdelijk of definitief ingetrokken worden.

10 Evenwichtsverplichtingen van [ARP]

Overeenkomstig het Technisch Reglement Transmissie zal [ARP] op ieder moment tijdens de uitvoering van dit Contract alle redelijke middelen voorzien en uitwerken om, op kwartierbasis in evenwicht te blijven. Zoals aangegeven in artikel 1 van dit Contract, treedt een Onevenwicht op wanneer er per kwartier een verschil is tussen de totale Injectie in het ELIA-net toegewezen aan de Evenwichtspereimeter van [ARP] en de totale Afname van het ELIA-net toegewezen aan de Evenwichtspereimeter van [ARP] zoals beschreven in **Bijlage 3** van dit Contract.

[ARP] zal ELIA, op ELIA's eerste gemotiveerde verzoek, voldoende bewijs leveren dat het de middelen heeft voorzien om in staat te zijn de evenwichtsverplichting na te leven.

Als [ARP] in Onevenwicht is zal [ARP] het tarief voor Onevenwicht betalen overeenkomstig artikel 16 van dit Contract. De betaling van het hierboven genoemd tarief voor Onevenwicht ontslaat [ARP] niet van zijn aansprakelijkheid bepaald overeenkomstig artikel 20 van dit Contract.

Als het Onevenwicht van [ARP] het gevolg is van een inbreuk en/of een fout van ELIA, zal [ARP] het tarief voor Onevenwicht toch betalen maar zijn de voorwaarden van artikel 20 van dit Contract van toepassing.

11 Toewijzing aan de Evenwichtspereimeter

De Evenwichtspereimeter van [ARP] bestaat uit:

- Injectie en/of Afnamepunten; en/of
- Distributie Afname-positie(s) op (een) ander(e) Distributienet(ten) dan het ELIA-net; en/of
- Verliezen overeenkomstig artikelen 161 en 162 van het Technisch Reglement Transmissie, en, indien van toepassing, overeenkomstig de Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie; en/of
- Import en Export; en/of
- Interne energieoverdrachten

die worden toegewezen aan de Evenwichtspereimeter van [ARP].

De volgende principes zijn van toepassing voor de toewijzing aan de Evenwichtspereimeter van [ARP]:

11.1 Injectie en/of Afnamepunten

Injectie- en/of Afnamepunten worden toegewezen aan de Evenwichtspereimeter van [ARP]:

- voor al de Injectie- en/of Afnamepunten, waarvoor de toegangshouder (zijnde de Netgebruiker, [ARP] of leverancier), overeenkomstig de toepasselijke regelgeving en/of contractuele bepalingen, toegangsrechten heeft bekomen door het afsluiten met ELIA van een geldige en afdwingbare toegangscontract; en
- waarvoor [ARP] geldig werd aangeduid als Toegangsverantwoordelijke voor wat betreft de vermelde Injectie- en/of Afnamepunten in het genoemde toegangscontract.

Deze toekenning aan de Evenwichtsperimeter van [ARP] zal geschieden op basis van het gemeten Actief vermogen en is onderworpen aan specifieke voorschriften inzake Blokleveringen voor Afnamepunten en Gedeelde injectie voor Injectiepunten zoals bepaald in het relevante toegangscontract.

Indien [ARP] een overeenkomst is aangegaan voor de levering van ondersteunende diensten, wordt de Evenwichtsperimeter van [ARP] aangepast omwille van de deelname van [ARP] aan deze ondersteunende diensten. Deze aanpassing komt overeen met het Actief vermogen dat bijkomend afgenomen of geïnjecteerd wordt door [ARP] teneinde aan zijn verplichtingen, vermeld in de overeenkomst voor de leveringen van ondersteunende diensten, te kunnen voldoen.

11.2 Distributie Afname-positie(s) op een ander distributienet dan het ELIA-net

De Distributie afname-positie(s) van [ARP], kenbaar gemaakt aan ELIA door (een) distributienetbeheerder(s), bepaald in het kader van de toegangsrechten tot dit (deze) distributienet(ten), word(t)(en) toegewezen aan [ARP].

11.3 Verliezen

Voor de gemeten Afname aan Afnamepunten en voor de Distributie afname-posities (ingeval van een netto-afname) wordt, overeenkomstig artikelen 161 en 162 van het Technisch Reglement Transmissie en, indien van toepassing, overeenkomstig de Lokale Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie, een verliespercentage van deze Afname bijkomend toegekend aan de Evenwichtsperimeter van [ARP]. Dit percentage wordt gepubliceerd op de website van ELIA en kan indien nodig worden aangepast op basis van de gemeten verliezen.

11.4 Import en Export

Bevestigde en uitgevoerde Nominaties voor Import en/of Export op de Noord- en/of Zuidgrens, die verband houden met de toegangsrechten van [ARP] worden toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP].

De procedure voor het bekomen van toegangsrechten aan de Zuidgrens is beschreven in **Bijlage 1** van dit Contract.

De procedure voor het bekomen van toegangsrechten op de Noordgrens is beschreven in **Bijlage 2** van dit Contract.

11.5 Interne energieoverdrachten

Bevestigde Nominaties voor Interne energieoverdrachten, genomineerd door [ARP] worden toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP].

De rechten en verplichtingen van [ARP] om Interne energieoverdrachten te nomineren worden door dit Contract geregeld.

12 Nominaties

12.1 Indiening en voorwaarden voor de indiening van Nominaties

Wanneer [ARP] Nominaties indient bij ELIA met betrekking tot haar Evenwichtsperimeter, zal [ARP] ervoor zorgen dat de totale Injectie (die de som is van alle genomineerde Injecties van [ARP]) per kwartier gelijk is aan de totale Afname (die de som is van alle genomineerde Afnames van [ARP]). Verder dient [ARP] de volgende regels na te leven.

12.1.1 *Wat de Nominaties voor Injectie- en Afnamepunten en voor Distributie Afnamesposities betreft*

Alle Nominaties voor Injectiepunten en Afnamepunten en voor Distributie Afnamesposities toegewezen aan zijn Evenwichtsperimeter moeten, overeenkomstig de procedure en vóór de tijdslijmiet vermeld in Bijlage 5, door [ARP] worden ingediend bij ELIA.

Nominaties die ingediend worden voor Injectie- en/of Afnamepunten en voor Distributie Afnamesposities toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP] moeten zo dicht mogelijk overeenstemmen met de reële Afname en Injectie.

12.1.2 *Wat de Nominaties voor Import en/of Export en de Interne energieoverdrachten betreft*

Alle Nominaties voor Import en/of Export, in zoverre dat de noodzakelijke toegangsrechten werden verworven, en voor de Interne energieoverdrachten moeten, overeenkomstig de procedure en vóór de tijdslijmiet vermeld in Bijlage 5, door [ARP] ingediend worden bij ELIA.

Wat de bovenvermelde Nominaties betreft, zal [ARP] elke externe inconsistentie, zoals bepaald in de artikelen 12.2.3, 12.2.4 en 12.2.5 van dit Contract, vermijden.

De Nominaties voor Import en Export aan Zuidgrens en Noordgrens moeten op elk moment de toegangsrechten en capaciteiten naleven die bekomen werden overeenkomstig de procedure beschreven in bijlage 1 en 2 van dit Contract.

12.2 Evaluatie van de ingediende Nominaties

Zoals bepaald in Artikel 12.1 van dit Contract zal ELIA, binnen het kader van haar opdracht van beheer en onderhoud van het het ELIA-net, met inbegrip van overwegingen inzake veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het ELIA-net, overeenkomstig artikelen 216 en 217 van het Technisch Reglement Transmissie, de onderstaande Nominaties voor Dag D, evalueren.

12.2.1 *Nominaties met betrekking tot een Afname op een Afnamepunt.*

ELIA zal de Nominatie met betrekking tot een Afname op een Afnamepunt evalueren overeenkomstig de geldende wetgeving en in het bijzonder, in het geval van een Bloklevering, overeenkomstig artikelen 218 en 219 van het Technisch Reglement Transmissie.

12.2.2 Nominaties met betrekking tot een Injectie op een Injectiepunt

ELIA zal de Nominaties met betrekking tot een Injectie op een Injectiepunt evalueren overeenkomstig de geldende wetgeving en in het bijzonder overeenkomstig de artikelen 194, 220-222 van het Technisch Reglement Transmissie. Het geval van een Gedeelde injectie wordt geregeld door artikel 194 §3 van het Technisch Reglement Transmissie.

12.2.3 Nominaties met betrekking tot internationale uitwisselingen op Noordgrens en/of Zuidgrens

ELIA zal de Nominaties met betrekking tot de Internationale uitwisselingen aan de Noord- en Zuidgrens evalueren overeenkomstig de geldende wetgeving en in het bijzonder overeenkomstig de artikelen 224-226 van het Technisch Reglement Transmissie.

[ARP] heeft voldoende ervaring met de werking van internationale energie-uitwisselingen en begrijpt en aanvaardt dat ELIA, zoals elke andere netbeheerder, voor de uitvoering van om het even welke contractuele verplichting hierin vermeld, de internationaal geldende regels met betrekking tot dergelijke uitwisselingen moet volgen en nakomen.

1). Evaluatie in het geval van een externe inconsistentie

Voor de toepassing van dit Artikel en de hiermee verband houdende Bijlagen of Artikelen, bestaat een externe inconsistentie in het geval:

- a) een Nominatie van [ARP] een internationale uitwisseling bevat die, voorzover officieel aan ELIA is meegedeeld door de beheerder van het betreffende Aangesloten buitenlandse transmissienet, niet door deze laatste aanvaard wordt ; of
- b) een Nominatie van [ARP] een internationale uitwisseling bevat die, voorzover officieel aan ELIA is meegedeeld door de beheerder van het betreffende Aangesloten buitenlandse transmissienet , voor een bepaalde tijdseenheid verschilt van de overeenkomstige internationale uitwisseling aanvaard door de beheerder van het betreffende Aangesloten buitenlandse transmissienet.

In beide gevallen kan ELIA:

- a) de hierbovengenoemde Nominatie met betrekking tot een internationale uitwisseling weigeren; of
- b) de hierbovengenoemde Nominatie met betrekking tot een internationale uitwisseling gedeeltelijk aanvaarden; of
- c) de hierbovengenoemde Nominatie met betrekking tot een internationale uitwisseling aanvaarden en vervolgens [ARP] het tarief aanrekenen voor een externe inconsistentie.

2). Evaluatie in het geval van fysieke beperkingen

Overeenkomstig artikel 217 van het Technisch Reglement Transmissie is ELIA op D-1 gerechtigd te weigeren één of meerdere van de dagelijkse Nominaties op Dag D uit te voeren of slechts gedeeltelijk uit te voeren als ELIA van oordeel is dat de(ze) Nominatie(s) het evenwicht van de regelzone of de veiligheid, betrouwbaarheid of de efficiëntie van het Elia-net in gevaar breng(t)(en). ELIA zal [ARP] zo snel mogelijk telefonisch op de hoogte brengen van haar beslissing en de redenen waarop deze gebaseerd is. De telefonische kennisgeving gebeurt door contactname met het contactpunt van [ARP] bepaald in bijlage 6 van het Contract waarvoor een 24 uur op 24 uur bereikbaarheid gegarandeerd dient te zijn. In geval van niet bereikbaarheid van [ARP], zal Elia haar

poging tot telefonische kennisgeving bevestigen via e-mail of fax overeenkomstig dezelfde bijlage 6. Niet bereikbaarheid van [ARP] belet niet dat de hieronder weergegeven termijn aanvangt na de poging tot telefonische kennisgeving door ELIA. De poging tot telefonische kennisgeving aan [ARP] wordt bewezen door de door Elia verstuurde e-mail of fax. In afwezigheid van een e-mail of fax aan [ARP] en behoudens het bewijs van het tegendeel door [ARP] wordt verondersteld dat de telefonisch kennisgeving door Elia aan [ARP] heeft plaatsgevonden. Binnen de zestig (60) minuten na de (poging tot) telefonische kennisgeving door ELIA van haar beslissing de uitvoering van de dagelijkse Nominaties van [ARP] te weigeren of deze slechts gedeeltelijk uit te voeren, kan [ARP] de volgende amendementen aan de Nominaties voorstellen:

- a) de wijziging van een dagelijkse, reeds door ELIA aanvaarde, Nominatie van [ARP] met betrekking tot een Afname op een Afnamepunt; en/of
- b) de wijziging van een dagelijkse, reeds door ELIA aanvaarde, Nominatie van [ARP] met betrekking tot een Injectie op een Injectiepunt; en/of
- c) de wijziging van een dagelijkse, reeds door ELIA aanvaarde, Nominatie van [ARP] met betrekking tot een internationale uitwisseling op de Zuidgrens of de Noordgrens, in zoverre dezelfde wijziging van de dagelijkse Nominatie, binnen dezelfde tijdspanne van zestig (60) minuten, aan ELIA bevestigd wordt door de beheerder van het betreffende Aangesloten buitenlandse transmissienet.
- d) de indiening bij ELIA door [ARP] van een nieuwe dagelijkse Nominatie met betrekking tot een Interne energieoverdracht Day-ahead met een andere Toegangsverantwoordelijke, in zoverre dat dezelfde dagelijkse Nominatie, binnen dezelfde tijdspanne van zestig (60) minuten, aan ELIA bevestigd wordt door deze andere Toegangsverantwoordelijke.

op voorwaarde dat aan de volgende vereisten voldaan is:

- a) [ARP] zal ELIA van haar voorstel tot amendering van Nominaties op de hoogte brengen via de procedure beschreven in Bijlage 6 van dit Contract en zal dit doen binnen de zestig (60) minuten nade ontvangst van de kennisgeving door ELIA van haar beslissing de uitvoering van de dagelijkse Nominaties van [ARP] te weigeren of deze slechts gedeeltelijk uit te voeren; en
- b) de voorgestelde amendementen aan de Nominatie moeten beantwoorden aan de toegangsrechten die [ARP] verworven heeft; en
- c) de voorgestelde amendementen aan de Nominatie moeten beantwoorden aan de relevante bepalingen van artikel 12.1 van dit Contract.

ELIA zal de voorgestelde amendementen aan de Nominatie evalueren overeenkomstig de principes bepaald in artikel 12.2 van dit Contract. ELIA zal [ARP] zo snel mogelijk informeren van haar gemotiveerde beslissing tot weigering of aanvaarding van de amendementen. De aanvaarding of weigering door ELIA van dergelijke amendementen aan de Nominatie impliceert geen goedkeuring door ELIA van dergelijke middelen en heeft geen gevolgen voor, noch brengt het wijzigingen aan de verplichtingen van [ARP] inzake dit Contract. Niettegenstaande de voorgestelde technische amendementen, behoudt ELIA het recht om, overeenkomstig artikel 217 §1 van het Technisch Reglement Transmissie, te weigeren de dagelijkse Nominaties te implementeren of deze slechts gedeeltelijk te implementeren.

12.2.4 *Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten Day-ahead*

ELIA zal de Nominaties met betrekking tot de Interne energieoverdrachten Day-ahead evalueren overeenkomstig de geldende wetgeving en in het bijzonder overeenkomstig de artikelen 224-226 van het Technisch Reglement Transmissie.

Voor de toepassing van dit artikel en de hiermee verband houdende Bijlagen en artikelen, bestaat een externe Inconsistentie in het geval een Nominatie van [ARP]:

- a) een Interne energieoverdracht Day-ahead bevat met een andere Toegangsverantwoordelijke, en deze Nominatie van deze Interne energieoverdracht Day-ahead niet bekend gemaakt werd aan ELIA door een Nominatie van de andere Toegangsverantwoordelijke; of
- b) een Interne energieoverdracht Day-ahead bevat met een andere Toegangsverantwoordelijke, en deze Nominatie van deze Interne energieoverdracht Day-ahead voor om het even welk kwartier verschilt van de overeenkomstige Nominatie van de andere Toegangsverantwoordelijke.

In beide gevallen is ELIA gerechtigd:

- i) de genoemde Nominatie van [ARP] met betrekking tot de Interne energieoverdracht Day-ahead niet te aanvaarden, of
- ii) de genoemde Nominatie van [ARP] met betrekking tot de Interne energieoverdracht Day-ahead te aanvaarden en [ARP] het tarief voor externe inconsistentie volledig aan te rekenen indien bovenvermeld geval a) van toepassing is, of 50 % van het tarief voor externe inconsistentie indien bovenvermeld geval b) van toepassing is.

12.2.5 *Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten Intra-day*

ELIA zal de Nominaties met betrekking tot de Interne energieoverdrachten Intra-day evalueren overeenkomstig de geldende wetgeving en in het bijzonder overeenkomstig de artikelen 224-226 van het Technisch Reglement Transmissie.

Voor de toepassing van dit artikel en de hiermee verband houdende Bijlagen en artikelen, bestaat een externe Inconsistentie in het geval een Nominatie van [ARP]:

- a) een Interne energieoverdracht Intra-day bevat met een andere Toegangsverantwoordelijke, en deze Nominatie van deze Interne energieoverdracht Intra-day niet bekend gemaakt werd aan ELIA door een Nominatie van de andere Toegangsverantwoordelijke; of
- b) een Interne energieoverdracht Intra-day bevat met een andere Toegangsverantwoordelijke, en deze Nominatie van deze Interne energieoverdracht Day-ahead voor om het even welk kwartier verschilt van de overeenkomstige Nominatie van de andere Toegangsverantwoordelijke.

Dergelijke externe inconsistenties worden in geen geval door ELIA aanvaard voor Interne energieoverdrachten Intra-day.

Ingeval van herhaaldelijke Day-ahead Nominaties op Dag D-1 waarvoor de totale Injectie niet gelijk is aan de totale Afname per kwartier op Dag D (zonder rekening te houden met afrondingsnauwkeurigheden), mag [ARP] in geen geval de faciliteiten van Interne energieoverdrachten Intra-day gebruiken voor een periode van 30 kalenderdagen die meteen

wordt bewezen door de door Elia verstuurde e-mail of fax. In afwezigheid van een e-mail of fax aan [ARP] en behoudens het bewijs van het tegendeel door [ARP] wordt verondersteld dat de telefonisch kennisgeving door Elia aan [ARP] heeft plaatsgevonden.

13.3 Procedure inzake de amendementen voorgesteld door [ARP]

Binnen de vijftien (15) minuten na de (poging tot) telefonische kennisgeving door ELIA van haar beslissing om de dagelijkse Nominaties geheel of gedeeltelijk te schorsen, kan [ARP] de volgende amendementen aan de Nominaties voorstellen:

- a) de wijziging van een dagelijkse, reeds door ELIA aanvaarde, Nominatie van [ARP] met betrekking tot een Afname op een Afnamepunt; en/of
- b) de wijziging van een dagelijkse, reeds door ELIA aanvaarde, Nominatie van [ARP] met betrekking tot een Injectie op een Injectiepunt; en/of
- c) de wijziging van een dagelijkse, reeds door ELIA aanvaarde, Nominatie van [ARP] met betrekking tot een internationale uitwisseling op de Zuidgrens of de Noordgrens, in zoverre dezelfde wijziging van de dagelijkse Nominatie, binnen dezelfde tijdspanne van zestig (60) minuten, aan ELIA bevestigd wordt door de beheerder van het betreffende Aangesloten buitenlandse transmissienet.
- d) de voorlegging aan ELIA door [ARP] van een nieuwe dagelijkse Nominatie met betrekking tot een Interne energieoverdracht Day-ahead met een andere Toegangsverantwoordelijke, in zoverre dat dezelfde dagelijkse Nominatie, binnen dezelfde tijdspanne van vijftien (15) minuten, aan ELIA bevestigd wordt door deze andere Toegangsverantwoordelijke.

op voorwaarde dat aan de volgende vereisten voldaan is:

- a) [ARP] zal ELIA op de hoogte brengen van haar voorstel tot amendering van een Nominatie door gebruik te maken van de procedure beschreven in Bijlage 6 van dit Contract en dient dit te doen binnen de vijftien (15) minuten nadat hij door ELIA in kennis werd gesteld van haar schorsingsbeslissing; en
- b) de voorgestelde amendementen aan de Nominatie moeten beantwoorden aan de toegangsrechten die [ARP] verworven heeft; en
- c) de voorgestelde amendementen aan de Nominatie moeten beantwoorden aan de relevante bepalingen van artikel 12.1 van dit Contract.

ELIA zal de voorgestelde technische amendementen evalueren overeenkomstig de principes bepaald in artikel 12.2 van dit Contract. Elia zal [ARP] zo snel mogelijk op de hoogte brengen van haar gemotiveerde beslissing tot aanvaarding of afwijzing van de amendementen. De aanvaarding of weigering door ELIA van dergelijke technische amendementen impliceert geen goedkeuring door ELIA van die middelen en brengt geen wijzigingen aan aan de verplichtingen van [ARP] inzake dit Contract. Niettegenstaande de voorgestelde technische amendementen, behoudt ELIA het recht om, overeenkomstig artikel 217 §1 van het Technisch Reglement Transmissie, de dagelijkse Nominaties geheel of gedeeltelijk te schorsen.

DEEL III: Bijzondere voorwaarden

14 Opschortende voorwaarden voor de uitvoering van dit Contract

In uitvoering van artikel 151 §2 van het Technisch Reglement Transmissie is [ARP] ertoe gehouden te voldoen aan de volgende opschortende voorwaarden:

- a) [ARP] dient het bewijs te leveren van de financiële waarborgen zoals bepaald in artikel 17 van dit Contract.
- b) [ARP] dient het bewijs te leveren van de terbeschikkingstelling en de handhaving van de noodzakelijke en voldoende middelen, om met eigen middelen of op elke andere manier, zijn werking 24 uur op 24 uur te waarborgen overeenkomstig het Technisch Reglement Transmissie.

15 Duur van dit Contract

Onder voorbehoud van conformiteit van [ARP] met de in bovenstaand artikel 14 vermelde voorwaarden, treedt dit Contract in werking op de datum dat dit door alle Partijen is ondertekend. [ARP] wordt, binnen de drie (3) dagen na ontvangst door ELIA van een door [ARP] correct ondertekend origineel van dit Contract, geregistreerd in het Register van Toegangsverantwoordelijken op voorwaarde dat aan alle opschortende bepalingen, vermeld in dit Contract, is voldaan.

Onverminderd artikel 9 van dit Contract, is dit Contract van onbepaalde duur.

16 Tarieven voor Onevenwicht en externe inconsistenties

Overeenkomstig artikel 10 van dit Contract, zal ELIA, op het einde van elke kalendermaand, in zoverre en ten laatste één kalendermaand nadat ELIA alle nodige gegevens heeft ontvangen inzake Distributie afname-posities van [ARP] vanwege distributienetbeheerders andere dan ELIA, de Onevenwichten en/of externe inconsistenties, in voorkomend geval, bepalen voor elk kwartier.

De tarieven voor Onevenwicht en externe inconsistentie, zoals deze zijn goedgekeurd door de CREG, worden door ELIA gepubliceerd op haar website (www.elia.be). Indien de CREG nog niet is overgegaan tot de goedkeuring van de jaarlijkse tarieven, zijn tijdelijk de laatst door de CREG goedgekeurde tarieven van toepassing tot op het ogenblik dat de CREG nieuwe tarieven heeft goedgekeurd, in welk geval deze laatsten, in voorkomend geval met terugwerkende kracht van toepassing zijn.

ELIA zal instaan voor de betreffende factu(u)r(en) of creditnota's opgemaakt op basis van de toepasselijke tarieven.

Indien het totaal te betalen of te ontvangen bedrag lager is dan € 250, zal dit bedrag worden verrekend bij de volgende factuur of de volgende creditnota.

[ARP] erkent dat een deel van de gegevens nodig voor de vaststelling van zijn Onevenwichten, meer in het bijzonder de gegevens betreffende de Distributie afname-positie(s), dienen te worden overgemaakt aan ELIA door de betreffende distributienetbeheerder(s) andere dan ELIA en dat, bijgevolg, ELIA niet verantwoordelijk is voor de afwezigheid van maandelijkse facturen/creditnota's of voor onjuiste facturen/creditnota's betreffende dit Onevenwicht te wijten aan het gebrek van deze

nodige gegevens of onjuiste gegevens betreffende de Distributie afname-positie(s) vanwege de voornoemde distributienetbeheerders.

17 Betalingswaarborg

17.1.1 Algemeen

Als opschortende voorwaarde voor het aangaan van dit Contract, en ten laatste bij geldige ondertekening ervan, zal [ARP] aan ELIA een waarborg bezorgen die, voor de volledige duur van dit Contract verhoogd met drie maanden, voldoet aan de hierna vermelde voorwaarden.

De waarborg is een zekerheid voor de gevraagde en tijdige uitvoering van alle verplichtingen die voortvloeien uit dit Contract, met inbegrip van, maar niet beperkt tot de betaling van tarieven voor Onevenwicht en/of externe inconsistenties.

De waarborg dient de vorm aan te nemen van een bankwaarborg op eerste verzoek uitgegeven door een financiële instelling met een officiële rating van minstens "BBB" toegekend door het credit rating bureau Standard & Poors, of met een officiële rating van minstens "Baa2" toegekend door het credit rating bureau Moody's. Het bedrag en de specificaties van om het even welke toegelaten wijzigingen inzake het bedrag van deze bankwaarborg op eerste verzoek worden bepaald overeenkomstig de criteria vermeld in **Bijlage 4**.

De waarborg dient een initiële duurtijd te hebben van minstens een kalenderjaar en zal tijdig door [ARP] hernieuwd worden om de vereiste zekerheid te behouden voor de volledige duur van het contract verhoogd met een periode van drie maanden.

Het standaardformulier van deze bankwaarborg op eerste verzoek is opgenomen in **Bijlage 4** van dit Contract.

17.1.2 Aanpassing/ hernieuwing / wijziging van de waarborg

[ARP] zal overgaan tot aanpassing van het bedrag van de bankgarantie in overeenstemming met de bepalingen van Bijlage 4 van dit Contract.

[ARP] zal ELIA, ten minste één kalendermaand voor het einde van de bestaande bankwaarborg, het bewijs leveren dat de financiële instelling die de waarborg heeft uitgegeven de duurtijd ervan heeft verlengd zonder een andere wijziging aan te brengen aan deze waarborg, of zal een nieuwe waarborg afleveren die voldoet aan alle voorwaarden vermeld in dit artikel.

De financiële instelling die de waarborg uitgeeft moet voldoen aan de minimale rating-vereiste die hierboven is vermeld. In geval van verlies van de minimum vereiste rating, moet [ARP], binnen een termijn van 20 Bankwerkdagen na het verlies van de vereiste rating door de eerste financiële instelling, ELIA een nieuwe waarborg voorleggen van een andere financiële instelling die beantwoordt aan de voorwaarden vermeld in dit artikel.

Wanneer Elia een beroep doet op de waarborg, zal [ARP] ELIA, binnen een termijn van vijftien (15) Bankwerkdagen nadat Elia de waarborg heeft opgevraagd het bewijs leveren dat de financiële instelling die de waarborg heeft afgeleverd het bedrag van de bankwaarborg heeft bijgesteld tot op het gewenste niveau of zal [ARP] een nieuwe waarborg voorleggen die voldoet aan de voorwaarden vermeld in dit artikel.

17.1.3 *Teruggave van de bankwaarborg*

Op het einde van het Contract, of voor welke reden dan ook, zal ELIA de waarborg terugbezorgen aan [ARP] op voorwaarde dat [ARP] aan al haar verplichtingen heeft voldaan die voortkomen uit dit Contract en de beëindiging ervan.

18 **Meetgegevens**

ELIA zal de geaggregeerde en gevalideerde meetgegevens van de Toegangspunten van [ARP] ter beschikking stellen van [ARP] ten laatste op de 10^{de} van de maand volgend op de maand waarin de gegevens verzameld werden. In het geval van Blokleveringen of Gedeelde injectie zal alleen het gedeelte dat is toegekend aan de Evenwichtsperimeter van [ARP] ter beschikking gesteld worden van [ARP].

Daarnaast zal ELIA de geaggregeerde en niet-gevalideerde meetgegevens van de Toegangspunten van [ARP] op dagbasis ter beschikking stellen van [ARP] behalve indien dit niet mogelijk is voor ELIA omwille van technische redenen..

ELIA is niet verantwoordelijk voor de geldigheid van de niet-gevalideerde meetgegevens en zal in geen enkel geval aansprakelijkheid aanvaarden met betrekking tot mogelijke schade veroorzaakt door niet-gevalideerde meetgegevens.

De meetgegevens met betrekking tot injectie en/of afnamepunten aangesloten op een distributienet anders dan het ELIA-net worden meteen aan [ARP] aangeleverd door de betreffende distributienetbeheerder overeenkomstig de Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie.

19 **Pooling-overeenkomst**

Zonder afbreuk te doen aan de respectieve verantwoordelijkheden kan [ARP], samen met één of meerdere andere Toegangsverantwoordelijken die een afdwingbaar contract van Toegangsverantwoordelijke zijn aangegaan met ELIA, zijn Onevenwicht in een pool samenbrengen met de Onevenwichten van de hierboven genoemde andere Toegangsverantwoordelijke(n). Een dergelijke overeenkomst wordt verder een "Pooling-overeenkomst" genoemd.

De Pooling-overeenkomst moet beantwoorden aan de vereisten die bepaald worden in **Bijlage 7** ("Pooling-overeenkomst") van dit Contract.

[ARP] kan ofwel:

- toetreden tot één (1) pooling-overeenkomst waarbij hij een andere Toegangsverantwoordelijke aanwijst waaraan hun globaal Onevenwicht moet gefactureerd worden; of
- toetreden tot (een) pooling-overeenkomst(en) waarin hij wordt aangeduid door (een) andere Toegangsverantwoordelijke(n) en waarbij hij hun globaal Onevenwicht zal gefactureerd worden.

Als er meer dan één Pooling-overeenkomst bestaat waarin aan [ARP] het globale Onevenwicht gefactureerd wordt voor elke pooling-overeenkomst, zullen al deze globale Onevenwichten verder geglobaliseerd en bepaald worden op basis van de gesynchroniseerde Onevenwichten van alle voornoemde Pooling-overeenkomsten.

De Pooling-overeenkomst moet gezamenlijk door de pooling-partijen aan ELIA worden kenbaar gemaakt en moet door elk van hen geldig ondertekend worden. Deze gezamenlijke kennisgeving zal voor ELIA aanduiden aan welk van de pooling-partijen het globale Onevenwicht, dat het resultaat is van de pooling, door ELIA moet gefactureerd worden.

Als de Toegangsverantwoordelijke die op grond van een Pooling-overeenkomst door andere Toegangsverantwoordelijken is aangeduid om hun geglobaliseerde Onevenwichten te betalen, voor om het even welke reden niet voldoet aan zijn betalingsverplichting ten overstaan van ELIA overeenkomstig de Pooling-overeenkomst en de modaliteiten van dit Contract, zal ELIA de geldigheid van de genoemde Pooling-overeenkomst voor wat ELIA betreft opschorten zolang niet voldaan is aan de betalingsverplichting. ELIA zal dan de afzonderlijke facturen versturen naar de respectieve Toegangsverantwoordelijken alsof er geen Pooling-overeenkomst is. Deze facturen zullen retro-ageren op de vervaldatum van de factu(u)r(en) voor het geglobaliseerde Onevenwicht en nalatighedsintresten zullen worden toegepast overeenkomstig de bepalingen van de Wet van 2 augustus 2002.

De Pooling-overeenkomst creëert geen bijzondere verplichtingen voor ELIA uitgezonderd voor datgene wat hierin expliciet vermeld wordt.

20 Aansprakelijkheid

De Partijen in dit Contract zijn ten opzichte van elkaar aansprakelijk voor elke schade die het directe gevolg is van een contractuele inbreuk en/of fout (door schuld). De Partij die de inbreuk en/of de fout heeft begaan, zal de andere Partij vrijwaren en schadeloosstellen voor elke directe schade, met inbegrip van de claims door derde partijen ten overstaan van dergelijke directe schade. Behoudens in geval van bedrog of opzettelijke fout zullen Partijen onder geen enkele omstandigheid ten overstaan van elkaar aansprakelijk zijn of de andere Partij schadeloosstellen of vrijwaren, met inbegrip van claims door derde partijen, voor onrechtstreekse schade of gevolgschade met inbegrip van en niet beperkt tot winstderving, verlies van inkomsten, gebruiksverlies, verlies van contracten of verlies van goodwill.

21 Diverse bepalingen

21.1 Wijziging van de algemene voorwaarden van dit Contract

De algemene voorwaarden van dit Contract kunnen door ELIA worden gewijzigd overeenkomstig artikel 152 § 2 en § 3 van het Technisch Reglement Transmissie.

Alle wijzigingen zullen van kracht worden binnen een redelijke termijn die door ELIA zal bepaald worden, rekening houdend met de aard van de geplande wijziging en de voorwaarden die eraan verbonden zijn inzake veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het ELIA-net. De redelijke termijn waarvan hierboven sprake zal nooit korter zijn dan twee weken volgend op de datum waarop ELIA een aangetekende kennisgeving heeft verstuurd waarin [ARP] op de hoogte wordt gebracht van de wijziging.

21.2 Kennisgeving

Kennisgeving moet uitgevoerd worden overeenkomstig Bijlage 6.

[ARP] zal ELIA de informatie, gevraagd in Bijlage 6, bezorgen vóór of bij ondertekening van het Contract.

De Partijen zullen alles in het werk stellen zodat de contactpersonen vermeld onder "Operatie" in de genoemde Bijlage 6 ten allen tijde en permanent per telefoon of op een andere manier gecontacteerd kunnen worden. Hun contactgegevens worden vermeld in Bijlage 6.

Elke wijziging in de contactgegevens met betrekking tot Bijlage 6 moet, ten minste zeven (7) dagen vooraleer de wijziging in voege treedt, aan de andere partij kenbaar gemaakt worden. Wijzigingen aan Bijlage 6 van dit Contract mogen door [ARP] op ieder ogenblik voor zijn eigen gegevens worden doorgevoerd en zullen bindend zijn voor ELIA van zodra ELIA hiervan op de hoogte gebracht is en ELIA deze bevestigd heeft. Wijzigingen aan Bijlage 6 van dit Contract mogen door ELIA op ieder ogenblik voor zijn eigen gegevens worden doorgevoerd en zullen bindend zijn voor [ARP] na kennisgeving aan [ARP] via aangetekend schrijven.

21.3 Informatie en opname

Vermits de meeste informatie die, in het kader van dit Contract, tussen de partijen wordt uitgewisseld, met inbegrip van de Nominaties die door [ARP] aan ELIA worden bezorgd, op de een of andere manier, een invloed kan hebben op ELIA's beheer van het ELIA-net, is het van essentieel belang voor ELIA, inclusief voor de veiligheid van het ELIA-net, dat de informatie die door [ARP] aan ELIA wordt verstrekt, heel zorgvuldig door [ARP] wordt geverifieerd voordat ze aan ELIA wordt overgemaakt.

In deze context, en om de uitwisseling van mondelinge informatie tussen de partijen en/of tussen hun vertegenwoordigers, inclusief de werknemers, extra te beveiligen, aanvaarden beide Partijen hierbij dat de mondelinge communicatie, inclusief de telecommunicatie, wordt opgenomen. De Partijen zullen hun vertegenwoordigers en al hun werknemers die in communicatie zouden kunnen staan met de andere Partij, vóór dergelijke communicatie, van deze opnames op de hoogte brengen. De Partijen zullen passende maatregelen treffen om de bedoelde opnames veilig te bewaren en de toegang tot dergelijke opnames uitsluitend te beperken tot de personen die een verantwoorde nood aan de toegang tot de opnames hebben. De bedoelde opnames zullen niet worden gebruikt bij eender welke claim tegen eender welke natuurlijke persoon.

21.4 Niet-overdraagbaarheid van rechten

De Partijen komen overeen onder geen beding de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit dit Contract geheel of gedeeltelijk over te dragen (met inbegrip van overdrachten door fusies, splitsingen of overdracht of inbreng van een algemeenheid of een bedrijfstak (al dan niet krachtens de automatische overdrachtsregels) aan een derde, zonder de voorafgaande, uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de andere Partij die deze toestemming niet op onredelijke wijze zal weerhouden of uitstellen, inzonderheid wat betreft een mogelijke fusie of splitsing van vennootschappen.

Het contract, met de eruit voortvloeiende rechten en plichten, kan niettemin vrij worden overgedragen aan vennootschappen die als verbonden onderneming van een Partij worden beschouwd in de zin van artikel 11 van het Belgische Wetboek van Vennootschappen, op voorwaarde evenwel dat de overnemer zich ertoe verbindt deze rechten en plichten terug aan de overdrager over te dragen (en de overdrager er zich toe verbindt deze overdracht te aanvaarden), van zodra de verbondenheid tussen de overdrager en de overnemer ophoudt te bestaan.

21.5 Voorrang op alle vorige Overeenkomsten

Beide partijen bevestigen dat dit Contract eender welke en alle vorige of lopende overeenkomsten van Toegangsverantwoordelijke tussen de Partijen die naar hetzelfde onderwerp verwijzen, vernietigt en vervangt. Als de partijen, op het ogenblik van de ondertekening van dit Contract, al gebonden zijn door een lopend contract van Toegangsverantwoordelijke voor het lopende jaar, vernietigt, beëindigt en vervangt dit Contract het bedoelde lopende contract.

21.6 Geen afstand

Het feit dat één van beide Partijen op eender welk ogenblik nalaat de strikte uitvoering door de andere Partij te eisen van eender welke bepalingen, akkoorden of voorwaarden gestipuleerd in dit Contract, mag niet worden geïnterpreteerd als een blijvende afstand of een aanhoudend prijsgeven ervan, en iedere Partij mag op eender welk ogenblik de strikte en volledige uitvoering door de andere Partij eisen van eender welke of alle bedoelde bepalingen, akkoorden en voorwaarden.

21.7 Nietigheid van een clausule

De ongeldigheid of nietigheid van één of meerdere bepaling(en) van dit Contract zal geen invloed hebben op de geldigheid van de overige bepalingen ervan. Eender welke bepaling die uit hoofde van eender welke toepasselijke wet nietig en ongeldig is, zal als er uit weggelaten beschouwd worden, maar dergelijke weglating zal geen invloed hebben op de overige bepalingen ervan, die volledig van kracht zullen blijven.

21.8 Licenties

[ARP] zal op ieder ogenblik tijdens de looptijd van dit Contract beschikken over alle overheidsvergunningen, licenties en/of goedkeuringen noodzakelijk voor de uitvoering van de rechten of plichten die in dit Contract voor of namens [ARP] zijn vastgelegd. Als op eender welk gegeven ogenblik tijdens dit Contract een dergelijke vergunning, licentie en/of goedkeuring wordt opgeschort en/of ingetrokken, mag ELIA dit Contract onmiddellijk beëindigen.

21.9 Toepasselijk recht

Dit Contract wordt beheerst en geïnterpreteerd overeenkomstig de Belgische wetgeving.

Opgemaakt in tweevoud te Brussel, elke partij erkent een originele kopie ontvangen te hebben.

«ARP_Name», vertegenwoordigd door:

«ARPresp1»

«ARPresp2»

Datum: Datum:

ELIA SYSTEM OPERATOR NV, vertegenwoordigd door:

«ELIASign1»

«ELIASign2»

Datum: Datum:

Bijlage 1 Toegangsrechten voor Import en Export op de Zuidgrens

1A: Toegangsrechten voor Import op de Zuidgrens

[ARP] heeft een toegangsrecht voor Import op de Zuidgrens wanneer hij capaciteit heeft toegewezen gekregen voor Import van de Franse regelzone naar de Belgische regelzone. [ARP] kan een aanvraag indienen voor maandelijkse of dagelijkse toegangsrechten overeenkomstig de procedures en de regels die hieronder vermeld worden.

De toekenning van capaciteit overeenkomstig deze Bijlage houdt geen verband met energietransport op zich, het is de verantwoordelijkheid van [ARP] aan wie de capaciteit werd toegekend om de nodige stappen te ondernemen om de transporten te laten uitvoeren en in dat verband rekening te houden met, bijvoorbeeld, de mogelijk verschillende prioriteitenregels aan de verschillende grenzen.

Onderhavige Bijlage maakt integraal deel uit van het contract van Toegangsverantwoordelijke.

1. Bepalingen en voorwaarden

1.1. Voorafgaande voorwaarden

Teneinde het recht te bekomen **maandelijkse en dagelijkse toegangsrechten** op de Zuidgrens te vragen moet [ARP] de gepaste Import/Export-overeenkomsten afgesloten hebben met Réseau de Transport d'Electricité, een onafhankelijke afdeling van Electricité de France, een openbare onderneming onder Frans recht, met maatschappelijke zetel te Parijs (hierna genaamd "RTE"). De gepaste overeenkomsten zijn meer bepaald:

"Accord de participation aux règles d'accès au réseau public de transport français pour des importations et des exportations", en

"Contrat d'utilisation de l'interconnexion France – Belgique".

1.2. Verkrijgen van toegangsrechten

Maandelijkse toegangsrechten worden verkregen door capaciteitsaanvragen op de Zuidgrens in te dienen met elk een maximum van 25 MW voor een periode van één (1) kalendermaand. Een Toegangsverantwoordelijke kan een aanvraag indienen voor maximum 4 (vier) capaciteitsonderschrijvingen van elk maximum 25 MW.

De dagelijkse toegangsrechten voor Import op de Zuidgrens (overdracht van capaciteit aan de Franse en de Belgische zijde van de Zuidgrens) kan door [ARP] verkregen worden via een dagelijkse toewijzingsprocedure van RTE. Deze procedure wordt uitgelegd op de website van RTE op het volgende adres: "www.rte-france.com". Praktische informatie met betrekking tot de dagelijkse toewijzing en de contractuele bepalingen wordt weergegeven in de "Modaliteiten voor Toegang tot de Frans-Belgische interconnectie". Dit kan worden geraadpleegd op de website van ELIA, op het webadres: "www.elia.be".

1.3. Duur

De **maandelijkse toegangsrechten** voor Import op de Zuidgrens die verkregen kunnen worden door de toewijzingsprocedure beschreven in onderstaand punt 2.1 zijn geldig voor één kalendermaand, te rekenen vanaf de eerste dag van de maand, 00:00 uur tot de laatste dag van de maand, 24:00 uur, met een mogelijke uitzondering voor periodes waarin een lagere capaciteit is voorzien.

De **dagelijkse toegangsrechten** voor Import op de Zuidgrens die verkregen kunnen worden via de toewijzingsprocedure beschreven in onderstaand punt 2.2, zijn geldig voor één kalenderdag, van 00:00 uur tot 24:00 uur.

De maandelijkse of dagelijkse toegangsrechten kunnen niet stilzwijgend hernieuwd worden.

1.4. Prijs

Er zal geen specifieke toegangsvergoeding aangerekend worden aan [ARP] voor het gebruik van het ELIA-net.

Een vaste congestievergoeding van 500 EURO per "toegewezen" MW maandelijkse overdrachtscapaciteit voor Import op de Zuidgrens en per kalendermaand zal aangerekend worden aan [ARP]. Daarnaast wordt een proportionele congestiebijdrage van:

0,5 EURO/MWh tijdens de piekuren (7u – 22u) en

0 EURO/MWh tijdens de daluren (overige uren)

door ELIA aan [ARP] aangerekend op basis van de Nominaties betreffende de maandelijkse en dagelijkse Toegangsrechten.

BTW en andere mogelijke taksen en heffingen zijn niet inbegrepen en zijn ten laste van [ARP].

1.5. Vastheid

Capaciteit voor **maandelijkse toegangsrechten** wordt vast aangeboden, uitgezonderd voor verminderingen – ongeacht of dit volledige of gedeeltelijke capaciteitsverminderingen zijn – waarvan de totale duur nooit langer mag zijn dan maximaal één dag in de periode van de betreffende kalendermaand.

In geval van capaciteitsverminderingen, zal de prijs pro rata worden vermindert.

Volledige of gedeeltelijke verminderingen ten gevolge van omstandigheden van overmacht, komen niet in aanmerking voor de verminderingen die in rekening gebracht worden.

1.6. Overdracht van toegangsrechten voor Import

Toegangsrechten voor Import mogen door [ARP] niet overgedragen worden, energie-uitwisselingen tussen ARP is mogelijk via Interne energieoverdrachten beschreven in Artikelen 12.2.4 en 12.2.5 van het contract van Toegangsverantwoordelijke.

2. Procedures

2.1 Procedure voor de toewijzing van maandelijkse overdrachtscapaciteit voor Import op de Zuidgrens van de ELIA-regelzone.

2.1.1. Algemeen

Capaciteitsaanvra(a)g(en) voor een kalendermaand M moeten aangevraagd en ingebracht worden via het toewijzingssysteem op de volgende URL:

<http://edi.elia.be/asbpublic>

Toegang tot dit systeem is alleen mogelijk mits een geldige gebruikersidentificatie (UserID) en een paswoord dat ELIA op eenvoudige vraag zal bezorgen. Voor meer informatie over het ELIA-toewijzingssysteem en de toegang tot dit systeem contacteert u de Commerciële dienst (tel. : +32.2.382.21.66 / e-mail: commercial.dpt@elia.be).

Capaciteitsaanvra(a)g(en) voor een gegeven kalendermaand M kan (kunnen) ingebracht worden wanneer de toewijzingsprocedure voor deze kalendermaand gestart is. Deze procedure wordt gestart tussen de eerste en de derde werkdag van de maand M-1. ELIA zal [ARP] per e-mail op de hoogte brengen van de start van deze procedure.

2.1.2. Procedure

De eerste keer dat [ARP] een aanvraag wenst in te dienen, kan [ARP] haar aanvra(a)g(en) aanmaken voor kalendermaand M.

De aanvra(a)g(en) kan (kunnen) de volgende status hebben:

Aangemaakt (created): de aanvraag werd aangemaakt maar werd nog niet geregistreerd of afgewezen door [ARP]

Geregistreerd (registered): de aangemaakte aanvraag is door [ARP] aanvaard

Afgewezen (declined): de aangemaakte aanvraag is door [ARP] niet aanvaard.

Na registratie van de aanvraag heeft [ARP] de mogelijkheid om de waarde van de aangevraagde capaciteit (maximum 25 MW per rang!) te **Wijzigen** of de eerder aanvaarde aanvraag **Af te wijzen** tot de 19^{de} om 24:00 uur van de kalendermaand M-1. Op dat moment wordt het onderschrijvingsproces van de capaciteitsaanvragen afgesloten.

Opgelet: eens [ARP] een aanvraag afgewezen heeft, is geen aanpassing meer mogelijk en is de rangordepositie verloren! Wanneer een aangemaakte aanvraag in bijv. rang 4 wordt geweigerd, zullen alle onderliggende rangordes automatisch afgewezen worden! Overeenkomstig de rangordeningsmethode die hieronder beschreven wordt, zal [ARP] eerst de aanvraag van rang 4 aanvaarden, vervolgens van rang 3, van rang 2 en van rang 1.

2.1.3. Rangschikking

Alle ingediende capaciteitsaanvragen worden door ELIA gerangschikt overeenkomstig de hieronder vermelde procedure.

De capaciteitsaanvragen ingediend door [ARP] zullen een waarde krijgen: de eerste krijgt een waarde 4, de tweede een waarde 3, de derde een waarde 2, de vierde een waarde 1. ELIA zal vier (4) rangschikkingen opmaken met de overeenkomstige waarden 4, 3, 2 en 1. Alle ingediende capaciteitsaanvragen van alle Toegangsverantwoordelijken worden gerangschikt in de rangschikking met overeenstemmende waarde. Binnen elke rangschikking worden de aanvragen in dalende orde gerangschikt overeenkomstig de ontvangstdatum van de eerste initiële aanvraag (eerst ontvangen = eerst gerangschikt).

De capaciteit die ELIA beschikbaar stelt voor deze aanvragen wordt toegewezen beginnende vanaf de eerste plaats in de rangschikking, waarbij wordt gestart met de rangschikking met de hoogste waarde (4), en vervolgens in dalende zin tot een aanvraag niet (volledig) ingewilligd kan worden.

Om de positie in de rangschikking te behouden, moet de capaciteitsvraag ingediend overeenkomstig de hierboven vermelde procedure, voor elke nieuwe kalendermaand bevestigd worden via het toewijzingssysteem. De rangschikkingen die gebruikt worden om de capaciteit voor een bepaalde kalendermaand toe te wijzen worden als vertrekpunt gebruikt voor de volgende kalendermaand. Aan deze lijst zullen alle nieuwe aanvragen toegevoegd worden.

De Toegangsverantwoordelijken, die hun toegewezen capaciteit van maximum 25 MW op de Zuidgrens voor gemiddeld minder dan 65 % (gebruik) gebruiken gedurende de laatste drie (3) kalendermaanden waarvoor een capaciteitstoe wijzing geassocieerd met een rangschikkingswaarde werd bekomen, zullen deze geassocieerde rangschikkingswaarde verliezen (volgens het principe "use it or lose it").

De formule die wordt gebruikt om deze benuttigingsfactor te bepalen is:

$$\text{gebruiksfactor (\%)} = \sum_h \text{nom}MW_h / (\text{all}MW_M * H_M)$$

waarbij:

h = het aantal uren in de drie betreffende maanden

$\text{nom}MW_h$ = de genomineerde vermogenswaarde per uur (eenheid MW)

$\text{all}MW_M$ = de toegewezen capaciteit voor de betreffende maanden (eenheid MW; max. 25 MW)

H_M = het totale aantal uren voor de betreffende maanden

In het geval dat toegewezen capaciteit door [ARP] gedurende een bepaalde periode niet kan gebruikt worden omwille van een beperking opgelegd door ELIA en/of RTE, zal deze periode worden uitgesloten voor de berekening van de benuttigingsfactor.

2.1.4. Resultaten

Ten laatste op de 26^{ste} dag van kalendermaand M-1 zal [ARP] op de website voor de toewijzing de officiële resultaten van het toewijzingsproces voor kalendermaand M kunnen bekijken.

De aanvra(a)g(en) kan (kunnen) de volgende status hebben:

Toegewezen (Allocated): ELIA is in staat de aanvragen voor de kalendermaand M te aanvaarden

Niet toegewezen (Not allocated): er is onvoldoende capaciteit, ELIA is niet in staat om de geregistreerde aanvra(a)g(en) toe te staan

Afgewezen (Declined):

- ELIA heeft de geregistreerde aanvraag afgewezen omwille van specifieke contractuele redenen en [ARP] zal zijn rangorde in de betreffende rangschikking vanaf kalendermaand M verliezen.
- [ARP] heeft de aangemaakte aanvraag afgewezen en zal zijn rangorde verliezen vanaf kalendermaand M.
- als [ARP] geen Registratie of Afwijzing heeft gedaan, zal (zullen) haar aangemaakte aanvra(a)g(en) automatisch de status Afgewezen krijgen na afsluiting op de 20^{ste} dag van de maand M-1 en zal [ARP] zijn rangorde in de betreffende rangschikking verliezen vanaf kalendermaand M.

Niet verbruikt (Not consumed): de benuttigingsfactor is te laag en [ARP] zal haar rangorde in de betreffende rangschikking verliezen voor de kalendermaand M.

De officiële resultaten van het toewijzingsproces voor kalendermaand M zullen eveneens ten laatste op de 26^{ste} dag van kalendermaand M-1 naar [ARP] gefaxt worden. Als de aangevraagde capaciteit door [ARP] bekomen wordt, zal [ARP] een fax ontvangen met een status "Toegewezen". In dat geval en op dat moment is de capaciteitsaanvraag effectief en is het maandelijkse toegangsrecht voor de betreffende kalendermaand M verworven. Als de aangevraagde capaciteit niet door [ARP] verkregen wordt, zal [ARP] een fax ontvangen met de status "Niet toegewezen". In dit laatste geval is de aangevraagde capaciteit niet effectief en is het maandelijkse toegangsrecht niet verworven voor de betreffende kalendermaand M.

Op de 26^{ste} dag van de maand M-1 om 00:00 uur zullen de toegewezen capaciteitsaanvragen de status **Toewijzing effectief (Allocation effective)** krijgen. Op dat moment zijn de Nominaties voor deze toewijzing mogelijk.

2.2 *Procedure voor de toewijzing van dagelijkse overdrachtscapaciteit voor Import op de Zuidgrens van de ELIA-regelzone.*

Dagelijkse Toegangsrechten voor Import op de Zuidgrens kunnen door [ARP] bekomen worden via de dagelijkse toewijzingsprocedure van RTE. Deze procedure wordt uitgelegd op de website van RTE op het volgende adres: "www.rte-france.com". Praktische informatie met betrekking tot de dagelijkse toewijzingen de contractuele bepalingen worden weergegeven in de "Modaliteiten voor Toegang tot de Frans-Belgische interconnectie". Zij kunnen worden geraadpleegd op de website van ELIA, op het webadres: "www.elia.be".

3. De Nominaties

De dagelijkse Nominaties voor de onderschreven capaciteit moeten ingediend worden overeenkomstig de procedure beschreven in Bijlage 5 van dit Contract. Capaciteit die niet door [ARP] werd genomineerd overeenkomstig Bijlage 5 van het Contract van Toegangsverantwoordelijke zal worden vrijgegeven zonder compensatie aan [ARP] (use it or lose it).

De mogelijkheid om elke dagelijkse Nominatie op de Zuidgrens uit te voeren wordt tijdens de planning één dag vooraf in onderling overleg tussen ELIA en RTE geëvalueerd.

Ingeval van problemen inzake netveiligheid of netbeperkingen, zijn de regels die door ELIA worden toegepast voor de dagelijkse aanvaarding / verwerping van een Nominatie voor overdrachtstransacties gebaseerd op de volgende criteria:

- Nominaties voor lange termijn onderschrijvingen hebben voorrang op Nominaties voor maandelijkse onderschrijvingen; en
- Nominaties voor maandelijkse onderschrijvingen hebben voorrang op Nominaties voor dagelijkse onderschrijvingen.

Elk type wordt vervolgens gerangschikt op basis van de volgende criteria in dalende orde van prioriteit:

1. eerst wordt prioriteit gegeven aan Nominaties met de hoogste benuttigingsfactor op dagbasis, vervolgens
2. wordt prioriteit gegeven aan de Nominaties met het hoogste aantal uren met niet-nulvermogen, tenslotte
3. wordt prioriteit gegeven aan de vroegst ontvangen Nominaties.

De benuttigingsfactor op dagbasis wordt als volgt bepaald:

$$\sum_h \text{nom}MW_h / (\text{all}MW_M * H_M)$$

waarbij:

- h = het aantal uren per dag
 $\text{nom}MW_h$ = de genomineerde vermogenswaarde per uur (eenheid MW)
 $\text{all}MW_M$ = de toegewezen capaciteit voor de betreffende dag (eenheid MW; max. 25 MW)
 H_M = het totaal aantal uren van de betreffende dag (23, 24 of 25).

1B: Toegangsrechten voor Export op de Zuidgrens

[ARP] heeft een toegangsrecht voor Export op de Zuidgrens indien hij capaciteit heeft toegewezen gekregen voor Export van de Belgische regelzone naar de Franse regelzone. [ARP] kan een aanvraag indienen voor maandelijkse toegangsrechten overeenkomstig de procedures en de regels die hieronder vermeld worden.

De toekenning van capaciteit overeenkomstig onderhavige Bijlage houdt geen verband met energietransport op zich, het is de verantwoordelijkheid van [ARP] aan wie de capaciteit werd toegekend om de nodige stappen te ondernemen om de transporten te laten uitvoeren en in dat verband rekening te houden met, bijvoorbeeld, de mogelijk verschillende prioriteitenregels aan de verschillende grenzen. In het bijzonder onderneemt ELIA niets om een gelijkaardige capaciteit beschikbaar te stellen aan de Franse zijde van de Zuidgrens. [ARP] erkent dergelijke beperking expliciet en aanvaardt de volledige verantwoordelijkheid voor het verwerven van de toepasselijke rechten.

Onderhavige Bijlage maakt integraal deel uit van het contract van Toegangsverantwoordelijke.

1. Bepalingen of voorwaarden

1.1. Verwerving van toegangsrechten

Toegangsrechten voor Export op de Zuidgrens zijn onderworpen aan de hieronder beschreven toewijzingsprocedure. Deze toegangsrechten voor Export op de Zuidgrens bepalen inter alia de overdrachtscapaciteit aan de Belgische zijde van de Zuidgrens. Ze geven niet het recht om capaciteit over te dragen naar de Franse zijde van de Zuidgrens.

Voor toegang buiten de controlezone van ELIA (bijv. voor export of transit) kan een capaciteitsaanvraag op de Zuidgrens met een maximum van 100 MW door [ARP] voor periodes van één (1) kalendermaand aangevraagd worden. Een Toegangsverantwoordelijke kan maximum 4 (vier) capaciteitsaanvragen van elk maximum 100 MW indienen.

1.2. Duur

De toegangsrechten voor Export op de Zuidgrens die verkregen kunnen worden via de toewijzingsprocedure, die hierna beschreven wordt, zijn geldig voor één kalendermaand, te rekenen vanaf de eerste dag van de maand, 00:00 uur tot de laatste dag van de maand, 24:00 uur, met een mogelijke uitzondering voor periodes waarin een lagere capaciteit is voorzien.

De maandelijkse toegangsrechten kunnen niet stilzwijgend worden hernieuwd.

1.3. Prijs

Er zal geen specifieke toegangsvergoeding aangerekend worden aan [ARP] voor het gebruik van het ELIA-net.

Er wordt geen congestievergoeding per onderschreven MW overdrachtscapaciteit voor Export op de Zuidgrens per kalendermaand aangerekend aan [ARP].

Er zal geen congestievergoeding met betrekking tot de geëxporteerde energie (MWh) op de Zuidgrens worden aangerekend aan [ARP].

1.4. Overdracht van toegangsrechten voor Export

Toegangsrechten voor Export mogen door [ARP] niet overgedragen worden, energie-uitwisselingen tussen ARP's is mogelijk via Interne energieoverdrachten beschreven in Artikelen 12.2.4 en 12.2.5 van het Contract Toegangsverantwoordelijkheid.

2. Procedures

2.1 Procedure voor de toewijzing van overdrachtscapaciteit voor Export op de Zuidgrens van de ELIA-regelzone.

2.1.1 Algemeen

Capaciteitsaanvra(a)g(en) voor maand M moet(en) ingebracht worden via het toewijzingssysteem op de volgende URL:

<http://edi.elia.be/asbpublic>

Toegang tot dit systeem is alleen mogelijk mits een geldige gebruikersidentificatie (UserID) en een wachtwoord dat ELIA op eenvoudige vraag zal bezorgen. Voor meer informatie over het ELIA-toewijzingssysteem en de toegang tot dit systeem contacteert u de Commerciële dienst (tel.: +32.2.382.21.66 / e-mail: commercial.dpt@elia.be).

Capaciteitsaanvra(a)g(en) voor een gegeven kalendermaand M kan (kunnen) ingebracht worden wanneer de toewijzingsprocedure voor deze kalendermaand gestart is. Deze procedure wordt gestart tussen de eerste en de derde werkdag van de maand M-1. ELIA zal [ARP] per e-mail op de hoogte brengen van de start van deze procedure.

2.1.2 Procedure

De eerste keer dat [ARP] een aanvraag wenst in te dienen, kan [ARP] haar aanvra(a)g(en) aanmaken voor kalendermaand M.

De aanvra(a)g(en) kan (kunnen) de volgende status hebben:

Aangemaakt (Created): de aanvraag werd aangemaakt maar werd nog niet geregistreerd of afgewezen door [ARP]

Geregistreerd (Registered): de aanvraag is door [ARP] aanvaard

Afgewezen (Declined): de aanvraag is door [ARP] niet aanvaard.

Na registratie van de aanvraag heeft [ARP] de mogelijkheid om de waarde van de aangevraagde capaciteit (maximum 100 MW per rang!) te **Wijzigen** of de eerder aanvaarde aanvraag **Af te wijzen** tot de 19^{de} om 24:00 uur van de kalendermaand M-1. Op dat moment wordt het onderschrijvingsproces van de capaciteitsaanvragen afgesloten.

Opgelet: eens [ARP] een aanvraag afgewezen heeft, is geen aanpassing meer mogelijk en is de rangordepositie verloren! Wanneer een aangemaakte aanvraag in bijv. rang 4 wordt geweigerd, zullen alle onderliggende rangordes automatisch afgewezen worden! Overeenkomstig de rangordeningsmethode die hieronder beschreven wordt, zal [ARP] eerst de aanvraag van rang 4 aanvaarden, vervolgens van rang 3, van rang 2 en van rang 1.

2.1.3 Rangschikking

Alle ingediende capaciteitsaanvragen worden door ELIA gerangschikt overeenkomstig de hieronder vermelde procedure.

De capaciteitsaanvragen ingediend door [ARP] zullen een waarde krijgen: de eerste krijgt een waarde 4, de tweede een waarde 3, de derde een waarde 2, de vierde een waarde 1. ELIA zal vier (4) rangschikkingen opmaken met de overeenkomstige waarden 4, 3, 2 en 1. Alle ingediende capaciteitsaanvragen van alle Toegangsverantwoordelijken worden met de overeenkomstige waarde gerangschikt in de rangschikking. Binnen elke rangschikking worden de aanvragen in dalende orde gerangschikt overeenkomstig de ontvangstdatum van de eerste initiële aanvraag (eerst ontvangen = eerst gerangschikt).

De capaciteit die ELIA beschikbaar stelt voor deze aanvragen wordt toegewezen beginnende vanaf de eerste plaats in de rangschikking, waarbij wordt gestart met de rangschikking met de hoogste waarde (4), en vervolgens in dalende zin tot een aanvraag niet (volledig) ingewilligd kan worden.

Om de positie in de rangschikking te behouden, moet de ingediende capaciteitsvraag overeenkomstig de hierboven vermelde procedure voor elke nieuwe kalendermaand bevestigd worden via het toewijzingssysteem. De rangschikkingen die gebruikt worden om de capaciteit voor een bepaalde kalendermaand toe te wijzen worden als vertrekpunt gebruikt voor de volgende kalendermaand. Aan deze lijst zullen alle nieuwe aanvragen toegevoegd worden.

De Toegangsverantwoordelijken, die hun toegewezen capaciteit van maximum 100 MW op de Zuidgrens voor gemiddeld minder dan 65 % (gebruik) gebruiken gedurende de laatste drie (3) kalendermaanden waarvoor een capaciteitstoewijzing geassocieerd met de rangschikkingswaarde werd bekomen, zullen deze geassocieerde rangschikkingswaarde verliezen (volgens het principe "use it or lose it").

De formule die wordt gebruikt om deze benuttigingsfactor te bepalen is:

$$\text{benuttigingsfactor (\%)} = \sum_h \text{nom}MW_h / (\text{all}MW_M * H_M)$$

waarbij:

h = het aantal uren in de drie betreffende maanden

$\text{nom}MW_h$ = de genomineerde vermogenswaarde per uur (eenheid MW)

$\text{all}MW_M$ = de toegewezen capaciteit voor de betreffende maanden (eenheid MW; max. 100 MW)

H_M = het totale aantal uren voor de betreffende maanden

In het geval dat toegewezen capaciteit door [ARP] gedurende een bepaalde periode niet kan gebruikt worden omwille van een beperking opgelegd door ELIA en/of RTE, zal deze periode worden uitgesloten voor de berekening van de benuttigingsfactor.

2.1.4 Resultaten

Ten laatste op de 26^{ste} dag van kalendermaand M-1 zal [ARP] op de website voor de toewijzing de officiële resultaten van het toewijzingsproces voor kalendermaand M kunnen bekijken.

De aanvra(a)g(en) kan (kunnen) de volgende status hebben:

Toegewezen (Allocated): ELIA is in staat de aanvragen voor de kalendermaand M te aanvaarden

Niet toegewezen (Not allocated): er is onvoldoende capaciteit, ELIA is niet in staat om de geregistreerde aanvra(a)g(en) toe te staan

Afgewezen (Declined):

- ELIA heeft de geregistreerde aanvraag afgewezen omwille van specifieke contractuele redenen en [ARP] zal haar rangorde in de betreffende rangschikking vanaf kalendermaand M verliezen.
- ARP heeft de aangemaakte aanvraag afgewezen en zal haar rangorde verliezen vanaf kalendermaand M.
- als ARP geen Registratie of Afwijzing heeft gedaan, zal (zullen) haar aangemaakte aanvra(a)g(en) automatisch de status Afgewezen krijgen na afsluiting op de 20^{ste} dag van de maand M-1 en zal ARP haar rangorde in de betreffende rangschikking verliezen vanaf kalendermaand M.

Niet verbruikt (Not consumed): de gebruiksfactor is te laag en [ARP] zal haar rangorde in de betreffende rangschikking verliezen voor de kalendermaand M.

De officiële resultaten van het toewijzingsproces voor kalendermaand M zullen eveneens ten laatste op de 26^{ste} dag van kalendermaand M-1 naar [ARP] gefaxt worden. Als de aangevraagde capaciteit door [ARP] bekomen wordt, zal [ARP] een fax ontvangen met een status "Toegewezen". In dat geval en op dat moment is de capaciteitsaanvraag effectief en is het maandelijks toegangsrecht voor de betreffende kalendermaand M verworven. Als de aangevraagde capaciteit niet door [ARP] bekomen wordt, zal [ARP] een fax ontvangen met de status "Niet toegewezen". In dit laatste geval is de aangevraagde capaciteit niet effectief en is het maandelijks toegangsrecht niet verworven voor de betreffende kalendermaand M.

Op de 26^{ste} dag van de maand M-1 om 00:00 uur zullen de toegewezen capaciteitsaanvragen de status **Toewijzing effectief (Allocation effective)** krijgen. Op dat moment zijn de Nominaties voor deze toewijzing mogelijk.

3.2. De Nominaties

De dagelijkse Nominaties voor de onderschreven capaciteit moeten ingediend worden overeenkomstig de procedure beschreven in Bijlage 5 van dit Contract. Capaciteit die niet door [ARP] werd genomineerd overeenkomstig Bijlage 5 van het Contract Toegangsverantwoordelijkheid zal worden vrijgegeven zonder compensatie aan [ARP] (use it or lose it).

De mogelijkheid om elke Nominatie op de Zuidgrens uit te voeren wordt tijdens de planning day-ahead door ELIA geëvalueerd.

Ingeval van problemen inzake netveiligheid of netbeperkingen, zijn de regels die door ELIA worden toegepast voor de dagelijkse aanvaarding / verwerping van een Nominatie voor overdrachtstransacties gebaseerd op de volgende criteria:

Nominaties voor lange termijn onderschrijvingen hebben voorrang op Nominaties voor maandelijkse onderschrijvingen.

Elk type wordt vervolgens gerangschikt op basis van de volgende criteria in dalende orde van prioriteit:

1. eerst wordt prioriteit gegeven aan Nominaties met de hoogste gebruiksfactor op dagbasis, vervolgens
2. wordt prioriteit gegeven aan de Nominaties met het hoogste aantal uren met niet-nulvermogen, tenslotte
3. wordt prioriteit gegeven aan de vroegst ontvangen Nominaties.

De benuttigingsfactor op dagbasis wordt als volgt bepaald:

$$\sum_h \frac{\text{nom}MW_h}{(\text{all}MW_M * H_M)}$$

waarbij:

h = het aantal uren per dag

$\text{nom}MW_h$ = de genomineerde vermogenswaarde per uur (eenheid MW)

$\text{all}MW_M$ = de toegewezen capaciteit voor de betreffende dag (eenheid MW; max. 100 MW)

H_M = het totaal aantal uren van de betreffende dag (23, 24 of 25).

Bijlage 2 Toegangsrechten op de Noordgrens

Toegangsrechten aan de Noordgrens kunnen worden verkregen door [ARP] via de gezamenlijke veilingprocedure voor grensoverschrijdende elektriciteitsoverdrachtscapaciteit toegepast door het Veilingskantoor, gevestigd in Nederland, Utrechtsesteenweg 310, 6812 AR Arnhem, in naam van TenneT en ELIA voor de Nederlandse/Belgische Interconnector. De voorwaarden van deze veiling worden bepaald in de "Reglementen voor de veiling van grensoverschrijdende elektriciteitsoverdrachtscapaciteit op de zeer-hogespanningslijnen België-Nederland en Duitsland-Nederland" die op schriftelijk verzoek kunnen worden verkregen bij het Veilingkantoor.

Voor Export uit de ELIA-regelzone en Import in de ELIA-regelzone, zal geen vergoeding worden aangerekend aan [ARP]. (Kan nog het voorwerp zijn van wijzigingen overeenkomstig beslissingen die in dit verband nog genomen moeten worden in het kader van grensoverschrijdende uitwisselingen).

Bijlage 3 Onevenwicht

Het Onevenwicht per kwartier van [ARP] is het verschil per kwartier tussen de totale Injectie in het ELIA-net behorende tot de Evenwichtsperimeter van [ARP] en de totale Afname van het ELIA-net behorende tot de Evenwichtsperimeter van [ARP]¹.

De Totale Injectie behorende tot de Evenwichtsperimeter van [ARP] voor een bepaald kwartier is de som van:

- alle door [ARP] genomineerde en uitgevoerde Importen voor dit kwartier, en
- alle effectieve injecties aan de Injectiepunten toegewezen aan [ARP], inter alia in het kader van de coördinatie van de productie-eenheden voor dit kwartier, rekening houdende met alle relevante Gedeelde Injecties, en
- alle Distributie afname-positie(s) toegewezen aan [ARP] in geval het resultaat ervan een netto-injectie vertegenwoordigt, en
- alle injecties door Interne energieoverdrachten genomineerd door [ARP] ("als aankoper") voor dit kwartier.

De Totale Afname behorende tot de Evenwichtsperimeter van [ARP] voor een bepaald kwartier is de som van:

- alle door [ARP] genomineerde en uitgevoerde Exporten voor dit kwartier, en
- alle effectieve Afnames aan Afnamepunten toegewezen aan [ARP] voor dit kwartier, rekening houdende met alle relevante Blokleveringen, en
- alle Distributie afname-positie(s) toegewezen aan [ARP] in geval het resultaat ervan een netto-afname vertegenwoordigt, en
- alle Afnames door Interne energieoverdrachten genomineerd door [ARP] ("als verkoper") voor dit kwartier, en
- voor de gemeten Afname aan Afnamepunten en voor de Distributie afname-posities wordt (in geval van netto-afname), overeenkomstig artikelen 161 en 162 van het Technisch Reglement Transmissie en, in voorkomend geval, overeenkomstig de toepasselijke regionale wetgeving, een verliespercentage van deze Afname bijkomend toegekend aan de Evenwichtsperimeter van [ARP] Dit percentage wordt gepubliceerd op de website van ELIA en kan indien nodig jaarlijks bijgesteld worden op basis van de gemeten verliezen.

¹ Het Onevenwicht zal worden aangepast voor elke deelname van [ARP] aan ondersteunende diensten.

Bijlage 4 Bankwaarborg

Het bedrag van de vereiste bankwaarborg

Het bedrag van de bankwaarborg is een variabel bedrag berekend op basis van de positie van [ARP]. De positie van [ARP] is, onverminderd de bepalingen betreffende de eerste maand van dit Contract zoals hieronder weergegeven, de hoogste van de dagelijkse Afname gemiddelden toegewezen aan [ARP] berekend op basis van de vorige kalendermaand. De daggemiddelden zijn gebaseerd op de dagelijkse kwartierwaarden van:

- de gemeten Afnames aan Afnamepunten en toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP], en
- alle Distributie Afname-posities, in geval het een netto-Afname betreft, toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP], en
- de Exportnominaties die toegekend worden aan de Evenwichtsperimeter van [ARP], en
- de Nominaties voor Interne energieoverdrachten (verkooptransacties) van [ARP] met andere Toegangsverantwoordelijken en toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP].

Deze positie wordt in de volgende tabel overgenomen, waaruit de vereiste bankwaarborg wordt afgeleid. De bedragen van de variabele bankwaarborg worden berekend door 5 % van de bovengrens van elk blok te nemen over een periode van 31 dagen en vermenigvuldigd met € 50 / MWh.

de positie van ARP (ARP-P)	Waarde variabele bankwaarborg
ARP-P ≤ 50 MW	€ 93.000
50 MW < ARP-P ≤ 100 MW	€ 186.000
100 MW < ARP-P ≤ 200 MW	€ 372.000
200 MW < ARP-P ≤ 300 MW	€ 558.000
300 MW < ARP-P ≤ 450 MW	€ 837.000
ARP-P > 450 MW	€ 1.162.000

Eerste maand van het Contract: instelpunt van de bankwaarborg

De positie van [ARP] voor haar eerste maand van het Contract wordt, in onderling akkoord tussen de Partijen, bepaald op de geraamde hoogste positie van [ARP] voor de komende drie maanden. Deze waarde zal de basis vormen voor het bepalen van de set-point van de waarde van de bankwaarborg. In ieder geval is de minimum waarborg altijd € 93.000.

Bewaking en controle van de bankwaarborg voor elke Toegangsverantwoordelijke

[ARP] zal op eigen initiatief zijn bankwaarborg meteen aanpassen overeenkomstig de hieronder bepaalde regels. ELIA zal tijdig controleren of [ARP] heeft voldaan aan haar verplichtingen.

- Als de Positie van [ARP] gedurende een maand meer dan 2 dagen hoger is dan 20 % boven de positie waarvoor de bankwaarborg bepaald werd, zal [ARP] onmiddellijk, en ten laatste binnen de drie weken na dit voorval haar bankwaarborg verhogen tot aan het gewenste niveau. De Positie van [ARP] kan nooit hoger komen dan 40 % boven de positie waarvoor een bankwaarborg afgeleverd werd.
- Indien bovendien de waarde van de bankwaarborg lager is dan het gemiddelde van de laatste twee facturen toegestuurd naar [ARP], zal [ARP] onmiddellijk, en ten laatste drie weken na het voorval haar bankwaarborg verhogen naar dit gemiddelde.

Indien de positie van [ARP] op zijn minst gedurende één maand lager is dan de door de bankwaarborg gegarandeerde hoogte, kan [ARP] een vermindering van zijn bankwaarborg bekomen overeenkomstig de tabel hierboven. ELIA zal deze vermindering van de bankwaarborg in de voornoemde omstandigheden goedkeuren.

Standaardformulier Bankwaarborg voor [ARP]

Bankgarantie op 1^e verzoek uitgegeven door bank XXX ten voordele van YYY.

Aan : Elia System Operator NV, een vennootschap naar Belgisch recht met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Keizerslaan 20, met ondernemingsnummer 0476.388.378.

Onze betalingsgarantiekenmerken < > (te vermelden in al uw correspondentie)

Onze cliënt (naam en adres van de Belgische opdrachtgever) deelt ons mee dat hij een contract van toegangsverantwoordelijke (referentie en datum van het contract) met u heeft gesloten m.b.t. toegangsverantwoordelijkheden i.v.m. de toegang tot het Elia-net.

Dat contract voorziet ondermeer in de uitgifte van een onherroepelijke bankgarantie betaalbaar op eerste verzoek ten belope van (Euro en bedrag in cijfers) om de betalingsverplichtingen van onze cliënt te verzekeren.

Bijgevolg garanderen wij, bank XXX, u onherroepelijk en onvoorwaardelijk de betaling van een maximumbedrag (munt en bedrag van de garantie in cijfers en letters) op uw eerste verzoek en zonder dat wij de gegrondheid ervan kunnen en zouden betwisten.

Deze garantie is vanaf heden van kracht.

Elk beroep op deze garantie moet, om geldig te zijn :

* Indien de garantie is bestemd voor het buitenland / ten behoeve van de identificatie, dient elk verzoek tot betaling te gebeuren via een bank die bevestigt dat de handtekeningen op uw opvragingsbrief u rechtsgeldig verbinden.

- ons uiterlijk op (vervaldag van de garantie) bereiken, en
- vergezeld zijn van uw schriftelijke verklaring dat (naam van de opdrachtgever) de verplichtingen conform dit ARP-contract niet heeft nagekomen en de betaling(en) niet heeft uitgevoerd, niettegenstaande dat u, als leverancier, de diensten heeft geleverd volgens het contract,
- vergezeld zijn van een kopij van de onbetaalde factu(u)r(en) en van een kopij van uw ingebrekestellingsbrief.

Zonder beroep conform de voormelde voorwaarden of zonder een door ons goedgekeurde garantieverlening wordt deze garantie automatisch nietig en van generlei waarde op de eerste kalenderdag volgend op (vervaldag van de garantie).

Deze garantie is onderworpen aan het Belgisch recht en alleen de Belgische rechtbanken zijn bevoegd om uitspraak te doen over elk geschil m.b.t. deze garantie.

Bijlage 5 Procedure voor Nominaties

1. Procedure voor nominaties

1.1. Nominaties met betrekking tot internationale uitwisselingen op de Noord- en/of Zuidgrens

Nominaties voor Dag D zullen door [ARP] worden voorgelegd aan ELIA:

- vóór 13u00 op Dag D-1 voor toegangsrechten op de Noordgrens overeenkomstig de toegewezen Capaciteit in de Dagveiling en voor de dagelijkse toegangsrechten op de Zuidgrens.
- vóór 8u00 op Dag D-1 voor alle andere toegangsrechten.

Nominaties met betrekking tot internationale uitwisselingen op de Noordgrens moeten voorgelegd worden met een nauwkeurigheid van 0,1 MW. Nominaties met betrekking tot internationale uitwisselingen op de Zuidgrens moeten voorgelegd worden met een nauwkeurigheid van 1 MW. De Nominaties moeten een Actief vermogen-waarde bevatten voor elk uur van de dag voor wat betreft het overeenkomstige toegangsrecht van [ARP].

[ARP] moet haar tegenpartij vermelden op het nominatieformulier (de tegenpartij is de partij die een overeenkomstige Nominatie indient bij de beheerder van het Aangesloten buitenlandse transmissienet, op de Zuidgrens moet deze partij [ARP] zelf zijn).

1.2 Nominaties met betrekking tot Afnamepunten of Injectiepunten

Nominaties voor Dag D met betrekking tot toegangsrechten toegekend overeenkomstig de procedures bepaald in artikel 11.1 door [ARP] moeten bij ELIA ingediend worden vóór 13u00 op Dag D-1.

Nominaties met betrekking tot Afnamepunten moeten per Afnamepunt voorgelegd worden met een nauwkeurigheid van 0,1 MW. Nominaties met betrekking tot Injectiepunten moeten per Injectiepunt en per alternator voorgelegd worden met een nauwkeurigheid van 0,1 MW. De Nominaties moeten een Actief vermogen-waarde bevatten voor elk kwartier van de dag voor wat betreft het overeenkomstige toegangsrecht van [ARP].

1.3 Nominaties met betrekking tot Distributie afname-posities

Nominaties met betrekking tot Afnamepunten of Injectiepunten verbonden met een ander net dan het ELIA-net en behorende tot de evenwichtszone beheerd door ELIA moeten voor 13u00 op Dag D-1 en per distributienet voorgelegd worden met een nauwkeurigheid van 0,1 MW. De Nominaties moeten een Actief vermogen-waarde bevatten voor elk kwartier van de dag voor wat betreft de overeenkomstige toegangsrechten van [ARP].

Als Injectiepunten die verbonden zijn met een ander net dan het ELIA-net impact hebben op het ELIA-net, moeten de Nominaties van deze Injecties per Injectiepunt worden ingediend.

1.4 Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten

Nominaties voor Dag D met betrekking tot Interne energieoverdrachten Day-ahead moeten door [ARP] aan ELIA voorgelegd worden vóór 12u00 ('s middags) op Dag D-1.

Nominaties voor Dag D met betrekking tot Interne energieoverdrachten Intra-day zullen door [ARP] aan ELIA voorgelegd worden vóór 12u00 ('s middags) op Dag D+1 en de onderschrijving kan starten ten laatste op Dag D-1 na 23u00.

Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten moeten ingediend worden met een nauwkeurigheid van 0,1 MW. De Nominaties dienen een Actief vermogen-waarde te bevatten voor elk kwartier van de dag. [ARP] moet haar tegenpartij op het nominatieformulier vermelden (de tegenpartij is de Toegangsverantwoordelijke met wie de energie wordt uitgewisseld). De naam van de tegenpartij op het nominatieformulier moet de ARP-code zijn (de ARP-code van de Toegangsverantwoordelijke is vermeld op de website: "Lijst ARP's").

Elke Nominatie met betrekking tot een Interne energieoverdracht met een andere Toegangsverantwoordelijke moet bevestigd worden door een overeenkomstige Nominatie ingediend door deze andere Toegangsverantwoordelijke. ELIA zal [ARP] via haar E-Nominatiesysteem op Dag D-1 voor Interne energieoverdrachte day-ahead of op Dag D+1 voor Interne energieoverdrachten intra-day op de hoogte brengen of een Nominatie met betrekking tot een Interne energieoverdracht al dan niet bevestigd is door een gelijkaardige Nominatie ingediend door de overeenkomstige andere Toegangsverantwoordelijke.

In het geval beide Nominaties voor een Interne energieoverdracht, voor één of meerdere kwartieren, niet gelijk zijn, heeft [ARP] de mogelijkheid om de betreffende Nominatie te corrigeren tot 13u00 op Dag D-1 voor een Interne energieoverdracht Day-ahead en op Dag D+1 voor een Interne energieoverdracht Intra-day. Als, voor om het even welke reden, [ARP] zich geen toegang kan verschaffen tot het E-Nominatiesysteem van ELIA en, als gevolg hiervan, niet geïnformeerd werd of haar Nominatie al dan niet bevestigd is door een gelijkaardige Nominatie van de overeenkomstige Toegangsverantwoordelijke, moet [ARP] contact opnemen met de Klantendienst van ELIA (zie Bijlage 6 – Contactinformatie – Indiening van Nominaties of op onze website onder "Documentatie").

2. Nominatiesysteem

2.1 Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten, internationale uitwisselingen op de Noord- of Zuidgrens en Afnamepunten en Distributie afname-posities (in het geval van netto afname-posities)

De Nominaties met betrekking tot de Interne energieoverdrachten en internationale uitwisselingen op de Noord- of Zuidgrens, voor Afnamepunten en voor Distributie afname-posities (in het geval van netto afname-posities) moeten worden ingediend via het E-Nominatiesysteem van ELIA op de nominatiewebsite van ELIA.

De toegang tot het E-Nominatiesysteem van ELIA is alleen mogelijk via een geldige gebruikersidentificatie en wachtwoord.

De ARP's nemen alle nodige voorzorgen om misbruik of verkeerd gebruik van de gebruikersidentificatie (user-ID), aangeleverd door ELIA, te voorkomen. In geval van misbruik of verkeerd gebruik van hierboven vermelde gebruikersidentificatie, zal ELIA geen enkele aansprakelijkheid aanvaarden. De ARP zullen ELIA schadeloosstellen voor alle verlies, kosten en schade die optreden als gevolg van het hierboven vermelde misbruik of verkeerde gebruik van de gebruikersID en zullen ELIA vrijwaren tegen claims van derden met betrekking tot het misbruik of het verkeerde gebruik van de gebruikersID.

Voor informatie met betrekking tot het E-Nominatiesysteem van ELIA en de toegang tot dit systeem, gelieve contact op te nemen met de klantendienst van ELIA (zie Bijlage 6 – Contactinformatie – Voorlegging van Nominaties op onze website onder "Documentatie").

De ontvangst van Nominaties door ELIA wordt niet gegarandeerd. [ARP] dient op het E-Nominatiesysteem van ELIA te controleren of de Nominatie die door [ARP] werd ingediend, door ELIA goed ontvangen werd.

2.2. Nominaties met betrekking tot Injectiepunten en Distributie afname-posities (in geval van een netto-injectie)

De Nominaties met betrekking tot Injectiepunten en Distributie afname-posities (in geval van een netto-injectie) moeten voorgelegd worden zoals bepaald in de overeenkomstige overeenkomst betreffende de coördinatie van productie-eenheden (cfr. artikel 198 van het Technisch Reglement Transmissie).

Bijlage 6 Contactinformatie

Tenzij hierin uitdrukkelijk anders vermeld, wordt ervan uitgegaan dat alle kennisgevingen, aanvragen en verzoeken die, volgens dit document en/of het Contract, vereist zijn of mogen worden gedaan, behoorlijk zijn gedaan. Zij kunnen worden verzonden via telefoon, fax, e-mail of via aangetekende luchtpost al dan niet met ontvangstbevestiging, portkosten vooraf betaald, naar volgend faxnummer of adres, dat eventueel voor wijziging vatbaar is:

Voor ELIA:

- **Contractuele aspecten:**

Eerste contactpersoon:

of: back-uppersoon:

«ELIAresp1»
Rodestraat 125 Tel:
1630 Linkebeek – België
E-mail:
Tel: «Télresp1»
Fax: + 32 2 382 21 06
E-mail: «Emailresp1»

«ELIAresp2»
«Télresp2»
«Emailresp2»
«ELIAresp3»
Tel: «Télresp3»
E-mail: «Emailresp3»

- **Back office**

De Radiguez Gilles
Rodestraat 125
1630 Linkebeek – België
Tel: + 32 2 382 24 01
Fax: + 32 2 382 21 06
E-mail: commercial.dpt@elia.be

- **Indiening van Nominaties:**

Contact:
Klantendienst
Tel. : + 32 2 382 21 33
Fax : + 32 2 382 21 07
E-mail: : dngridaccess@elia.be

- **Indiening van Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten, internationale uitwisselingen op de Noord- of Zuidgrens of Afnamepunten**

Alle Nominaties die doorgestuurd worden via het E-Nominatiesysteem moeten ingevoerd worden via de volgende URL:

Voor Business to Customer interface (B2C):

<http://nominations.elia.be>

(Merk op dat indien deze website niet beschikbaar is een doorkoppeling gebeurt naar de fallback-website.)

Voor Business to Business interface (B2B):

<https://nominations.elia.be/NxProXml/b2b/normal> voor de normale modus en
<https://nominations.elia.be/NxProXml/b2b/fallback> voor de fallback-modus

In geval internetverbindingen niet mogelijk zijn, gelieve Remote Access Service te gebruiken:

nummers: +32.2.243.15.00 en +32.2.383.12.00

(Merk op dat de ontvangst van een Nominatie niet gegarandeerd is.)

- Indiening van Nominaties met betrekking tot Injectiepunten:

Zie het contract voor de coördinatie van productie-eenheden zoals bedoeld in artikel 198 van het Technisch Reglement Transmissie.

- On line operatie (Dag D): Nationale dispatching Linkebeek

Tel. : + 32 2 382 23 97 (indien geen antwoord: 22.97)
Fax : + 32 2 382.21.39
E-mail: : dispatching@elia.be

- Facturen:

Christian da Cruz
Rodestraat 125
1630 Linkebeek – België
Tel. : + 32 2 382 22 51
Fax : + 32 2 382 23 54
E-mail : access.settlement@elia.be

Voor [ARP]:

EAN-code: «EANCode»

EIC CODE: «EICCode»

Contractuele aspecten:

specificeer naam, telefoonnummer, faxnummer en e-mailadres

«Contractual_aspects1»

«Contractual_aspects2»

Indiening van Nominaties:

geef de e-mailadressen op waarnaar de notificaties voor [ARP] zullen gestuurd worden (indien mogelijk slechts één generiek e-mailadres of maximum 5 e-mailadressen):

«Emailaddressess_receiving_notifications»

specificeer een telefoonnummer voor contactname:

«Phone_number_for_contacts»

Specificeer een telefoonnummer, een faxnummer en een e-mailadres (**24 uur op 24 bereikbaar en met voldoende kennis met betrekking tot de specificaties en voorwaarden inzake Nominaties**)

«Online_operation»

Facturen:

specificeer naam van de onderneming, adres hoofdkantoor, btw-nummer, contactpersoon (incl. telefoon, faxnummer en e-mailadres).

«Invoices»

Bijlage 7 Pooling-overeenkomst

De "Pooling-overeenkomst" vermeld in Artikel 19 van dit Contract moet aan ELIA kenbaar gemaakt worden op het adres vermeld in Bijlage 6 van dit Contract (ter attentie van de contactpersoon voor contractuele aspecten) en mag om geldig te zijn verplicht alleen onderstaande tekst en informatie, en geen enkele andere tekst of informatie bevatten (behalve dat de ontbrekende informatie vermeld onder *** op geldige wijze door de partijen die de Pooling-overeenkomst aangaan, moet vervangen worden):

Pooling-overeenkomst

*** (A = naam en bijzonderheden (contractreferenties Toegangsverantwoordelijke) van alle Toegangsverantwoordelijken die samen een pool vormen, hierna genaamd de "Pooling-partijen")

**** (B = naam en bijzonderheden van de Toegangsverantwoordelijke die geadresseerde zal zijn voor de facturen van ELIA)

*** (begindatum van de pool)

*** (einddatum van de pool (indien bepaald))

Verklaring van alle Pooling-partijen:

Wij ondergetekende Toegangsverantwoordelijken komen overeen en verklaren aan ELIA de bepalingen van onze respectieve contracten van Toegangsverantwoordelijke te zullen respecteren en, niettegenstaande bovenstaande pool, om al onze verplichtingen vermeld in voornoemde contracten uit te voeren zoals met ELIA overeengekomen.

Ongeacht de bestaande afspraken, contracten, overeenkomsten in om het even welke vorm of omstandigheid die we, de pooling-partijen, samen kunnen hebben, zullen we te allen tijde tijdens de duur van onze respectieve contracten van Toegangsverantwoordelijke de voorrang geven aan onze verplichtingen bepaald in de voornoemde contracten van Toegangsverantwoordelijke.

ELIA is hierbij expliciet gerechtigd te genieten van alle bepalingen of overeenkomsten, indirect of direct hierin bepaald en mag, indien nodig, ageren ten aanzien van alle hierin vermelde pooling-partijen. Alle hierboven genoemde pooling-partijen zijn ten overstaan van ELIA gehouden aan hun verplichtingen in uitvoering van hun respectieve contracten van Toegangsverantwoordelijke.

**** datum van kennisgeving aan ELIA.

**** Handtekening door gemachtigde personen van elke pooling-partij.